



LYANN KARAYIB

CAHIER VILLE CARAÏBE

www.villecaraibe.com



**REGARDS
CROISES**

**SUR LES QUARTIERS
POPULAIRES**



**NUMERO
10**

Centre de ressources Ville caraïbe

LYANN KARAYIB

Imm. La Varangue - 36 Bd Amilcar Cabral - 97200 Fort de France

Directeur de Publication : Justin Daniel, Président du Centre de Ressources

Directeur de la Rédaction : Mathieu Petit, Directeur du Centre de ressources (mathieu.petit@villecaraibe.com)

Directeur artistique et graphiste : Graphik720 (Graphik720@gmail.com)

Contributeurs : Serge Letchimy, Bruno Carrer, William Rolle, Malik Duranty, Mylenn Zebina, Gustavo Torres,

Jacqueline Boutan, Simone Lagrand, Marie Georges Cebarec, Alex Désir, Hervé Guery

Photographies : Jean Popincourt, William Rolle, Gustavo Torres, Benny Suvelor et Istockphoto

Assistante : Nathalie Vivies (nathalie.vivies@villecaraibe.com)

Numéro commission paritaire : En cours - Dépôt légal à parution

Imprimerie : Quadricom

Tirage : 100 exemplaires et sur commande

Les informations contenues et les opinions exprimées par leurs auteurs ne sauraient engager la responsabilité des cahiers Lyann Karayib.

Le Centre de ressources Ville caraïbe respecte la propriété intellectuelle

SOMMAIRE

/ Editorial	4-5
/ Extraits de l'intervention de Serge LETCHIMY, lors de la Clôture des Journées Mondiales de l'Urbanisme, : « L'urbanisme, d'hier à demain, ou l'art de la transmission ».	8-11
/ Entretien avec William ROLLE sur le travail des « pionniers ».	12-15
/ Les gens des quartiers : voilà ce qui nous intéresse : Article de Malik DURANTY.	16-21
/ « Quelle(s) culture(s) des quartiers populaires en Martinique ? » : Article de Mylenn ZEBINA.	22-27
/ Rubrique « Image des quartiers » : Photographies.	28-29
/ « L'Espace est création » de Gustavo TORRES sur Volga-Plage : « du village dans la ville... au quartier pauvre ».	30-35
/ Entretien avec Jacqueline BOUTANT sur Pelletier et le C.A.S.E.	36
/ Pawòl : Terres Sainte Ville de Simone LAGRAND .	37
/ Entretien avec Mme CEBAREC sur Terre sainville et l'action de l'AADPAS .	38-41
/ Tableau comparatif Terre Sainville et Pelletier et note méthodologique.	42-45
/ Un indicateur , un chiffre pour débattre. Hervé GUERY : Directeur du COMPAS .	46-49
/ Entretien avec Alex DESIR ancien président de l'Association des Haïtiens en Martinique.	50-53
/ Pawòl : « Va chercher le monde dans la zone » de Malik DURANTY.	54-55
/ Ressources documentaires (Bibliographie) Appel à contributions pour le prochain	56-57
/ Appel à contribution - Revue Lyann Karayb N°2	58
/ Cahier « Lyann Karayib » : Les jeunes, acteurs de la ville ?	59

Édito

Lyann karayib

« Pani Iyannaj san Iyann »

Le Centre de Ressources Ville-Caraïbe a pour vocation la mise en réseau, la qualification collective et l'accompagnement méthodologique des acteurs de la Politique de la ville. Une vocation qu'il exerce dans le but de contribuer à l'amélioration de la Cohésion Sociale et territoriale en Martinique. Son rôle consiste à accompagner et à qualifier les acteurs professionnels dans leurs actions, leurs évaluations et leurs pratiques.

En effet, la Cohésion Sociale et territoriale, impose une montée en compétences, la rencontre et la mise en relation d'acteurs, d'institutions, de chefs de projets de collectivités territoriales et de l'Etat, de responsables associatif et d'élus, avec des experts et des chercheurs.. Il s'agit ainsi de confronter les pratiques et points de vues, mais aussi d'interpeller et de mobiliser des acteurs censés s'entendre sur des objectifs communs et co-construire des politiques et actions en direction des territoires et publics les plus en difficulté.

La Politique de la ville est une politique qui énonce difficilement sa fonction dans le cadre institutionnel tel qu'il existe. Elle se veut une intervention, partenariale et transversale, ciblant avant tout les territoires les plus en difficulté. Aussi, cette politique territoriale « innovante », souvent évaluée, s'appuie sur la mobilisation des services de droit commun des communes, des collectivités et de l'Etat pour optimiser son action, qui, sans cela, resterait limitée. Cette Politique publique

est aussi révélatrice de la volonté de prendre en compte les phénomènes d'inégalités territoriales et sociales.

La Politique de la ville a vu le jour en Martinique avec l'organisation des quartiers populaires, notamment de Fort de France. C'est l'époque où des « pionniers » issus de différents corps de métiers, construisent collectivement des outils et adaptent leurs regards à la situation des quartiers et de leur habitat spontané.

Plus tard, l'introduction des dispositifs de la Politique de la ville, tels que les DSQ (Développement social des Quartiers), puis les Contrats de Villes, sont l'occasion pour de nombreux territoires connaissant des situations d'habitats précaires et une situation sociale particulièrement difficile, d'éprouver des méthodes nouvelles d'intervention (transversalité, méthodologie de projet, équipe dédiée, évaluations...), mais surtout de mettre en œuvre une contractualisation Ville-Etat en réponse aux enjeux et à la problématique des territoires prioritaires.

Le financement important apporté par l'Etat permet alors à de nombreux territoires de se développer, d'être aménagés en prenant en compte les contraintes spécifiques de la population et ses dynamiques sociales. Les différentes formules de contractualisation, qu'elles soient d'objectifs ou des Contrats de Ville, seront réparties sur une vingtaine de communes du territoire martiniquais. Il en résultera notamment, l'équipement de quartiers grâce

à un financement exceptionnel, l'émergence d'associations de quartiers et de proximité, l'apparition de nouveaux métiers (chefs de projets, médiations, ...) et de nouvelles pratiques : décloisonnement, transversalité et territorialisation. Avec un leitmotiv qui ne variera pas depuis : « Sortir de la logique de guichet pour aller vers une logique de projet ! ».

A la suite du recentrage issu de la négociation perdue avec l'Etat, seuls deux CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) sur les 16 contrats initiaux, sont retenus en 2007; ils concernent les deux plus importantes Villes : Fort de France et le Lamentin, avec 14 quartiers respectifs, soit 28 en tout et comprenant 6 zones urbaines sensibles (ZUS).

Ces derniers sont les quartiers populaires ayant des indicateurs « caractéristiques » sur des entrées telles que le nombre d'habitants, la part du logement social, le taux de chômage, la déscolarisation et le niveau de qualification, la monoparentalité, le niveau de revenu, etc... Il existe par ailleurs un Programme de Rénovation Urbaine à Fort de France, levier de transformation des quartiers. Il est remarquable qu'alors que sur de nombreux territoires la négociation avec les élus locaux ait aboutie à un recentrage limité voir inexistant, qu'en Martinique une approche malthusienne ait pu s'imposer sans véritable montée au créneau collective ni des élus ni des professionnels. C'est ainsi par exemple que la Guyane (5 CUCS) et la Guadeloupe (8 CUCS) bénéficient de sites prioritaires plus nombreux qu'en Martinique.

Les autres territoires de la Martinique bénéficient néanmoins, des autres dispositifs de la Politique de la ville, comme par exemple, les dispositifs d'accompagnement à

et complétant leur action. Il reste aussi une question qui fera l'objet d'un cahier spécifique : quels sont les acteurs de cohésion sociale et territoriale qui sont encore sur le terrain ?

« républicainiste », dont le mot d'ordre pourrait être « En finir avec le Ghetto », qui voit avant tout le quartier populaire comme problème en ce qu'il cumule les handicaps. L'objectif de la Politique de la ville dans ce cadre serait la réduction des écarts ;

- Une approche « communautarienne », dont le mot d'ordre pourrait être « Vive les quartiers populaires ! », qui voit le quartier avant tout comme solution et recelant des ressources potentielles. L'objectif ici est la reconnaissance et l'empowerment (renforcement du capital social).

- Une approche « réformiste », dont le mot d'ordre pourrait être « des laboratoires où s'inventent la ville de demain », qui voit le quartier comme symptôme dont les causes se retrouvent à l'échelle de la ville. L'objectif est dans ce cas la transformation d'un système qui génère de l'exclusion...

Il est aussi question de nos jours et dans tous les domaines de déploiement de l'activité humaine, de recherche de conditions, de moyens, de processus et de paradigmes organisant le vivre-ensemble.

Dès lors, l'identification des relations de causes à effets, les enchaînements de facteurs historiques, culturels, politiques et économiques, ainsi que la construction de méthodes d'appréhension de la réalité martiniquaise prennent tout leur sens.

Le nom de cette revue, « Lyann Karayib », dessine le sens et la direction qu'il semble opportun d'emprunter. Cette revue correspond à l'une des vocations du Centre de



la scolarité, de prévention de la délinquance et d'insertion, ainsi que de tous les dispositifs de droit commun (logement, R.H.I, prévention, emploi, éducation, ...).

Au delà, de ce constat, ce qui fait le plus défaut, en dehors des financements spécifiques, ce sont de véritables projets de cohésion sociale et urbaine donnant du sens et assurant la coordination des dispositifs ; des projets au service des habitants

Par ailleurs, l'analyse quantitative et qualitative à l'échelle de la Martinique fait apparaître de nombreux quartiers « hors géographie prioritaire de l'Etat » et cumulant de nombreuses difficultés. Il faudra donc réinterroger cette géographie prioritaire lors de la renégociation en 2014.

La Politique de la ville a aussi souvent été influencée de manière successive et simultanée, par différentes approches.*

- Une approche

Tableau historique des contractualisations Politique de la Ville en Martinique

Fin des années 70 et 1983	<p>Au départ des opérations Habitat et Vie Sociale en France hexagonale. Démolition reconstruction de l'habitat précaire vers l'habitat social Expérimentation du Contrat de famille en Martinique autour de LARIAMEP : élaboration de nouveaux outils et valorisation de l'opération « Texaco » Aménagement de quartiers spontanés : Trénelle, Volga Plage Premières opérations de Résorption de l'habitat Insalubre</p>
A partir de 1989	<p>Opération Développement Social des Quartiers à côté des RHI (18 DSQ)</p> <p>Prêcheur (Anse Belleville); Lorrain (Pavillon); Basse Pointe (Fond Bourg) Morne Rouge (Fond Abattoir); Carbet (Fond Capot) Schœlcher (Fond Batelière); Fort de France (Haut Volga –Alaric, Pointe de la vierge, Fond populaire, Trénelle-citron, Ravine Bouillé)</p>
1995- 1999	<p>Anse d'Arlet (grande Anse) Marigot (Fond d'or, Mazure Bas du temple) Robert (Cité la croix); Lamentin (Vieux Pont) Marin (La Duprey); Sainte Anne (Rue Paille)</p>
1999-2006	<p>Centre : 2 contrats de ville 2000/2006 Fort-de-France signée le 26 mai 2000 Lamentin signée le 26 mai 2000</p> <p>1 convention d'objectifs 2000/2003 Schœlcher signée le 26 mai 2000</p> <p>1 convention-cadre regroupant les villes de (Fort-de-France, Lamentin, Saint-Joseph, Schœlcher) Signée le 26 mai 2000</p> <p>Par ailleurs, le 21 Décembre 2000 a été signé par l'Etat et la ville de Fort-de-France, le Grand Projet de Ville convention d'application territoriale du contrat de ville au centre ville</p> <p>Sud : 2 contrats de ville 2000/2003 Anses-d'Arlet signée le 4 mai 2000 Marin signée le 1er août 2000</p> <p>Nord : 4 conventions d'objectifs 2000/2003 Prêcheur signée le 28 juin 2000 Sainte-Marie signée le 8 novembre 2000 Lorrain signée le 15 septembre 2000 Robert signée le 28 juillet 2000</p>
2007-2011	<p>2 CUCS : Fort de France et le Lamentin 1 Programme de Rénovation Urbaine 2 Programmes de Réussite éducative</p>

Ressources : outiller et créer du sens, entendu ici dans sa double acception de signification et de direction. Une démarche qui exige de la concertation avec les forces de l'action et une confrontation permanente avec le terrain, enrichie de l'analyse stratégique et d'expertises. Ce sont toutes ces forces, qui, mises en réseau, « font ressources ».

En choisissant ce nom, l'équipe signifie clairement sa volonté de participer à la qualification collective et de contribuer au processus de création et de maintien de liens, mais aussi de réseaux d'acteurs et de compétences au service du développement social et territorial.

Le premier numéro de cette revue s'intitule: « Regards croisés sur les Quartiers populaires ». Un titre qui est l'expression d'un dessein éditorial. On pouvait difficilement, avant d'aborder notre cœur de métier qui est avant tout la méthodologie d'action collective, faire l'impasse sur différentes approches du Quartier populaire, lequel constitue un espace-temps primordial de la société Martiniquaise. Il est, à la fois, un lieu historique, un symbole d'évolution par l'innovation, un espace politique de proximité, bref un espace riche de sociabilités intenses.

**Qu'est-ce que le Quartier ?
 Qui sont ses habitants ?
 Comment se l'approprient-ils ?**

**Quelles sont leurs cultures ?
 Quels sont leurs espaces ?
 Comment conçoivent-ils ces espaces ?
 Qui sont les concepteurs ?
 A parti de quoi ?
 Qui sont ceux qui agissent sur les contraintes de la vie de Quartier, la vie en société, leurs effets ainsi que**

**leurs causes ?
 Qui en parle ? Qui déclame ?
 Qui réclame ? Qui le montre ?
 Qui le démontre ?**

Le Quartier est source de questions multiples. Ce numéro est le fruit d'une quête de paroles, de savoirs, de témoignages avisés, d'images, d'expériences, le fruit aussi de questionnements et d'une plongée dans l'histoire. Car, il paraît décisif pour appréhender la politique de la ville de préciser nos questionnements, en tenant compte de la mutation des contextes. Nul ne peut ignorer que le quartier est aujourd'hui le lieu de nouvelles rencontres entre acteurs.

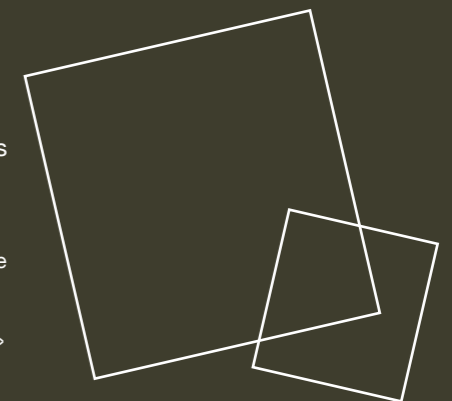
De toute évidence, le Quartier populaire est le symbole d'un processus de marginalisation sociale et territoriale. Un processus renvoyant le plus souvent à des jugements de valeurs, à des mythes sociaux, culturels et politiques. Il est vu comme un espace-temps de désordre économique et social généré par les rapports de classes et la constitution d'une certaine hiérarchie sociale. D'où, notre question centrale : Qu'est-ce qui explique le Quartier ? Qu'est-ce qui permet d'agir dans, par et pour le Quartier et ses gens ? Qu'y a-t-il à ordonner ? Le Quartier lui-même ou notre regard sur lui !

Bonne lecture à tous !

TDA : « Pas de vivre-ensemble sans liens et sans réseaux »

* les différentes approches sont tirées de l'analyse de R. EPSTEIN, expert de la politique de la ville

Peinture de Christophe MERT : « TI KAZ »



« L'urbanisme, d'hier à demain, ou l'art de la transmission »

Extrait de l'intervention de clôture des journées mondiales de l'urbanisme, le 10 novembre 2010.

Par Serge Letchimy, urbaniste, et président du Conseil Régional de la Martinique.

« J'ai lu dans le programme des JMU que vous évoquiez « la révolution urbaine en cours, en Colombie, à travers le projet de Medellín ». Cela m'intéresse beaucoup, J'y reviendrai.

Je dois vous dire que je suis un enfant d'une autre révolution urbaine, fomentée par un homme qui fut à sa manière le grand Urbaniste de Fort-de-France, je veux parler d'Aimé Césaire. Quelle est cette révolution, elle est si simple qu'elle est terriblement complexe : Avec Césaire, la marge est au centre. Vous l'avez vu, entendu ou appris ... A Fort-de-France, les premiers quartiers dits d'habitat spontané s'édifient au sortir de l'habitation, comme vous le savez sur du foncier municipal et sur les 50 pas géométriques.

Là où le pouvoir identifie une pathologie urbaine, une plaie sociale à éliminer plutôt qu'à soigner ; d'autant plus que les terrains d'implantations sont pour le moins ingrats, inhospitaliers, et dangereux.

Or, au lieu de repousser, de congédier, de dissuader, Césaire comprend, accueille, soutient, organise. Le Nègre veut quitter définitivement le système de la plantation ? L'Etat n'apas de politique de l'habitat ? Et bien, la Ville va soutenir l'implantation ... A Trénelles, à Volga plage Césaire parie que le quartier, même dans les conditions les plus pénibles d'habitat, de précarité, de promiscuité, de vulnérabilité, offre une chance d'intégration et un terrain de cohésion pour ces hommes et ces femmes qui par l'urbain deviennent enfin concitoyens.

Car l'on sait quelles sont les valeurs, homériques et héroïques, que ces hommes et ses femmes ont incarnées pour produire leur Habitat. Ces valeurs, mélange de d'entraide et de solidarité, de persévérance et de courage, de savoir-faire et de débrouillardise ... ces valeurs marquent

le seuil d'une forme de génie populaire.

Quand Césaire accueille, dans les années 60, la misère de la Martinique, l'exode des campagnes, des plantations par les plus pauvres – ce que G Torres appelle « le grand déménagement ». L'économie se dérobe et le centre de gravité de toute l'activité se déplace vers la plaine du Lamentin.

L'ouverture de l'aéroport, la réalisation progressive de l'autoroute, la multiplication des zones d'activités achèvent de déstabiliser l'économie urbaine et portuaire de Fort-de-France qui produit d'autant moins d'emplois pour les bras qu'apparaît la conteneurisation du port. On passe des stigmates de servilité économique coloniale de l'habitation à une aliénante société de consommation. Cette cruelle mutation génère une mobilisation exceptionnelle de la ressource existante ou résiduelle. Et c'est l'urbain qui en sera le théâtre offrant à l'imaginaire et à la culture une nouvelle étape de l'organisation de la société Martiniquaise. C'est dans la ville et dans les quartiers que va se jouer le combat de la Dignité et de l'Identité.

Césaire prononçait ceci :

« J'entends par culture, tout ce que l'homme fait, non pas l'instruction, mais tout ce que l'homme fait, tout ce qu'il fait et tout ce qu'il entreprend de faire chaque jour pour organiser sa vie, c'est-à-dire pour s'accommoder à la nature et à l'histoire d'autre part... »
Aimé Césaire

On peut comprendre pourquoi au milieu des années 70, Aimé Césaire donne une nouvelle impulsion à la politique culturelle foyale avec la création du Sermac, irradiant le territoire de centres culturels dans les quartiers et organisant le Festival Culturel de Fort-de-France. L'accès à la culture pour tous est synonyme de l'accès à l'urbain offrant à l'homme des espaces

de liberté et d'émancipation inédit, un nouveau droit à la ville est né.

Cette nouvelle politique culturelle est centrée autour de la question cruciale de l'identité : c'est affirmer une présence au monde, c'est valoriser la culture et les arts de l'Afrique et de la Caraïbe. La culture pensée et vécue comme vecteur de résistance et d'espérance. La culture habite la ville, elle l'innerve, elle bâtit même la ville donnant ça et là au prolétariat ses niches de progrès dans un milieu où les traces de la race continuaient à rythmer la géographie sociale. La culture- le « koudmen », la solidarité, la maîtrise du foncier permettent la construction de maisons, basée sur la stratégie communautaire d'appropriation collective de la terre et du droit à la ville.

On était pauvre, mais on avait au moins cela : la culture, était auto-générée et auto-alimentée par la relation sociale, émancipant du coup l'urbain, les stéréotypes architecturaux validant le vernaculaire dans un vocabulaire singulier et un esthétisme conjurant le conformisme occidental.

Au total, l'œuvre urbanistique du Maire Aimé Césaire est éminemment décisive et fondatrice. Ce que nous vivons à Trénelles, on le vivait aussi au même moment à la SURZA à Saint Domingue, à Cité Soleil en Haïti à la perla à Porto Rico, ou ailleurs dans le sud dans les favelas du Brésil.

La Ville demeurait un espace démocratique, accessible et ouvert.. Aujourd'hui, de nouveaux périls (violence, drogues, trafics ...) remettent en question ces acquis qui constituent un fondement de l'urbain : la capacité des quartiers à s'ancrer dans la ville, la capacité de la ville à produire de la citoyenneté.

C'est ce que les héritiers de Césaire ont à leur charge de mener à bien. Faire que la ville redevienne un espace de démocratisation de citoyenneté de



TRENELLE

solidarité et de construction du lien social.

C'est ainsi que, dans les années 80, nous avons provoqué la création d'une école martiniquaise de pensée et de pratique de l'urbanisme, discipline pluridisciplinaire par définition. (Lariamep)

Deux éléments fondamentaux caractérisaient ce mouvement, qui fut pour nous une véritable révolution urbaine : - la conviction que les villes et les quartiers des Antilles s'inscrivaient dans le paradigme du Sud et non de l'Occident, dans une géopolitique caribéenne ou sud-américaine et non européenne.

- notre capacité à initier une recherche alternative, déroutante pour les idées reçues, à la limite de l'anti-conformisme, pour faire le lien avec une soif inextinguible d'action, d'initiative et de réalisation.

Ainsi, au sein de l'ARIAMEP puis de la SEMAFF, nous avons mené bon nombre d'études sur l'histoire et l'aspect des divers quartiers des villes de la Caraïbe et notamment sur les quartiers populaires. Il fallait réorganiser au mieux ces foyers nés de l'exode rural, sans pour autant effacer les empreintes laissées par le peuple, quand bien même elles s'étaient matérialisées de manière anarchiques ; elles devenaient les marques de l'architecture propre aux populations locales. La soumission à l'Occident voulait qu'on rase tout et qu'on reconstruise des HLM. Nous avons au contraire cherché à préserver des lieux de mémoire tout en laissant jouer l'imaginaire.

Et Fort-de-France, est devenue, petit à petit, un laboratoire de la ville caribéenne. Ce paradigme est majeur pour tout ce qui va suivre, et plus largement, pour tout ce qui peut être pensé et avancé concernant la culture et l'habitat urbain dans la Caraïbe.

Notre histoire, notre géographie, ont conduit nos peuples, caribéens et sud américains ... à inventer des langues nouvelles avec le créole, ... à réinterpréter des croyances et des danses sur des rythmes nouveaux ... à éclore une littérature, une poésie, des contes par la magie de l'imaginaire (et c'est Césaire, Walcott, Carpentier ...) ... à redessiner le monde comme l'éclat d'une peinture de Wilfredo Lam.

Fort-de-France illustre ici une dialectique universelle aux villes du nouveau monde qui est valable pour Pointe-à-Pître, Cayenne, nos villes créoles, et à une autre échelle et plus

loin, Santo Domingo, La Havane, etc ..., villes tiraillées entre ... d'une part l'héritage-fardeau des quartiers de survie urbaine, d'autre part l'obsession de l'idéal patrimonial et architectural, enfin l'attractivité et la modernisation dans un contexte de compétitivité locale, régionale et mondiale.

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'inverser le paradigme pour créer des clés de lecture en phase avec notre réalité caribéenne et considérer la ville, le quartier et l'habitat comme une création culturelle.

La culture est avant tout l'ensemble des traits d'appartenance à un groupe social. Elle « habite » une esthétique propre et caractérise un peuple tout comme elle traduit et reflète ses forces, ses talents, son imaginaire, en un mot son génie créatif. Cette révolution méthodologique et sémiologique rejoignait les stratégies naissantes du CARIMOS, qui avançait que le véritable patrimoine des villes du nouveau monde qu'est la Caraïbe, et plus largement des Suds, se trouvait tout autant sinon plus dans l'architecture du peuple que dans la monumentalité et le prestige.

Cette position critique est consubstantielle de notre rapport et de notre apport au monde : ... soit nous reproduisons, calquons ou « tropicalisons » les critères, les règles, les méthodes importés de l'occident (voire imposés) ; ... soit nous fabriquons notre grammaire pour que l'objet étudié (l'espace, la société ...) puisse être lu avec pertinence et sensibilité.

... Les quartiers de Fort-de-France, laboratoires de la mangrove urbaine. C'est dans ce contexte et selon cette démarche que le concept de « mangrove urbaine » a été pour la première fois employée et diffusée.

La notion visait à conceptualiser les caractéristiques principales de l'occupation périurbaine à la Martinique, lors de ces 50 dernières années.

Sans faire le professeur, le terme de mangrove urbaine désigne une aire naturelle d'espoir et de désespoir, d'une existence en perpétuelle renaissance, qui dans le lais et relais de la mer et de la terre exhorte la fatalité et initie le limon créateur de la fertilité. Isolés et à la marge, flanqués dans les mornes et dans les ravines, les quartiers populaires

défont la mort et nous invitent aussi perpétuellement à la résistance et à la vie. Ce terrain complexe et dynamique va devenir le terrain d'engagement d'un urbanisme progressiste, nous impliquant dans une nouvelle culture de la démocratie urbaine, et une nouvelle ingénierie de l'aménagement et de l'urbanisme. C'est un des défis de l'urbanisme contemporain, qu'il soit caribéen ou, par extension, universel.

L'urbanisme, le travail social des quartiers, la conception et la production de notre habitat, ont vocation à lutter contre l'uniformisation identitaire et, partant de là, à répondre à la demande sociale et à exprimer une réalité culturelle.

Aujourd'hui, que se passe-t-il ? On essaie toujours de refaire la ville. Mais les repères ne sont plus les mêmes. On est plus dans la jouissance de droits que dans la conquête de droit. On est plus dans un bien être matériel que dans une aspiration existentielle. Mais est-ce que cette ville qui se refait tient autant compte de la parole habitante, de cette manière populaire de créer la ville-équilibre ? Est-ce que les habitants accompagnent la construction de cette ville ?

Oui, dans l'intention. Dans le fond des réalités, c'est moins évident. La spéculation prend le pas sur l'usage et la survie ; l'égoïsme sur la solidarité. Dans un contexte où les villes sont submergées de problèmes de tout ordre, seules les réponses d'interventions techniques ou de régulation sociale semblent s'imposer, occultant de plus en plus l'urbain et l'humain rangés au rôle de variable d'ajustement soumis pour le premier aux exigences de la rentabilité et pour le second aux contraintes d'une gestion technocratique de l'espace.

Pour nous, l'orientation donnée au développement et à la rénovation de la ville doit concourir, en premier lieu, à restaurer une culture sociale, une identité.

Le « malecon » dans le vaste projet de renouvellement urbain en cours, à Fort de France est loin d'être un exploit technologique, c'est avant tout un projet culturel. C'est un lieu où convergent les populations des quartiers et des communes de Martinique, un lieu où les gens se rencontrent de nouveau, échangent, s'expriment. On retrouve l'idée d'une urbanité partagée, génératrice de lien social et de respect de l'autre. **Je crois que s'impose alors à nous l'âge d'une nouvelle révolution urbaine, celle de la ville durable,**

« J'entends par culture, tout ce que l'homme fait, non pas l'instruction, mais tout ce que l'homme fait, tout ce qu'il fait et tout ce qu'il entreprend de faire chaque jour pour organiser sa vie, c'est-à-dire pour s'accommoder à la nature et à l'histoire d'autre part... »

Aimé Césaire

pour employer un terme « porteur », celle de la « Ville équilibre », je dirais.

Il doit avoir au départ de tout projet urbain l'expression d'un projet humain, pensé, négocié, débattu et partagé, puis contractualisé et opérationnalisé. Cela ne peut correspondre qu'à une éthique politique fondée sur une vision enracinée de l'avenir.

Un projet urbain visant à :
1°) restaurer des fonctions urbaines,
2°) intégrer la ville dans l'ensemble plus vaste (le pays, l'agglomération, la Baie ...).
3°) établir une vision du quotidien et du devenir, de l'opérationnel immédiat et du prospectif ...
4°) Enfin, l'adhésion des habitants n'est pas la moindre des conditions de réussite du projet : c'est la démocratie participative ...

Tout comme notre génération a pris le flambeau l'héritage Césairiste, il incombe aujourd'hui aux nouvelles générations progressistes d'anticiper les nouveaux défis du nouveau réel urbain. Aujourd'hui, trois phénomènes modifient ces comportements :
-le virtuel, avec l'impact des images banalisant la violence extrême (médias, net, câble.)
-l'immobilité, avec les outils de liberté que sont par exemple le scooter et le portable
-le désœuvrement, généré par l'exclusion sociale et la relégation du monde économique. Pour nos villes, c'est aussi ça « le réel urbain ».

Or, c'est dans cette jeunesse désœuvrée que se vivra l'avenir de la Ville et du Pays, dans l'équilibre négocié ou dans la rupture violente et désespérée. Car au-delà de ces deux grands champs de mutation sociale, ce qui apparaît dans nos villes contemporaines, c'est ce lent glissement du collectif vers l'individuel ; de la cause noble, mobilisatrice, au repli égoïste de la consommation et de la satisfaction des instincts immédiats.

Le défi qui attend la Ville de demain, c'est le développement durable réel, équitable, authentique, c'est de la relation sociale, et la capacité de l'urbain à protéger la vie et à générer la vie ...

Alors Oui, je crois que l'ALTER-URBANISME évoqué lors de ces JMU me paraît plus que jamais pertinent, je dis même vital

Et donc Oui, Monsieur le Président de la SFU, M. Jean-Pierre Gautry, chers Amis

J'ai très volontiers accepté l'idée de présider ces Journées Mondiales de l'Urbanisme 2010 de Fort-de-France, entre Martinique, Guadeloupe et Guyane, entre Caraïbe, Amériques et Europe ...

Je l'ai fait conscient du chemin parcouru, au cœur de l'universel urbain. Conscient mais aussi inquiet des défis à venir.

Une autre ère s'ouvre pour les nouvelles générations qui, Fanon le disait, est confrontée à sa responsabilité : c'est l'ère du développement durable, équitable, raisonné.

J'invite d'ailleurs les urbanistes de demain à réévaluer les contours de ce développement pour notre espace pour nos villes, à une époque charnière où la crise internationale bouleverse de manière irréversible les convictions sur le marché tout puissant ou sur l'Etat régulateur.

C'est une invitation à faire projet, avec discipline et méthode, dans avec passion et générosité.

Le concept d'autonomie sera bien l'idée majeure et la clé du développement pour ce XXIème siècle, à l'échelle de l'individu, à l'échelle de la collectivité. Et la Ville doit demeurer l'espace du collectif, l'espace de la créativité, de l'autonomie et des libertés humaines.

Voilà quel est le nouveau rendez-vous ! »

Le travail des « pionniers »

De Texaco à Vieux Pont, anthropologie de ces quartiers.

Par William Rolle, anthropologue. Interview Mathieu Petit.

1. Quel était le contexte de l'opération d'aménagement de Texaco ?

William ROLLE : Le contexte de l'époque ? En terme d'aménagement urbain ce n'est pas le désert mais presque. Nous sommes encore dans une époque où ces quartiers sont assimilés aux bidonvilles d'Amérique Latine, car leurs aspects extérieurs pourraient y faire penser.

La Sodem, mène à l'époque une opération sur Morne-Pichevin. Le responsable, que j'avais interrogé à l'époque, se glorifiait d'aller sur le terrain avec des gardes corps armés, pour imposer sa vision des choses, les expulsions. A la question qui lui demandait de préciser, de définir ce qu'il entendait par changer un quartier il nous répondit que c'était d'abord se heurter à un problème de mentalité, de comportement, d'adaptation des gens à de nouvelles conditions de vie.

D'un autre côté, certains quartiers avaient réussi à imposer leur identité en adjuvant un espace, un territoire. Les habitants n'avaient pas l'impression de vivre dans un ghetto. Par exemple, je sais que certains n'aiment pas entendre cette parole des habitants de Volga-Plage qui disent que ce n'est qu'après leurs résistances aux forces de l'ordre que la municipalité de Fort-de-France leur a accordé son soutien.

Il faut aussi se souvenir qu'à l'époque la municipalité foyalaïse était aussi la bête noire du pouvoir gaulliste, et que tout ce qui pouvait l'affaiblir, notamment la force des quartiers populaires, était bon à abattre.

La municipalité de Fort-de-France était par ailleurs confrontée à la situation suivante ; 27 quartiers insalubres, 6000 logements en état d'insalubrité, 42 % des réserves foncières en zone d'auto construction.

Pour répondre à la question du

contexte de l'opération d'aménagement il est important de se remettre dans la fin des années soixante-dix, le début des années quatre vingt, avec une Martinique qui bascule, encore, dans une autre phase de mutation, le début de l'équipement moderne (électricité, sanitaire intégré, pouvoir d'achat en augmentation, début d'une forme de redistribution sociale encore inégale mais plus régulière, etc.).

Pour être technique, voici un rapide historique de la politique de l'habitat à cette époque. : pour remédier à quelques-unes de ces difficultés les solutions qui furent explorées tentèrent de s'appuyer à la fois sur un état des lieux de l'existant - mais celui-ci s'avérait malaisé à définir - et quelques solutions déjà appliquées en France métropolitaine, notamment un effort de construction.

En 1973, on commença à envisager l'idée de crédits d'aide à la construction pour remédier à la défaillance des ménages. En 1978, la L.B.U spécifique au D.O.M permit de mieux gérer les aides au logement pour faire disparaître l'insalubrité par l'amélioration à l'habitat. Après les L.T.S (Logements très sociaux) dont la finition définitive est à la charge du bénéficiaire les L.L.S (Logement locatif social) furent les formules adoptées pour cette amélioration de l'habitat : 700 logements par an de 1981 à 1991. En 1986, les aides aux logements locatifs eurent une incidence sur l'investissement des L.E.S (Logement évolutif social), rendant le locatif plus abordable. De 1985 à 1989 c'est l'équivalent de 19 MF qui fut affecté à la résorption de l'habitat insalubre.

Au début des années 1980, l'Etat fait le bilan de sa politique urbaine, fait le constat de son échec au niveau national, et celui de la résistance des populations aux procédures autoritaires de la rénovation urbaine.

C'est dans ce contexte que le Contrat Famille s'organise, qu'il est utilisé pour ce quartier de Fort-de-France qu'est

Texaco, dans lequel Serge Letchimy et Max Tanic viennent de démontrer, chacun dans leur discipline, que ces quartiers sont structurés, avec un savoir populaire et une logique d'évolution.

2. A quelles difficultés étiez vous confrontés à l'époque ?

William ROLLE : Je vais vous faire sourire mais l'une des premières difficultés rencontrées à l'époque était la définition de notre discipline. « Sociologue », « anthropologue », les mots étaient quasiment inconnus, il fallait expliquer ces « barbarismes » et leur contenu.

Pour ma part, j'avais un ensemble de certificats dans des bivalences diverses, dont l'un intitulé « ethnologie du conflit et du changement social » ; plus ceux de la sociologie, ce qui m'emmenait vers l'anthropologie à la française.

Hors ce sont plutôt les anglo-saxons qui étaient pionniers en anthropologie urbaine, avec notamment l'école de Chicago, où, plus tard, en Angleterre avec M. Young ou P. Wilmott.

Je crois que la première vraie difficulté était de constituer une équipe de recherche qui s'autorisait de contester les prédicats d'un cahier des charges que donnait le contrat famille. C'était l'époque du Lariamep où nous avons travaillé avec Serge Domi, Gustavo Torres, Serge Letchimy, Mac Tanic, Alain Anselin, Phillipe Yerro, Alain Linise, pour ne citer que la partie recherche urbaine, et une vingtaine d'autres chercheurs de moins de 30 ans dans divers domaines.

Qu'était le contrat famille ? Dans le cadre de la réhabilitation des quartiers défavorisés il s'agissait d'associer l'Etat, les collectivités et les familles à la mise en œuvre d'un urbanisme intégrant le fait familial. Pour ce faire, il fallait s'appuyer sur les familles.

TEXACO



Crédit photo - Jean Popincourt

De notre côté, dans la recherche, il fallait redéfinir la famille martiniquaise, ce qui n'était pas évident pour de multiples raisons. Aujourd'hui, il est facile de faire de la sociologie ici, les outils statistiques se sont renforcés, à l'époque les sources étaient rares, et « l'école » de Jean Benoist était la seule référence. Il fallait nous décoloniser tout en devenant les analystes de notre nous indigènes !

D'un côté pratique, il fallait faire avec les professionnels de la famille qu'étaient les travailleurs sociaux de l'époque, dont on peut dire qu'elles (praticiens majoritairement féminines) étaient encore fortement influencés par une formation hygiéniste à laquelle se mêlaient un habitus fortement en défaveur de la composition antillaise de la famille. La proximité encore récente des uns et des autres, en dépit des bienfaits de l'école laïque, l'expliquait en partie. Des images difficiles à changer sur un temps court.

Enfin, nous avons eu à rencontrer les temps du politique, à la fois maître d'œuvre et maître d'ouvrage à l'époque, et avec lequel il fallait gérer nos multiples contradictions.

Il faut dire par contre que le contact avec une population qui n'était pas encore saturée par les enquêtes et les projets à répétitions fut un élément structurant pour pallier à certaines de ces difficultés. C'est ainsi que nous avons pu infirmer la thèse de la matrifocalité, dire ses limites face à une logique de nucléarisation de la famille déjà en œuvre à Texaco.

Une autre des difficultés auxquelles nous étions confrontés n'était pas pratique mais théorique. Nous avons 25 ans, nous étions des thésards, nous arrivions sur un terrain où les notions de quartiers, famille, de pauvreté n'existaient pas, il fallait donc les fabriquer, à partir des bases de l'anthropologie classique mais il fallait aussi les recréer ; les rares auteurs que nous avions en référence (Oscar Lewis, quelques auteurs noirs américains qui n'avaient pas travaillé sur la Caraïbe).

Il fallait redéfinir et, en même temps, ne pas être archaïque et savoir que ce que nous étions en train de définir était déjà en mutation.

Et c'est lorsque nous avons pu comprendre la mutation que nous avons pu prévenir et faire des propositions.

La proposition que nous avions faite pour le B3 (une proposition

architecturale qui intégrait le social), l'intergénérationnel à Texaco, résulte du constat que la famille martiniquaise était en mutation et qu'il fallait prévenir celle-ci.

3. Quelles expériences retenez-vous d'opération d'aménagement telles que Texaco ou Vieux Pont ?

William ROLLE : Ce qui a changé pour les opérations de rénovation de l'habitat insalubre est profond. Les 25 ans qui séparent ces deux opérations marquent un changement à mon sens plus profond que la fin des derniers vestiges de la plantation pourtant modernisée, vers les années soixante, et cette transformation de la société martiniquaise à partir de 1973.

Nous avons dit qu'en même temps que nous travaillons sur Texaco, l'opération Morne Pichevin fut l'antithèse, un échec de l'ancien urbanisme. On rase le quartier, l'ingénieur de l'époque est accompagné de « dogs » et de bulldozer, les déplacements vers la nouvelle Zac de Chateauboeuf créent déjà des problèmes, les LTS (logements très sociaux) ont du mal à se terminer car les réseaux d'entraide traditionnels sont dispersés, émiettés.

Texaco, dont il faut faire l'adieu à la mangrove urbaine, le concept de Letchimy, correspondait à une opération qui s'appuyait sur des mutations que l'on aurait tendance aujourd'hui à qualifier de « naturelles », classiques. Il n'existe pas de société immobile, heureusement.

Disons que Texaco représente une des dernières phases d'un certain type de solidarité qui imbriquait une culture urbaine et une culture rurale dans sa dernière évolution post « société d'habitation, de plantation » en crise. On ne pouvait même plus être nostalgique de cette époque.

Vieux-Pont comme certaines drogues, et notamment le krach, est un type de mutation de synthèse, complètement provoqué, créée par la nouvelle société martiniquaise qui va émerger à partir des années 1970.

C'est aussi pourquoi, quelque soit les gens qui tiennent ce discours du bon vieux temps, il y a tromperie sur la marchandise, et manipulation idéologique ; les années 1960 n'étaient pas le bon vieux temps, il suffit de voir les luttes sociales de cette époque, et les mœurs également, les années

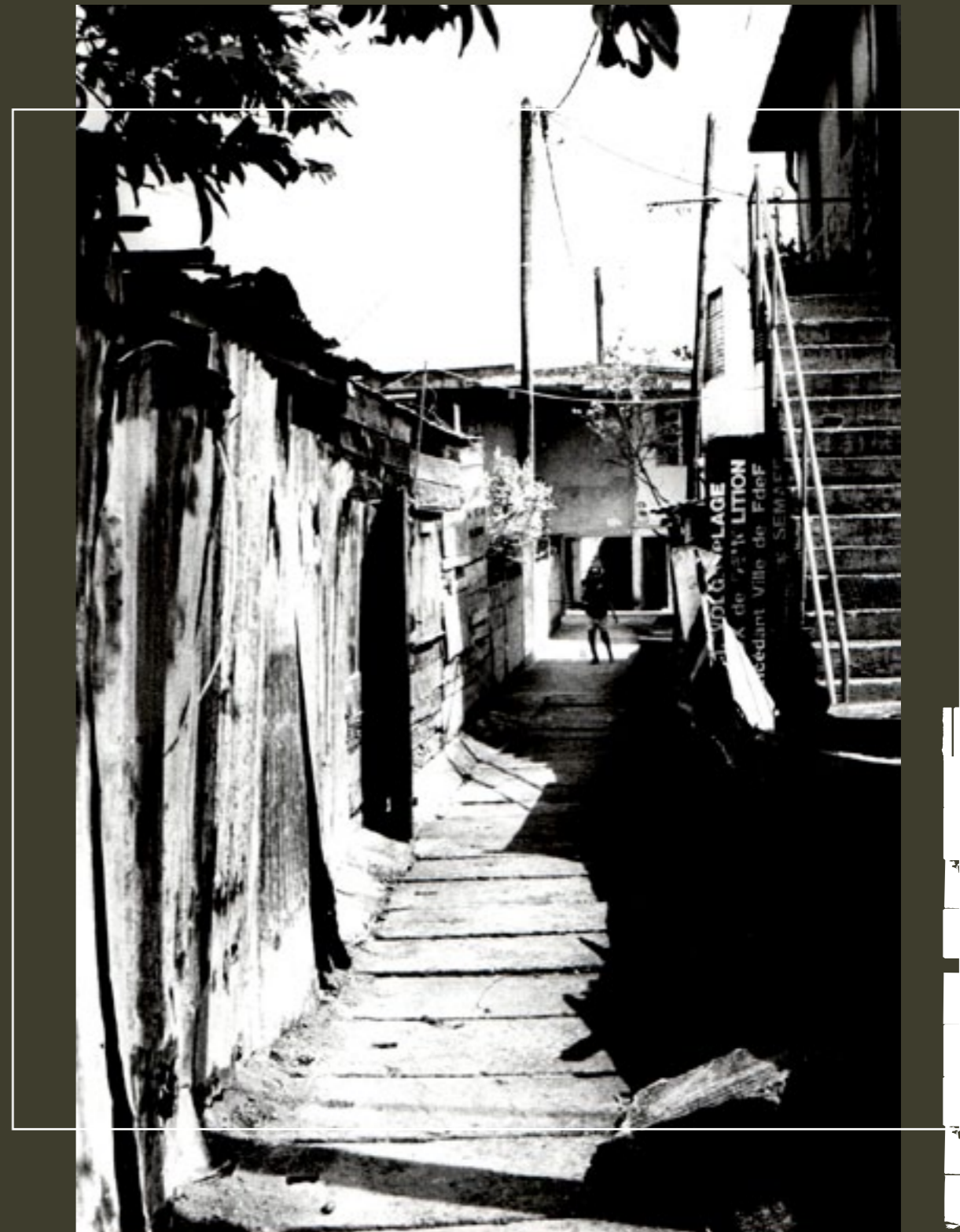
soixante 70, nonobstant le kompa et la cadence-lypso, n'étaient pas aussi le bon vieux temps, puisqu'à ce moment c'est un réagencement général et rapide des « valeurs », des identités qui par exemple vont s'arc-bouter sur la figure du musicien haïtien ou dominiquais pour une nième émergence de l'identité musicale martiniquaise.

Vieux-Pont c'est bonjour la mangrove cloaque ! Vieux-Pont est l'émergence de cultures exclusivement urbaines.

Nous avons donc dû complètement modifier nos paradigmes méthodologiques. A cet effet l'enquête de terrain a été complétée par l'outil informatique pour des enquêtes par entretiens, que nous avons également adapté au terrain particulier. Le modèle est reproductible sur n'importe quel quartier, mais jusqu'à maintenant je ne crois pas qu'il ait été repris.

La conscience que cela disparaît, même si ce que nous constatons n'était pas esthétique nous a aussi amené à utiliser la photographie, pour mémoire et pour analyse. Il ne s'agit pas d'une disparition identique à celle de Texaco. A Vieux Pont la mutation des familles a atteint un point de non retour où, au relâchement des relations familiales urbaines, rurales, succède un changement d'autorité au sein de la famille, le deal et le « grand marché » donnant l'avantage aux enfants sur les parents aux emplois précaires ou dévalorisés.

Il est douloureux de constater que les réserves de résistance d'une société s'épuisent. Vieux-Pont est un accélérateur de la société martiniquaise. Ce constat eu pour effet imprévu de soulager le commanditaire, la ville du Lamentin



Crédit photo - Jean Popincourt

n'étant plus l'exception. L'opération nous obligea alors à proposer pour la première fois le déplacement de la population plutôt que le relogement sur place dans de meilleures conditions.

On peut aussi remarquer que l'intervention socio anthropologique intervient à Vieux-Pont après beaucoup

d'autres études de diagnostic, ce qui n'était pas le cas sur Texaco. C'est la preuve que certaines idées avaient été capitalisées, mais peut être pas encore la nécessaire présence de l'investigation anthropologique par des professionnels.

Mais dans les deux opérations l'écoute, le terrain, l'incertitude des résultats avant analyse prévalent.

Enfin dans les changements entre les deux opérations les acteurs et intervenants sur les politiques urbaines se sont multipliés, spécialisés, et ont d'autres compétences, notamment techniques, encore plus nécessaires aujourd'hui.

VOLGA P L A G E

Les quartiers populaires et ses gens, voilà ce qui nous intéresse.

An Kartjé-a sé sé moun-lan nou ka wè

Par Malik Duranty, Sociologue

Le quartier populaire et ses gens, voilà ce qui nous intéresse. Un sujet qui nous est précieux. En effet, il est remarquable à la lecture de l'histoire de la Société Martiniquaise, la place fondamentale du rapport à la Terre, au territoire et à l'espace. C'est un objet-outil constituant à la fois un enjeu, un moyen et un indice du développement de la Société. Pour signifier cela, nous retiendrons alors une expression formulée par des jeunes dans leur quartier en réponse à la question posée : « qu'est-ce que le quartier pour vous ? » ; à laquelle ils déclarèrent sans hésitation : « *kartjé-a sé bò kay-nou* »¹. De cette expression Créole, nous pouvons envisager en quelque sorte l'importance du quartier dans les représentations liées au territoire de proximité. Ce dernier vécu comme un lieu approprié, un lieu conquis, construit et transmis dans le réel et l'imaginaire des gens qui y vivent. Puisque, nous tous avons notre et/ou nos quartiers de référence. Eux qui, en proximité, sont des lieux de relations et des relations aux lieux. Dès lors, remarquons que de nos jours une recherche politique, économique, sociale et une recherche scientifique produit des analyses d'échelles et de dimensions culturelles. Des analyses d'efficacité et d'efficience au sens de la performance de l'espace, du temps et des relations. Il s'agit donc d'analyser les facteurs qui configurent les mouvements. Des mouvements sociaux qui mènent ou mèneront à la satisfaction d'un vivre-ensemble.

Ceci dit, le quartier est vu comme la cible d'un grand nombre des institutions - de celles de l'État aux collectivités territoriales et locales en passant par les établissements publics ainsi que les acteurs organisés de la société civile -. De même, il est un constat qui dévoile la complexité de l'objet quartier et du sujet « les gens du quartier ». Dès lors, pour mieux cerner l'objet et le sujet, nous faut-il alors regarder, déconstruire et reconstruire ce qui a

germé de l'imaginaire humain c'est-à-dire les lieux dits à toutes leurs échelles. Ces dernières sont le continent, le pays, la ville, le quartier, la rue, le logement, la pièce. Toutes permettent de nommer des environnements façonnés en partie par la main de l'Homme. Une main habile au suivie du dessein de ses propres schémas. De ces échelles, l'Homme se déclare. L'Homme s'ancre dans sa réalité à un entendement imaginaire qu'il réalise au réel. Le quartier est alors un lieu de socialisation, qui participe à la production d'identités sociales et, qui recèle une Culture particulière au sein de la Culture d'un pays. De ce fait, le quartier croise les dimensions de l'identité et de l'altérité de l'Homme en société. Il est au sein de la ville un milieu identifiable qui dévoile de même une part de la morphologie et des esthétiques de la ville.

La Ville des maniaques de l'urbanisme : de la colonisation à la créolisation...

Dans cette contribution, nous focalisons notre regard à l'échelle du quartier populaire qui, en Martinique, est l'objet de tant de mythes. Espace voulu ou subi, il est « *un espace où l'on vit et où l'on survit* ». Le quartier est un espace de territorialisation sociale, économique, politique et donc culturelle à une échelle humaine que l'on dit de proximité². Cependant, il est un espace difficile à cerner pour celui qui ne le pratique pas, pour celui qui en a une approche métrique tout juste cela. Or, il est un espace-temps d'appropriation et d'expression, des symboliques et des relations, humaines et spirituelles.

Cependant, nous pouvons considérer que le quartier fait partie de la ville en terme de territorialité institutionnalisée. Et, en interrogeant les représentations

des gens qui font à la fois le quartier et la ville, il est tout de même possible de différencier ces deux entités.

La ville

Dès lors, nous devons questionner ce qui fait la ville, en considération du sens et de la direction de l'« *urbanité* ». Elle qui permettrait la construction d'un discours traitant de la caractérisation de l'espace urbain. Ce dernier qui, s'interroge par le caractère polyfonctionnel de la ville et des lieux de vie. Une polyfonctionnalité qui ne s'articule pas uniquement autour de la morphologie de la ville. La prise en compte de la dimension politique de la construction de la ville et de ses représentations est alors inévitable. Car, la morphologie de la ville, avec ces structures formelles et informelles en affrontement parfois, constitue les éléments de cohérences et d'incohérences urbaines. Ces derniers qui sont les illustrations de choix politiques. D'où, il est considérable que ce soit ces choix politiques qui déterminent les rapports qu'entretiennent les gens avec les institutions en charge de la ville et des quartiers.

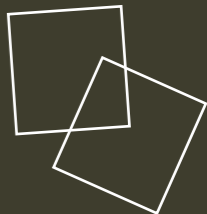
Ceci dit, cette caractérisation croisée du quartier est porteuse d'une histoire de conquête, de construction et de transmission d'un espace-temps relationnel. Cela en tant que rupture territoriale (du rural à l'urbain) et d'espace culturel agissant pour une métamorphose identitaire.

Cependant, la ville est résolument un lieu d'affrontement. L'histoire le révèle au gré d'une lutte de symboles liés à la domination, à la légalité et à la légitimité. La ville est à la fois un lieu qui porte les traces d'un pouvoir ancien, mais aussi, un lieu d'exercice du pouvoir en sa version actuelle.

D'où, la ville qui est encore un lieu où « *Domination et urbanisme*



Crédit photo - istockphoto



ont partie liée : les Villes sont au cœur de la politique coloniale. Vitrine du pouvoir, pôles économiques, lieux de concentrations des Européens, elles présentent des points communs. Leur paysage symbolise la domination par les mesures de ségrégations visibles dans la morphologie (opposant ville blanche et quartiers), les pratiques architecturales (styles, matériaux), la distribution et la qualité des équipements, les politiques municipales. (...) Les villes coloniales constituant des creusets de populations, des carrefours d'influences et des lieux de bouleversement culturel et politique. »³

Le quartier

Le quartier populaire en Martinique est la résultante d'un fulgurant exode rural, disons un fulgurant « exode des mornes ». En effet, à la ruine des usines et plantations du système des colonies. À l'effondrement de la politique économique et de l'économie politique coloniales, une partie du « peuple des mornes » vient ceinturer des Villes comme celle de Fort de France par exemple. **Ce mouvement de déplacement créa en quelque sorte une marge. Là où, s'installa toute une population désœuvrée et en grande misère. La Ville se serait donc vue encerclée par les stigmates révélateurs des problématiques sociales, culturelles, économiques et politiques de cette époque à nos jours. Encerclées par une population qui tente de s'approprier des abords.** Ceux qui constituent une périphérie centrée sur elle-même et ainsi considérée par le centre-ville comme une périphérie (la ceinture populaire) impénétrable. Une périphérie que l'on ignore en tant que telle. Pourtant, elle est le centre de l'intention de bon nombre de femmes et d'hommes décidant de rejoindre l' « en-ville »⁴. Pour l'amélioration de leurs conditions entre misère et invisibilité. Le quartier est alors représenté comme une posture conquise, construite et transmise spontanément. Elle (la posture) dévoile à nos yeux une forme d'apartheid⁵. La Ville qui à l'époque, l'est encore au sens coloniale du terme, marginalise et ghettoïse une partie non négligeable de la population localisée dans les quartiers. Cette population qui se trouve être finalement celle des travailleurs, de la main d'œuvre et des artistes entre autres. Aujourd'hui, il est possible d'y croiser une multiplicité d'acteurs (tel que les travailleurs sociaux, ceux de l'éducation et ceux de l'artisanat).

Ces acteurs sont inexorablement les porteurs d'une expertise du quotidien. Une source d'informations, de pratiques et de savoirs utiles à l'évolution de l'action dans les quartiers.

Cependant, l'histoire des quartiers populaires en Martinique nous instruit sur le phénomène de construction et d'aménagement spontané de lieux de résistance et de survivance.

Dans ces quartiers et au sein de leurs histoires toutes singulières se trouvent donc tout un patrimoine et toute une culture. Le quartier semble être l'échelle territoriale de référence clé en terme d'identification de défis urbains. Car, il semblerait que l'on soit d'un pays, d'une ville et d'un quartier. D'où, faut-il pour considérer à la fois le développement du sentiment d'appartenance et de l'identité même, considérer ces échelles de l'élargissement territorial, démographique et environnemental du Quartier à la Ville au Pays. Un Pays qui construit sa singularité à travers celles de ses Villes (et communes) qui elles-mêmes trouvent leurs singularités à travers celles de ses quartiers.

Le quartier populaire est donc au fondement d'identités aux dimensions : sociale, culturelle, économique et politique. Dans le cas de la Martinique et notamment de Fort de France, le quartier populaire est le lieu d'une métamorphose culturelle. Elle fomentera une culture urbaine. Cette dernière trouvant son authenticité sur la base de la culture rurale. Celle qui formera le socle patrimonial de la culture et des identités des « gens des mornes » venus « en-ville ». Ils quittent des espaces subis autour des habitations et usines, ainsi que des espaces choisis mais enfouis dans la promiscuité⁶ de la ville (le lieu-centré). **Cette culture rurale est adaptée dans l'urgence par l'acclimatation spontanée à des terres hostiles.** Cette acclimatation et adaptation de la culture rurale semblent entraîner la métamorphose de l'identité des populations en exode et la construction d'une culture urbaine créole des quartiers.

Tout cela, nous engage donc dans un questionnement relatif au choix de regard porté soit sur le territoire, soit sur les gens de ces terres. Il (ce regard choisi) engage la problématisation du traitement des symptômes et/ou des causes profondes des inégalités sociales d'une société ethno-classée. D'où la nécessité de faire un choix sur le

fondement de la construction du risque social, économique, culturel et politique.

Du risque de l'insalubrité territoriale au risque de populations précarisées.

Nous remarquons que les quartiers sont estimés à travers un principe de précaution appliqué à une population -localisée sur un territoire du risque -appréciée elle-même comme risque. C'est cette considération d'une double facette du risque qui est intéressante à cette échelle d'organisation sociale. *D'où le questionnement : qu'est-ce qu'un quartier populaire ? Qui sont les gens des quartiers populaires (leurs histoires, leurs économies et leurs psychologies) ? Quel est ce contexte socialisant qu'ils construisent et qui les construit ?*

Pour tenter de répondre à ce questionnement, il existe toute une sémantique. Celle-ci procède à une identification coïncidant à une territorialisation de qualificatifs, de dispositifs et de dispositions qui semblent cerner ce que l'on appelle quartier populaire. Cependant, plus souvent que rarement dans l'entendement collectif des représentations sociales, le quartier est identifié comme un producteur de déviances⁷ dans un espace-temps anémique.

Ce lieu dit quartier populaire serait donc caractérisé au fait d'une impudeur. Cette dernière qui se manifeste par l'exercice de jugements de valeur et d'étiquetages. Et, c'est à partir de cetype d'éléments que le quartier populaire et ses gens sont estimés comme risque. Pourtant, le quartier, de part ses histoires constitutives, fut vécu comme le refuge ultime. Disons l'abri de résistance et la zone de concentration de coutumes, de traditions, de valeurs, de normes et de codes symboliques. *Ceci dit, « (...) dans un contexte de peurs des turbulences, de la violence et des quartiers populaires « pathologisés ». (...) Les questions d'ordre et de sécurité occupent une place importante dans les préoccupations des Français. Nous vivons une crispation de la société, un affaiblissement du lien social générant de la violence et installant un sentiment de peur. Un climat pusillanime se développe accompagnant une forte demande de sécurité de la part de l'opinion publique. La perception des problèmes de sécurité est une des questions essentielles de la vie urbaine. »⁸* Cette réalité des quartiers

populaires en France hexagonale n'est pas hors contexte concernant la réalité des quartiers populaires de Martinique. Malgré tout, nous pourrions mettre en lumière bon nombre de disparités à propos des formes de manifestations d'un tel climat. Or, il s'agit bien là de l'approche développée dans certain discours officiel ou officieux qui ont plus ou moins pour effet de biaiser le regard sur ces quartiers.

Cependant, le plus souvent ces dénominations (*peurs de la jeunesse, turbulences, violences*) semblent véritablement étiqueter ces espaces, avec certains de leurs temps dans la quotidienneté, comme n'étant que l'unique expression d'*handicaps structurels* de ces lieux de vie. Et donc, est-il question d'envisager ces lieux comme des anomalies de l'aménagement du territoire ? Cela entrainerait à considérer l' « Exode des mornes » comme un processus de malformation du Pays qui avançait dans la décolonisation. Une avancée qui se formaliserait par la départementalisation et, ensuite, la régionalisation.

Dès lors, le retour de bumerang de la politique d'aménagement du territoire et son croisement avec la politique d'immigration de l'État français a généré une mutation du quartier populaire. D'où, l'émergence d'une approche assez péjorative et discriminante des propos d'analyse sur les quartiers. En effet, il est remarquable le développement d'un certain nombre d'acteurs se trouvant être pourvoyeur d'une socialisation du risque. Ces acteurs usent de multiples logiques d'actions. Parmi ces logiques, il y en a deux principalement qui se trouvent être productrices de deux dimensions en tension comme nous en informe Manuel BOUCHER dans son article : celles du « maintien de la paix sociale » et celle de l' « émancipation démocratique ». Cette mise en tension de ces deux dimensions passerait donc par la « promotion du processus d'individuation ». Un phénomène possédant un impact non des moindres sur les représentations et la réalité des quartiers et de leurs gens. Le quartier étant de même un des espaces de régulation sociale, est-il non négligeable de s'interroger sur les processus en exergue à ce propos.

Car, il semble s'agir d'une stratégie qui complexifierait les problématiques sociales et identitaires de ces espaces et de leurs populations respectives. Pour ainsi dire, nous pourrions estimer

que la considération du quartier ne soit que l'apanage d'indices tels que la paupérisation, l'exclusion sociale et identitaire, le chômage et la ghettoïisation. Et donc, que **le quartier populaire serait comme le stigmate d'un certain mal sociétal.**

Regard sur l'évolution dans les quartiers populaires : l'entraide et la citoyenneté.

Le regard que nous portons sur l'évolution des quartiers populaires possède deux dimensions : L'une structurelle relative à l'aménagement du quartier et, l'autre humaine relative aux relations entre les gens du quartier.

En effet, il est observable que bon nombre de quartiers aient perdu leur structuration originelle. Prenons en exemple, les « *lakou* » qui formaient les piliers d'une organisation de l'espace-temps et des relations. Une organisation spatiale entraînée par l'importation d'une certaine structuration, de liaisons sociales et de liens de solidarités du monde rural avec le monde urbain. C'est en somme, par ce phénomène que se créa la ceinture populaire de la Ville comme une « mangrove urbaine »⁹. Cette dernière expression qui trouve son origine et sa définition entre autre au sein du travail de recherche de « Serge Letchimy, urbaniste martiniquais dont s'est justement inspiré Chamoiseau qui en a fait un concept théorique pour étudier, lui, les quartiers insalubres dans leur rapport avec la ville. Selon ce chercheur, l'espace urbain est en effet une imbrication de sous-espaces s'équilibrant et se détériorant, s'affranchissant en apparence des contraintes naturelles, conformistes et dont l'existence est vitale au fonctionnement de la société urbaine... »¹⁰.

Dès lors, les « *lakou* » coïncidaient à un modèle d'aménagement qui se structurait autour de la construction de cours. Ce dernier regroupant plusieurs foyers. Le « *Lakou* » structurait alors, dans l'aménagement de l'espace et dans une certaine architecture de l'habitat, les liens sociaux constitués d'un lien de solidarité étroit et d'une entraide inscrite dans l'organisation matérielle et logistique de l'espace de vie. Pour ainsi dire, cette structuration permettait la configuration d'un espace. Là où, se déroulait une bonne partie de l'exercice des tâches quotidiennes et des loisirs à l'extérieur de l'habitable du foyer. Le « *lakou* » était alors un espace d'échanges et de partages. D'une part, entre les zones rurales, et de

l'autre, entre les gens et leurs familles. Il était un espace de socialisation collective qui élargissait le cercle des prenants part à la socialisation primaire. Cela même qui renforçait les liens sociaux à considérer jusque dans les liens de voisinages assimilés tels des liens familiaux.

Ceci dit, un certain nombre de mutations de cette organisation a entraîné le délitement de cette socialité¹¹. Dès lors, il fut visible une forme de mimétisme développant une autre logique d'organisation de l'habitat et une autre relation avec l'environnement. Cette reconfiguration¹² de l'espace et des temps de vie entraîna une mutation des rapports de voisinage.

En effet, il fut question d'augmenter l'espace autour des habitations, son espace vitale et donc celui de la famille. Il fut observable une forme de mise en autarcie des foyers.

D'où, l'agrandissement de la distance entre les habitants du quartier. Cela pouvant s'expliquer par l'ascension sociale de certain individu au sein même du quartier. Ces derniers n'ayant pas déserté. Mais, ayant changé leur présence au sein du quartier.

D'où, l'apparition de clôture au sein du quartier. En même temps que l'apparition des disparités sociales. Il est cependant possible d'appréhender cela comme étant une différenciation entre le fait d'habiter dans le quartier et celui de faire partie du quartier. D'où, il existe une forme de différenciation des façons de vivre le quartier, au sein même du quartier. D'où, l'affirmation du quartier comme étant un espace vécu choisi et/ou comme un espace vécu subi.

Toujours est-il, qu'il y eut l'apparition de disparités visibles au sein des quartiers. Car, l'origine des populations eut toujours été diverse. Ces populations venant du monde rural emportaient avec elles des identités communales et de quartiers de l'arrière-pays. Or, cette diversité se trouvait être à une époque une raison d'entraide et de solidarité basant les échanges et le partage de symboliques sur l'identification, la promotion et la mise en contact de l'arrière-pays. Les quartiers populaires autour de l'en-ville constituaient un lien et un sas entre les lieux et les espaces du Pays. Les gens de ces lieux arrivaient en ville avec leurs ingénieries artisanales. Et, ils étaient de même porteur d'un lien ressource avec

les zones agricoles et rurales. L'on pourrait dire que **le quartier populaire était une sorte d'avant poste de la ruralité martiniquaise créant une proximité entre la ville et la campagne.**

Ceci dit, il paraît important de prendre en compte l'éclatement de la famille lors de cet exode. Puisqu'une partie d'entre elle s'en est allée pour la ville. Et, l'autre est demeurée sur les mornes. Or, il fut remarquable la mise en œuvre de pratiques familiales visant à maintenir le lien et la tradition par le contact intergénérationnel à l'intérieur des familles. Là où, s'exerçait le processus de transmission/appropriation. Il en résultait alors une sorte de polyvalence de la socialité martiniquaise, par l'entretien de la diversité des lieux et donc des environnements de socialisation. Cela se manifesta par une forme de proximité entre les quartiers des mornes (que l'on considère culturellement comme populaire) et les quartiers populaires limitrophes à l'en-ville. De nos jours, cette proximité s'estompée ou se transforme. Il est observable que ces espaces et leurs gens se cloisonnent.

Cependant, il est à noter que « Dans les quartiers populaires, il y a pléthore d'intervenants occupant une diversité des positions de responsabilité ou d'exécution et remplissant des tâches dévolues aux systèmes politico-institutionnels dans la sphère de l'action sociale, de l'intervention culturelle ou de la tranquillité publique »¹³

En effet, **ce constat permet de comprendre comment s'est substitué petit à petit à une autorégulation sociale informelle, une régulation institutionnalisée.** Cette dernière ayant caractérisé ces processus de construction d'un point de vue contextuel. Il y eut, semble-t-il, une uniformisation des informations, constats et problématiques (implicites et explicites) de ces environnements et de leurs populations. Car, le domaine de l'action sociale et culturelle est aujourd'hui tenu par des associations inscrites au sein des quartiers. Le plus souvent, cette inscription se révèle dans un système de clivage. C'est ainsi que se reconstitue l'espace du quartier dans une segmentation rendant la réalité organisationnelle et fonctionnelle du quartier plus complexe. Cette complexification créée une opacité du quartier aux yeux de ceux qui lui donnent

corps humainement et, aux yeux de ceux qui y interviennent sans y être originaire. Cela a, semble-t-il, généré l'augmentation et la consolidation de tensions au sein du quartier. Une caractérisation de l'atmosphère de cet espace ne pouvant pas être bénéfique à la socialisation des jeunes générations.

Jeunesse¹⁴ des quartiers et son évolution : constats et diagnostics.

Par un regard porté sur la jeunesse et son évolution au sein des quartiers populaires, il est question de prendre en compte la mutation de la proximité au sens empirique. Car, le quartier fut à une époque un lieu de proximité au sens d'espace choisi et donc déclaré en tant que tel. Le quartier était donc ce corps social où proximité rimait avec « savoir de l'autre et de son histoire ». *Qu'en est-il aujourd'hui ?*

« Le quartier accueille les êtres et les situations, soupèse les réputations et les transmet ; il dirige un jeu complexe où il ne faut point se perdre car les conséquences ne sont jamais légères. C'est un acteur au pouvoir exemplaire, en même temps, il n'y a pas de visage ou tout au moins il en a mille ; pas de consistance autre que la géographie et pourtant il impose son ampleur quotidiennement ; pas de responsabilité civile ou juridique tout en les possédants toutes. C'est ainsi un formidable récepteur ; entre le moment de l'action et celui de la réception, il montre sa raison, que police et État caractérisent selon les cas de fièvre et de folie, de douceur et de passivité, de naïveté ou de fidélité. »¹⁵

Pour cause, il est remarquable une grande disparité des identités sociales produites dans les quartiers populaires. Même si, l'attention de la société est tournée sur les jeunes considérés comme déviants et donc constituant un risque pour la paix sociale. Il est remarquable à bien regarder une grande disparité du statut d'intégration des jeunes issus des quartiers. Ce qui est d'autant plus remarquable en définitive, c'est que, quelque soit la dimension du jeune et de son identité sociale en construction, il est féru d'actions. Elles (ces actions) pouvant se définir au sens de la typologie de l'action construite par A. Touraine dans « Production de la société »¹⁶ et « Voix et Regard »¹⁷. En effet, au sein de ces textes, ce dernier souligne que l'action est une « conduite placée dans une relation sociale et orientée vers le maintien,

la transformation ou le renversement d'un ou de plusieurs éléments constitutifs d'un système social ».

Il est donc question d'y comprendre que les logiques d'actions construites et déployées pas les jeunes, en tant qu'acteur individuel et/ou collectif, ont pour objectif la construction d'une définition d'eux-mêmes.

Dans un espace vécu, tel que le quartier fragmenté et éclaté, le système en réalité est difficilement identifiable. Puisque ne possédant pas de centre. **Les logiques d'actions attribuables aux jeunes expriment une déclaration des rapports d'eux au système et du système à eux.** Leurs logiques d'actions créent alors leurs liens avec chacune des dimensions du système. D'ailleurs dans le langage qui leur est attribuable, retrouve-t-on le vocable « systém » ou « systém-lan ». Ce vocable que l'on peut identifié comme étant une sémantique porteuse d'une forme de critique de la société par laquelle, le dit jeune dénonce une forme de dépersonnalisation des rapports humains en rapports sociaux stéréotypés, et donc basés sur des identités figées. Ces éléments seraient, dès lors, objectivés, uniformisés, acceptés dans un système complexe de stéréotypes, de préjugés et d'étiquettes. Une considération du système qui stigmatise tout ce qui est singulier vis-à-vis de lui et de ses modèles identitaires.

Au sein du système, les jeunes développent donc une posture qu'ils revendiquent « underground »¹⁸. Cette appellation faisant référence à une terminologie employée en premier lieu pour représenter un réseau de distribution d'une production artistique ne trouvant pas de place dans le système formel.

Cet espace, dit « underground » ou « anba fèy »¹⁹, semble être un lieu de résistance dans lequel une certaine libération des carcans sociaux et, une rupture avec une certaine culture sociale sont possibles. Cela semble être alors, la résultante d'une stratégie visant à l'augmentation du champ des possibles des logiques d'action des jeunes. Ceci dit, l'espace-temps « underground » ou « anba fèy » n'élimine pas le processus d'intégration sociale et donc la constitution d'une stratégie à ces fins. Et, pour représenter cette mouvance chez les jeunes, F. Dubet parle de combinaison des logiques d'action, d'intégration



Crédit photo - Istockphoto



Crédit photo - Istockphoto

stratégique et de subjectivisation qui fabrique « l'expérience sociale ». Une fabrique, là où, les représentations sociales classiques ne semblent pas fournir une offre adéquate au besoin d'épanouissement des jeunes.

Dès lors, ces jeunes sont donc contraints, dans le cadre de leur recherche-action d'équilibre et de construction de leur existence, à être « les acteurs (qui) sont tenus de gérer simultanément plusieurs logiques de l'action renvoyant à diverses logiques du

système social (formelle ou informelle), qui n'est plus « un » système, mais la coprésence de systèmes structurés par des principes autonomes. »²⁰

Voyons-nous dès lors que cette condition du jeune semble entraîner l'égarément de certains dans cette complexité. Cette dernière à laquelle ils ont du mal à se soustraire une fois intégrés dans les rouages. En dehors de cela, il y a à prendre en compte une revendication à l'autonomisation du jeune et à la reconnaissance de

ce processus. Cette autonomie qui ne pourrait être sans le partage. Lui qui passerait par le témoignage des conditions de vie et des outils de gestion de la vie collective. Un processus d'autonomisation qui passerait par la reconnaissance mutuelle des acteurs du quartier pour une cohésion de l'action favorisant la cohésion sociale. De cela, nous vient un questionnement légitime sur le processus de transmission/appropriation semble être fondamental dans la dynamique de socialisation. Une dynamique qui serait essentielle pour la métamorphose de la socialité martiniquaise.

Dès lors, pour conclure suite à cela retenons cette dernière citation :

« Reconnaître les jeunes comme « sujets capables » et construire les conditions d'exercice de leur citoyenneté. »
« Penser la citoyenneté des jeunes en terme de participation sociale et politique, d'exercice du pouvoir, c'est leur permettre de se construire en lien avec leur environnement. Il importe donc de favoriser l'expression individuelle et collective des jeunes et des populations des quartiers, les lieux de rencontre et d'interpellation des institutions par les habitants. En réponse aux situations d'affrontements, une des priorités est de réinstaurer la référence collective à l'intense tierce de la loi. »²¹

Tout cela en respectant l'œuvre des Aînés, ces éclaireurs des ailleurs indépensables aujourd'hui.

Retrouvez les notes de cet article en pages 56 et 57

Quelle(s) culture(s) des quartier(s) populaires ?

Par Mylenn Zobda-Zebina, anthropologue.

Commençons notre exposé par un récit personnel¹. L'histoire se déroule ces derniers temps dans un petit immeuble habité par des classes moyennes dans un quartier résidentiel situé à la périphérie de Fort-de-France. Les résidents dans l'ensemble sont propriétaires de leur logement, à l'exception des studios situés en rez-de-jardin. L'emménagement de nouveaux locataires suscite la curiosité : un rasta et sa copine que les résidents nomment les « Anglais » (alors qu'originaires de Sainte-Lucie, ils ont été socialisés en Martinique !); une jeune mère célibataire à la forte corpulence et l'imposante poitrine moulée par des vêtements près du corps, et ses « visiting partners » et à côté un trentenaire dont les nombreuses conquêtes féminines défilent chaque week-end. Immeuble calme jusqu'alors, ces nouveaux venus sèment le désarroi parmi les anciens résidents.

Les parterres fleuris, fierté de l'immeuble sont envahis de sèche-linge, quand ils ne sont pas transformés en aire de réception pour les amis de passage ou en véranda pour profiter de la fraîcheur. Les portes restent ouvertes, l'on se parle de studio à studio, les « parties » (soirées) qui durent tard dans la nuit sont l'occasion pour l'immeuble et les villas proches de découvrir les derniers tubes de dancehall, de zouk et de rap ou d'apprécier les aventures et mésaventures amoureuses de l'un ou de l'autre commentées à haute voix souvent en créole.

Suite à une énième soirée, l'un des résidents excédé, finit par s'emporter et hurle de sa fenêtre « on n'est pas dans une cité ici mais dans un immeuble résidentiel », et la jeune mère très candidement de s'étonner : « je suis habituée au bruit, cela ne me dérange pas, je viens d'une cité (Godissard), j'ai toujours connu le bruit ». Le sujet est sur toutes les lèvres, une voisine informée de « l'affaire » et visiblement

en pleine ascension sociale, proteste « mais moi je viens d'une cité et je n'agis pas comme cela. C'est une question de valeurs. » ; Une autre, offusquée, parle de la tenue vestimentaire de la jeune fille corpulente et de ses amis de passage, qu'elle qualifie de « vulgaire » avec « son style moulé serré et ses couleurs criardes » tout en expliquant la terreur que lui inspire « l'Anglais ». Bref rien ne va plus et tous sont d'accord sur un fait : il faut faire pression sur les propriétaires des studios pour arrêter de « louer à n'importe qui », « à des gens qui ne sont pas du même milieu », « cela entache le standing de l'immeuble ».

On voit à travers ce récit l'affrontement de deux modèles, l'un qui se dessine par contraste, celui des classes moyennes et l'autre dont les classes moyennes cherchent à se démarquer et qu'elles stigmatisent comme : « vulgaire », « bruyant », « sans manière ». Comment peut-on définir ce modèle culturel ? Est-ce cela la culture populaire ? Est-ce cela la culture des quartiers populaires ?

La ceinture populaire de Fort-de-France

La notion de « quartiers » comprend une dimension géographique qui renvoie à la localisation dans l'espace et une dimension sociale et culturelle donnée par les habitants eux-mêmes ; les différents quartiers offrent une cartographie de la ségrégation socio-spatiale des villes.

Mais alors qu'est ce qu'un quartier populaire ? La définition est sujette à de nombreux débats en raison du caractère péjoratif assorti au terme populaire et de son association à une logique de manque constatent Bacque et Sintomer (2002) : absence de lien social, culture et aspirations importées des

classes moyennes, mobilité réduite, enclavement spatial. Pour éviter les écueils d'une analyse misérabiliste des quartiers populaires il faut renouer avec l'origine de ce terme, apparu dans les années soixante pour décrire le mode de vie de groupes donnés. Dès lors on peut avancer une définition des quartiers populaires, il s'agit « d'entité géographique clairement identifiée au sein de l'espace de la commune ou la communauté urbaine et faisant l'objet d'une concentration de difficultés économiques pour leurs habitants ». (Conseil de l'Europe, 2007 :175). Cette définition a le mérite de répondre à la réalité socioéconomique des quartiers populaires foyalais, même si il est juste de rappeler que ces quartiers ne constituent nullement des enclaves territoriales uniformes socialement, en dépit de l'homogénéité socioéconomique des ménages qui les composent.

La pression démographique de Fort-de-France avec une densité de 1024 habitants/km² (plus que l'île de France), l'attrait de la conurbation foyalaie en tant que bassin d'emploi ont accentué l'hétérogénéité sociale des quartiers foyalais qui tendent à être mélangés. Les quartiers résidentiels abritent des îlots de précarité et les quartiers populaires, sans pour autant se gentrifier, accueillent des logements sociaux dont on sait par l'INSEE qu'une grande part de leurs occupants est composée des classes moyennes appartenant aux strates inférieures (employés, agents publics).

Il n'en demeure pas moins vrai que certains quartiers foyalais gardent une identité préexistante à la classe sociale des résidents –même si elle y participe largement- définie par l'histoire du lieu et de son occupation (Trenelle, Volga, Citron, Texaco, Rive Droite). Mais alors qu'en est-il des quartiers comme Coridon, Terres-Sainville où réside encore une classe moyenne de plus en plus rare et vieillissante ? Et Langellier, Dillon,

MARTINIQUE



Crédit photo - Istockphoto

symboles de ces vastes ensembles de logements collectifs ? L'étude de René Hardy Dessources (2001) sur la commune foyalaise, quoique datée, nous offre des éléments de réponse. La commune foyalaise est découpée en cinq types de zone d'habitat définis par l'ancienneté de l'habitat et la catégorie sociale des résidents. Deux d'entre elles constituent à proprement parler les quartiers populaires de Fort-de-France.

Le premier type d'habitat regroupe des quartiers construits à diverses périodes mais qui partagent des points communs. D'abord géographique, il est formé de quartiers péricentraux et périurbains relativement proches du centre-ville qu'ils ceinturent; on peut citer TSF, Canal Alaric, Eaux Découpées, Renéville, Morne Calebasse, Desclieux, Ravine Bouillé, La folie, Citron, Coridon, Morne Vannier, Sainte-Thérèse, Trénelles.

Ensuite économique, ils sont majoritairement habités dans des proportions variables par une population qui partage des difficultés économiques et sociales. Dans les quartiers résidentiels (type Cluny, Didier ou Balata) on recense un taux de chômage de l'ordre de 21% alors que dans les quartiers populaires il avoisine 43%. (48% à Morne Vannier, 46% à Volga Plage, pointe des Grives) et quand on s'intéresse aux chômeurs à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, on atteint le taux record de 83%. L'emploi y est précaire (20% des résidents) et le taux d'activité peu élevé (56% contre 65% dans un quartier comme La Meynard). Conséquence probable de ces difficultés économiques, l'habitat est certes privé mais dégradé. On y trouve le plus fort taux d'habitation de fortune de tout le territoire foyalais (de 3% à 11% pour Rive droite) et un taux d'inoccupation qui atteint 25% à Terres-Sainville. Enfin le dernier point de similitude réside dans la composition des ménages. La proportion de familles nombreuses y est relativement élevée, 14% des ménages comptent plus de 5 personnes contre 10% à l'échelle départementale.

Le second groupe d'habitat que l'on peut rattacher aux quartiers populaires regroupe les logements dominés par l'habitat collectif et construits dans les années soixante : Dillon, Godissard, Pointe des Grives, De Briand, ZAC de Chateauboeuf. Désertés par les classes moyennes, la population de ces quartiers connaît également d'importantes

difficultés économiques (30% à 37 de chômage dans la ZAC de Chateauboeuf avec 78% de chômage longue durée). A la différence du premier groupe, le taux d'agent public est élevé (32% contre 21% sur l'ensemble de la Martinique) mais la composition des ménages s'aligne sur celle des précédents avec également une prédominance de familles nombreuses.

Le facteur socioéconomique est donc un élément déterminant dans la définition des quartiers populaires caractérisés par des taux de chômage élevés, une précarité de l'emploi, des taux d'instruction parmi les moins élevés et une forte proportion de familles nombreuses. Ces éléments constituent aussi la pierre angulaire de styles de vie, de relations d'échanges, d'ordonnements de valeur qui dessinent un modèle sociologique spécifique, différent de celui incarné par les classes moyennes et aisées. Il constitue l'un des styles de vie présent dans les quartiers populaires.

Des modèles sociologiques au lieu et place de culture(s)

Denis-Constant Martin propose une définition synthétique de la culture: « Elle consiste en un ensemble complexe, matériel et immatériel, qui pèse, implicitement ou explicitement, sur le comportement des membres d'un groupe (Leiris 1969: 39). Elle est tramée de structures, de significations et de compréhension partagées qui s'expriment de manière symbolique (Geertz 1973) [...] La culture apparaît ici comme une totalité complexe, un système symbolique de signification et d'entendement, une abstraction présente à l'intérieur d'un horizon, repérable par les pratiques et les œuvres qu'elle informe, connectant cet horizon à d'autres plus ou moins lointains, se transmettant d'un moment à un autre, se transformant sans cesse.

Cette conception a l'avantage de récuser radicalement tout «culturalisme» qui enfermerait les individus dans une « culture» et une seule, en vertu de laquelle ils se verraient assigner un choix d'appartenance et le soutien de forces politiques censées les représenter. Elle n'exclut pas, mais au contraire encourage, l'enquête

de terrain. » (Martin, 2000, 170 ;172)

L'étude des modèles culturels requiert comme le prône Pierre Bourdieu une approche méthodologique rigoureuse qui s'appuie sur l'observation et l'analyse empirique. Cette démarche a le mérite de décrire la culture pour ce qu'elle est, hors de toute représentation dichotomique du type « populaire/non populaire », « urbaine/rurale »... Ainsi la culture dans les quartiers populaires foyalais n'est ni populaire, ni élitiste, ni une culture ouvrière ou une culture de masse, elle est un ensemble de comportements et de représentations collectives partagées par un groupe donné. Ce groupe peut être construit en croisant plusieurs paramètres : la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, les pratiques sociales, les valeurs partagées et le système de représentation. Les individus partagent un ensemble de comportements, de styles de vie qui se recoupent dans certains domaines ou s'excluent dans d'autres. Deux grandes typologies se dessinent, qui ne s'opposent pas totalement, mais se déclinent en autant de possibilités que ne l'autorisent les combinaisons et les gradations de l'une à l'autre.

Une relecture moderne du modèle issu de l'économie de plantation

Le premier modèle sociologique qui apparaît dans ces quartiers se conceptualise par sa relation au système économique informel, une relation qui résulte aussi bien de conditions économiques difficiles que du maintien d'une tradition de débrouillardise. Si dans la société martiniquaise deux systèmes cohabitent, celui officiel où la participation au système de production donne lieu à une rétribution proportionnelle aux efforts fournis, ici prédomine l'autre sphère, celle héritée de l'économie de plantation qui « consiste en un réseau d'échanges, de « production », de coups de main : véritable trame clandestine » (Affergan, 1983 :49). Tel individu se lance dans le deal pour s'acheter une moto, puis ce qui était un subside devient le revenu principal; tel autre effectue différents travaux de bricolage au noir et complète ses revenus par la revente de produits (bouteilles d'alcool, petit matériel électroménager...) obtenus par une connaissance. Le système de représentation et l'ordre de valeur qui prédomine fait de l'économie de la débrouillardise, qu'il s'agisse de djobs ou de business, le

moteur de la réussite sociale. L'ambition personnelle n'est pas inexistante, elle ne se mesure tout simplement pas par la recherche d'un statut social valorisant, mais par les richesses accumulées.

En règle générale, l'influence du modèle issu de l'économie de plantation ne se limite pas à la seule sphère économique, elle structure le rapport à l'espace, elle participe aux formes de sociabilité ou à la socialisation des enfants. Ainsi la débrouillardise s'insère dans un système d'échanges qui dessine des réseaux de sociabilité, où les relations de proximité sont le cadre de la recherche d'emploi, de dons d'argent et de nourriture, d'échanges divers entre les habitants. La débrouillardise est aussi bien un rempart contre la précarité qu'un facteur d'identité à l'origine de formes renouvelées de sociabilité.

Les différentes formes de sociabilité observables sont fonctions du type d'habitat, de l'âge des occupants, de la topographie des lieux.

Dans les quartiers où l'accès aux maisons se fait par d'étroits couloirs ne permettant qu'une circulation piétonne, les limites entre l'espace public et l'espace privé s'atténuent, la rue, les zones passantes semblent parfois prolonger l'espace domestique. C'est le cas de quartiers comme Trénelles, Citron, mais aussi des ensembles d'habitat collectif où les parties communes se confondent avec l'espace privé. La résidence n'y est pas perçue comme un espace clos, et il n'est pas rare de voir les portes d'entrée des logements comme dans les HLM qui restent ouvertes. Ce type d'habitat encourage les relations de proximité sous la forme de coopération mais aussi de conflits sociaux. Relations d'échange vont de pair avec commérages et forment un garde fou par lequel le contrôle social s'exerce, comme on pouvait l'observer il y a quelques décennies en Martinique. Tel voisin surveille la voiture d'un autre, jette un coup d'œil sur les allers et venus d'un inconnu qui traîne dans les parages. Dans des quartiers comme Volga Plage, Sainte-Thérèse, Rive droite, Trénelles, le lien social se tisse à partir de solidarités familiales ou de voisinage, plusieurs parcelles ayant été occupées par les membres d'une même famille. La vie sociale y est très active avec le maintien de relations d'entraide, entre voisins dans la réparation d'une maison ou le partage

de nourriture, un travail rendu contre un service ou contre une rémunération informelle. Ce type de réseau de sociabilité tend à être intragénérationnel et ici comme ailleurs, le délitement du lien social, le peu d'échanges intergénérationnel, la difficulté à s'unifier autour d'intérêts communs fragilisent les liens sociaux. Dans les grands ensembles d'habitat collectif tels que Dillon, Godissard, l'atomisation des familles, les changements de locataires atténuent les formes de sociabilité. Il n'y a cependant pas nécessairement d'isolement des individus, à l'échelle d'un même pallier ou d'une ruelle dans la zone où se trouvent les maisons mitoyennes, les relations de voisinage impriment largement le style de vie, et ici également il y a toujours quelques membres de la famille de passage, venus pour un échange quelconque, rendre ou demander « un ti service » ou effectuer un don de nourriture.

Le processus de socialisation s'appuie lui aussi sur les principes éducatifs hérités de l'économie de plantation.

A commencer par le rapport au corps et le langage, qui s'affranchit des sacrosaints principes de retenue et de contrôle de soi, normes du modèle social englobant. Dans la sphère publique, par exemple le langage utilise autant le créole que le français dans un code switching qui donne à penser que la diglossie créole français n'est pas assortie de jugements négatifs au détriment du créole ; l'on passe spontanément d'une langue à une autre. L'autre élément intéressant réside surtout dans l'intonation et le volume sonore, créole ou français, la parole est sonore, elle s'entend et occupe l'espace. L'esthétique elle aussi redéfinit ses propres codes avec des coiffures, des tenues vestimentaires détachées de l'esthétique moderne du corps sculpté. Ici le corps est fonctionnel et récréatif à l'instar des coiffures qui rivalisent d'ingéniosité. Le langage parlé, l'expression corporelle affranchie des contraintes qu'impose la retenue, trouvent leur source dans une sensibilité, une manière d'organiser l'expérience et d'y répondre. La maîtrise de soi n'étant pas la valeur supérieure englobante dans ce modèle, les normes éducatives vont s'appuyer sur un système coercitif dominé par les sanctions. A l'instar du modèle éducatif traditionnel hérité non de l'esclavage, mais de la culture coloniale de l'Ancien Régime qui

voit dans l'enfant un « sauvage » qu'il faut « civilisé » par une éducation stricte et rigide, l'ensemble des relations entre le(s) parent(s) et enfants est orientée vers le maintien de l'ordre et l'obéissance. La punition a une valeur éducative.

Ce modèle se présente comme un prolongement, revisité et adapté à un nouvel environnement, de la culture héritée de l'économie de plantation, un élément corroboré par la composition des ménages où les familles avec plusieurs enfants sont largement représentées. Il n'en est cependant pas une reconduction à l'identique. Auparavant, le contrôle social ou la prise en charge éducative d'un individu par le groupe élargi (plusieurs membres de la famille et les voisins) étaient la norme, l'individu étant encadré par la collectivité.

L'exode rural, l'éparpillement des membres d'une même famille, les contraintes économiques d'une société mercantile ont marginalisé ce processus, y compris dans des quartiers urbains où le réseau social est encore dense. On comprend le glissement et l'adoption de nouvelles normes de conduites à l'origine « d'une culture de rue » très masculine, où la virilité est exacerbée. Entre jeunes hommes, de fortes pratiques homosociales cimentent les relations ; elles passent par le partage de valeurs communes qui se déclinent autour de la valorisation de la sexualité, hétérosexuelle bien sûr, et d'un ensemble d'attitudes qui forment un spectre assez large allant des conduites à risque aux trafics de stupéfiants. La rue, les abris de bus, les espaces collectifs des immeubles deviennent « la maison des hommes » où l'on juge sa masculinité, son honneur et sa réputation. Largement inspiré par la culture des ghettos jamaïcains et afro-américains, ce modèle rudeboy a pris naissance dans les quartiers populaires de Fort-de-France avant de propager au reste de la société et de s'imposer maintenant comme norme de masculinité pour les jeunes hommes.

Ceux issus des classes moyennes y font des emprunts en termes de style, quand pour d'autres c'est un mode de vie entretenu par une rupture avec le système éducatif et d'emploi formel.

Ce modèle sociologique que nous venons d'évoquer concerne majoritairement les ménages touchés par la précarisation de leurs revenus² et qui dont le mode de vie

et le système de représentation sont nourris par le circuit informel.

Un modèle sociologique influencé par la modernité

Dans les quartiers populaires, réside une population d'actifs, salariés, employés, ouvriers qualifiés, infirmières et autres professions intermédiaires. Plus mobiles socialement, ces populations tendent à désertier ces quartiers. En outre, leurs pratiques et leur ordre de valeur s'aligne, sans être identique, sur celui des classes moyennes françaises par leur stratégie de mobilité sociale, les normes de socialisation, l'esthétique vestimentaire, la tenue, le langage et les relations de sociabilité.

Dans ce groupe on observe une certaine similarité des stratégies, motivées par une ambition d'ascension sociale déterminée tant sur le niveau de revenu que le statut social. L'ascension sociale repose sur la valorisation de l'école, la méritocratie mais aussi la «parentocratie» où l'implication parentale dans la réussite scolaire de sa progéniture s'avère toute aussi déterminante que le mérite personnel individuel. Le maintien de l'ordre et de l'obéissance sont relégués au second plan au profit de l'échange et la communication, qui tempèrent le poids de l'éducation sévère donnée traditionnellement aux enfants aux Antilles.

A la différence des classes moyennes françaises où le style vestimentaire, l'image de soi sont des paramètres qui renforcent la position sociale, en Martinique ils participent au statut social. Une influence du modèle hérité de la période post esclavagiste où les individus devenus des citoyens de la nouvelle république française sont tenus d'adopter les normes sociales édictées par l'éthique morale judéo-chrétienne avec une attention toute particulière à l'apparence physique et au statut marital. Des filles en particulier, il est attendu qu'elles se conforment à l'idéal de respectabilité dont le mariage est la consécration. Une morale qui doit se concrétiser par un comportement tout en retenue, par une discipline vestimentaire et une apparence physique étudiée: les vêtements propres et soignés doivent être de bon goût ; la coiffure doit discipliner le cheveux.

Les relations de sociabilité s'étiolent en particulier les relations d'entraide

de proximité. Les formes de sociabilité s'organisent différemment car elles ne répondent pas à la nécessité de pallier la faiblesse des ressources par un fort réseau d'entraide et de solidarité. Chacun est absorbé par une vie trépidante où les obligations du quotidien prennent le pas sur la sociabilité intrarésidentielle ; les relations de voisinage sont le plus souvent le fait d'affinités individuelles et de l'ancienneté. La famille quoiqu'en mutation continue de représenter une valeur refuge pour les individus ; les solidarités familiales restent encore fortes comme dans l'ensemble de la société martiniquaise.

Le maintien de clivages sociaux

En Martinique, les origines modestes de la majorité de la population tempèrent les clivages socioculturels comme on peut les observer en France dans des enclaves territoriales où se développent des cultures endogènes. Du fait des trajectoires de mobilité personnelle ou du maintien de liens sociaux avec le milieu d'origine, les deux modèles sociologiques décrits ne s'opposent pas terme à terme, Pratiques sociales, idées-valeur sont «mixés» dans différentes permutations. L'on peut attester de la grande diversité de pratiques observées dans un même environnement physique, avec des personnes et des situations très diverses. Il n'y a pas pour autant de relativisme culturel, on observe des modèles identiques dans les différents agrégats mis à la disposition des individus.

Si aucun de ces quartiers n'est vraiment retranché sur un monde intérieur, une frontière invisible délimite parfois l'espace. Intervenant dans l'un des collèges de Dillon, quelle ne fut pas ma surprise de découvrir que les élèves d'une classe de 4ème me questionnant spontanément sur mon lieu de résidence, n'avaient jamais été à Cluny, à Redoute, à Ravine-Vilaine ou Balata considérés à leurs yeux comme des coins bourgeois. Peu mobiles, conscients d'être issus de milieux défavorisés, leurs questions trahissaient leur peur de quitter un univers familial (Dillon, Volga, Sainte-Thérèse, les courses en famille qui les menaient jusqu'au centre commercial de Place D'armes au Lamentin) et surtout d'être rejetés par ceux qui ne partagent pas leurs conditions de vie. Lors d'une enquête sur la fréquentation des lieux culturels et de loisirs, un jeune homme habitant Langelier racontait

ne s'être jamais rendu à l'Atrium et à Madiana, considérant qu'il ne sera jamais accepté dans ces lieux, or dans les mois précédant, trois de ses artistes préférés (Ras Daniel, Metal Sound, Paille) étaient programmés à l'Atrium!. Ces deux exemples, loin d'être anecdotiques montrent que si il n'y a pas d'enclave géographique en Martinique, une barrière sociale existe, visible dans l'occupation de l'espace, la fréquentation des lieux de loisirs. Une barrière nourrie par l'image négative qui est renvoyée aux habitants des quartiers populaires et intégrée par eux.

Des styles de vie différents mais un seul et même ordre de valeurs : l'individualisme idéologique

Que ce soit dans les relations sociales quotidiennes ou dans les identifications symboliquement construites, l'ordre de la valeur de la société globale, s'il est questionné, n'est jamais réellement absent des situations vécues et des aspirations personnelles. Nous avons utilisé le terme « culture » ou « modèle culturel » par commodité pour décrire les modèles sociologiques en présence. S'il y a plusieurs modèles sociologiques qui cohabitent, il n'y a pas pour autant diversité culturelle. Les modèles de socialisation décrits précédemment sont tous deux mis à mal par la remise en cause des institutions socialisantes que sont l'école, la famille ou l'armée par une grande majorité des individus. Si l'on interroge les valeurs qui fondent la société martiniquaise, on s'aperçoit de son ancrage dans un fondement idéologique individualiste. L'individu n'y est plus un maillon d'un système élargi qui l'englobe, il est la valeur centrale de la société. Ce fondement idéologique a été introduit en même temps qu'il s'imposait dans la société française post révolutionnaire. Individu citoyen inscrit dans une devise qui acclame les valeurs individualistes républicaines: liberté, égalité, fraternité. L'individu devenu la valeur ultime de la société, sommé de se réaliser, de s'accomplir, d'être « lui-même », à la fois naturel et volontariste a rapatrié la transcendance dans l'immanence. Dans les quartiers populaires ou dans les quartiers résidentiels sont tous régis par le même ordre de valeur individualiste. L'idéal multiculturel, prôné par Charles Taylor, qui défend l'idée d'une cohabitation égale entre des prétendus

modèles culturels est donc un leurre, un artificialisme idéologique qui s'effondre devant la quête généralisée de bien-être, de réalisation de soi, d'hédonisme, prédicats partagés par tous. Les différents modes d'appartenance ne sont rien d'autres que l'expression des tentatives des individus de créer une société dispensatrice de sens commun. Les nouvelles valeurs sont selon Lipovetsy (1992) : « la sensation, la simultanéité, l'immédiateté, l'impact (par opposition au passé, la tradition). La nouvelle culture qui se développe est une culture à base de dramatisation, d'émotion, de stimulations constantes. Le post-modernisme est la démocratisation de

l'hédonisme, la consécration du Nouveau, le triomphe de l'antimoral et de l'anti-constitutionnalisme ». C'est également une société qu'il qualifie de post-moraliste : une société « où le devoir est édulcoré et anémié, où l'idée de sacrifice du moi est socialement délégitimée, où la morale n'exige plus de se dévouer pour une fin supérieure à soi-même, où les leçons de morales sont recouvertes par les spots du mieux-vivre, le soleil des vacances, le divertissement médiatique ».

Ce parti pris de conclure sur l'ordre de valeur commun à tous dans la société martiniquaise vise à redonner aux quartiers populaires leur juste place

dans la dynamique sociale et à démontrer que si clivage il y a, il réside dans les représentations des quartiers populaires construites par les individus et dans la construction du lien social collectif. Dans une société où des prédicats tels que la couleur de peau couplée au préjugé de culture assignent un rang à l'individu dans les représentations collectives, la question du lien collectif (l'identité) est sans cesse répétée. La ségrégation sociospatiale des quartiers foyaux est le miroir de cette stratification épidermique bien plus qu'elle ne décrit des ordres de valeurs dichotomiques.

Retrouvez les notes de cet article en pages 56 et 57

QUARTIERS

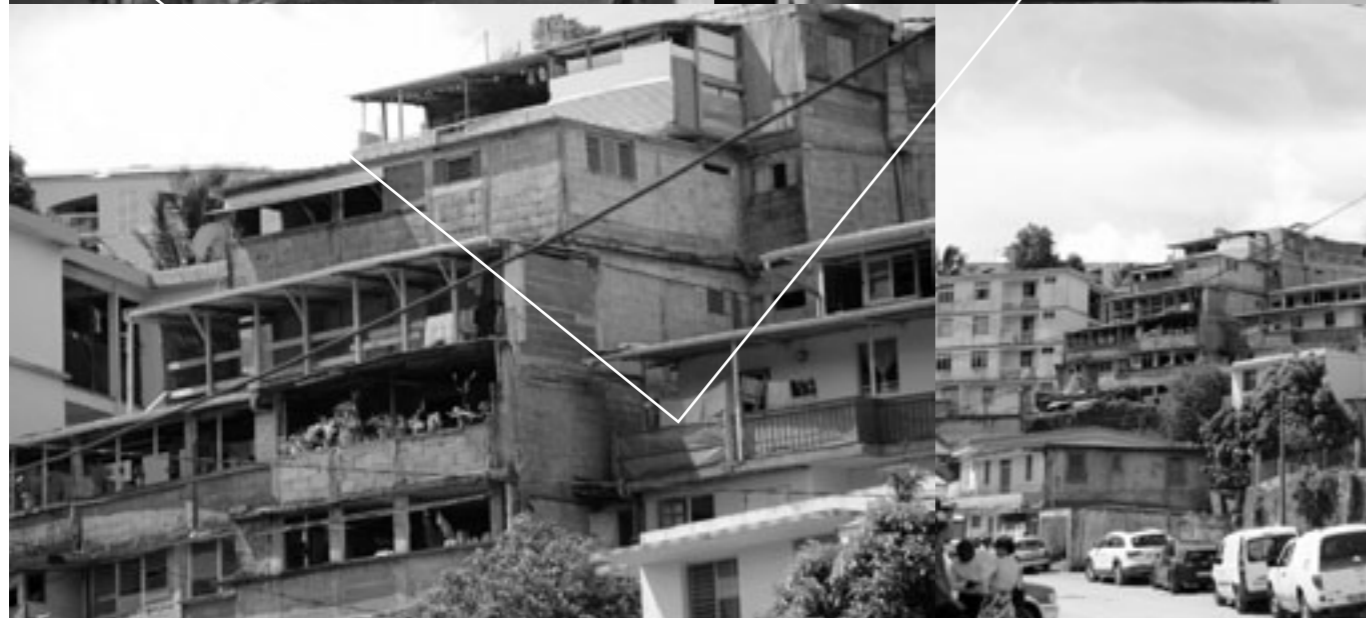


Crédit photo - Istockphoto

Photographies de quartiers populaires Foyalais

Texaco, Volga-Plage, Terres Sainville, Dillon et Montgérald

Par Benny Suvelor, Photographe et William Rolle



Volga-Plage (Fort-de-France, Martinique) Du village dans la ville au quartier pauvre

Sur la base des études réalisées avec William Rolle (anthropologue) et Serge Domi (sociologue) en 1991... puis des observations récentes.

Par Gustavo Torres, Architecte.

L'espace est création. La forme de l'espace raconte la vie de ceux qui l'ont bâti... L'espace construit contient en retour les repères pour ceux qui suivent afin qu'ils n'oublient pas ce qu'ils sont¹. Il se façonne sur les gestes des sociétés qui les déterminent. Lorsqu'on brise un espace, lorsque, dans le pire des cas, l'on déplace une société dans un espace « autre », les gestes (tous ces protocoles sociaux qui définissent une culture) se mettent à buter contre les murs et finissent par ne plus être possibles... alors ils se défont et le groupe meurt d'absence de contenant².

Liminaire

Bref historique des événements qui aboutirent à la conformation des bidonvilles à la Martinique

La Martinique fut une île à sucre.

Avec la Révolution Française, l'esclavage est aboli et la Martinique devient département de la République, mais les colons ne l'entendent pas de cette oreille et se mettent sous protection de l'Angleterre en attendant que Napoléon remette de « l'ordre »...

En effet, l'Empire rétablit l'esclavage et ce n'est qu'avec l'avènement de la deuxième République en 1848 que la structure sociale va changer réellement. L'abolition est cette fois-ci effective mais il ne s'agit plus que d'un changement de logique économique (le libéralisme bourgeois ayant été reconnu le salariat plus rentable que l'esclavage). Les colons des premiers temps étant dédommagés pour les esclaves « perdus », beaucoup profitent pour quitter l'île. Se produit alors un changement radical des propriétaires exploitants au bénéfice de nouveaux venants qui rachètent et restructurent les plantations : le capitalisme se met en marche.

De leur côté, la majorité des nègres

préfère quitter les habitations et se replie sur les mornes³ vivre des parcours autonomes, les planteurs font alors venir de la main d'œuvre de l'Inde pour les remplacer.

Parallèlement, la classe de libres de couleur (les mulâtres) se projette hors du paradigme noirs / blancs pour tenter une existence propre dans le nouveau modèle républicain du « citoyen », elle investit les bourgs et les villes et occupe le domaine du savoir. La grande majorité des mulâtres occuperont les places des professions libérales, de fonctionnaires et de commerçants urbains⁴ (l'éruption de la montagne Pelée en 1902 anéantit non seulement Saint-Pierre et ses 30 000 habitants mais la majorité de cette classe naissante qui, depuis, ne retrouvera plus sa place dans la société martiniquaise).

La crise sucrière, commencée dans les années 1885 à cause de la concurrence de la betterave, s'accroît au début du XX^{ème} siècle favorisant la concentration des usines entre quelques mains et aggravant les conditions de travail des salariés. Le gouvernement français met alors en place un système protectionniste de douanes qui coupe l'île de ses voisins et la rend encore plus dépendante de la Métropole, favorisant les planteurs mais pénalisant durablement les consommateurs.

Des dissensions importantes surgissent entre bourgeois de couleur et békés, notamment au sujet de l'autonomie, que les békés souhaitaient (voyant dans cette distanciation d'avec la France une opportunité de reprendre le pouvoir politique de l'île), et que les Républicains de couleur rejetaient au bénéfice d'une assimilation complète de la Martinique à la France.

Après la grande grève de 1900 et l'affaiblissement de la caste mulâtre, un accord est trouvé entre les deux camps⁵ qui se partagent le pouvoir afin de développer tranquillement le capitalisme

d'exploitation tout au long de la première moitié du XX^{ème} siècle... Aux békés le commerce, aux mulâtres la politique.

La fin de la deuxième guerre bouleverse la donne et ce système va être bousculé en 1945 par l'arrivée à la Mairie de Fort-de-France, puis à la députation, du « nègre » Aimé Césaire⁶. Issu du Parti Communiste, celui-ci va rompre avec le Parti suite à la publication du rapport Khrouchtchev qui révéla les crimes de Staline⁷.

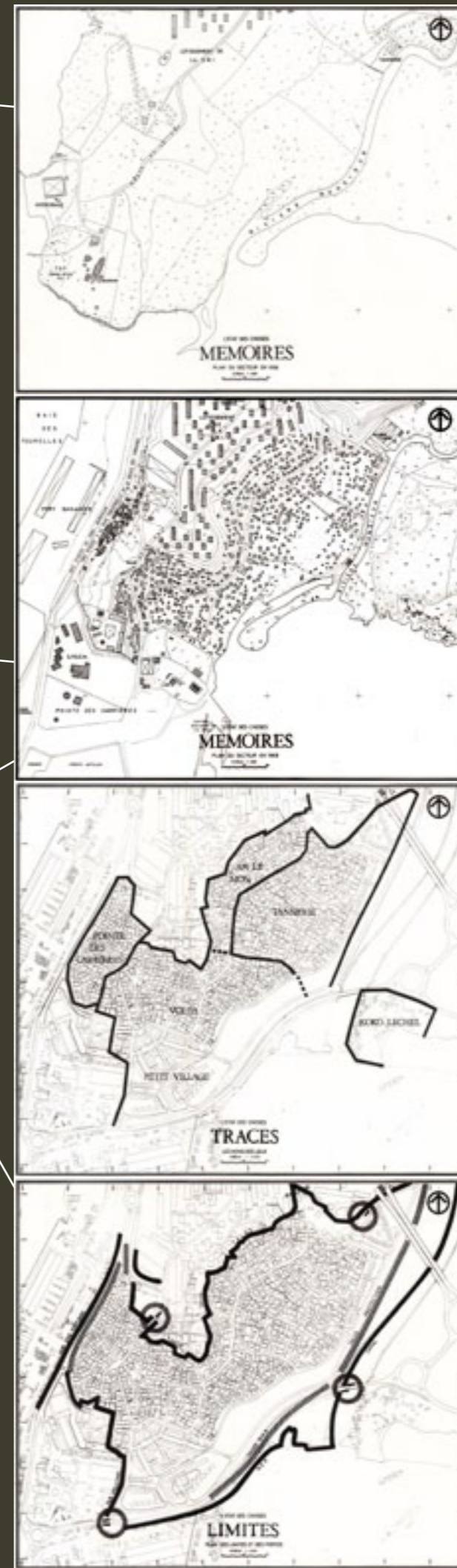
Il ne sera pas moins rapporteur de la commission qui sollicitera de la France l'assimilation de la Martinique comme département en 1946.

Le grand déménagement

La Chambre de Commerce et d'Industrie (sic) obtient la concession du port de la Martinique en 1964 et de l'aéroport en 1966. Mulâtres et békés continuent en son sein à s'entendre sur la politique économique de l'île et œuvrent pour la mise en chantier l'autoroute qui relie les deux équipements majeurs et organisent, tout au long de ses 8 kilomètres des zones « industrielles » et « artisanales » destinées à accueillir les grandes entreprises, jusqu'alors toutes concentrées sur le front de mer de Fort-de-France.

Or, ces zones se trouvant intégralement sur le territoire de la commune voisine du Lamentin (fief de l'ennemi politique de Césaire, le mulâtre Communiste Georges Gratiant) Fort-de-France perd sa principale source de revenus. Et avec la conteneurisation du port⁸, dès le début des années 1970, qui ne demandera plus alors de main d'œuvre non-spécialisée pour le déchargement et la manutention des marchandises, le bassin d'emploi se désagrège.

Parallèlement, les plantations se modernisent et se mécanisent, l'augmentation de la productivité agricole crée alors un sous-emploi rural très fort. Le mirage de la ville devient



FORT-DE-FRANCE

alors, pour ces désespérés, le seul point de chute possible.

Mais à la Martinique, la classe dominante ne suit pas le modèle capitaliste occidental (n'oublions pas que l'économie est majoritairement sous control des békés féodaux profondément anti-modernes) et ne développe pas de production industrielle locale, lui préférant encore l'import-export. Contrairement aux autres villes du monde entraînées dans le mirage du progrès, Fort-de-France voit se réduire encore davantage ses activités.

Ainsi, entre 1960 et 1975, la ville s'est vidée de ses sources d'emploi alors qu'elle se remplissait de bidonvilles produits par l'exode rural... Aucun service de transport n'étant alors mis en place⁹, les nouveaux habitants de la ville se trouvent coupés de tout accès à l'emploi et se trouvent marginalisés.

Cette logique d'improductivité est aggravée par la ponction des forces vives du pays, aspirées vers la Métropole au travers du BUMIDOM (bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer) mis en place dès 1963 et qui aidera à l'émigration de quelque 17 000 Martiniquais¹⁰ en moins de 20 ans (pour une population de 300 000 habitants à l'époque).

1.- Lanvil¹¹ Le cas Volga Plage

Le terrain d'arrivée est comme souvent un marécage inaccessible.

Mais c'est cette caractéristique qui le rend « prenable », car en fait il est protégé par une sorte de « muraille » naturelle dont les points de passage ou « portes » sont facilement contrôlables.

La description qui est faite par les premiers arrivants témoigne de la rapidité avec laquelle les terres furent occupées.

1960-1968 : Au début ce furent des installations timides, d'un point de fixation établi par un pêcheur sur le bord de mer (Koko l'échelle) quelques terrains furent « distribués » par le bouche-à-oreille. De proche en proche, des familles sont venues s'installer entre les mangles, dans la zone hors d'eau (Anlé Mon), sur des terres à la topographie délicate revendiquées par un béké (Didier) mais en réalité faisant partie des 50 pas géométriques¹².

Dans un deuxième temps, on s'attaque à la mangrove, la solidarité

joue et dès cinq heures du matin, avant de partir travailler, on épuise, on remblaye, on charge le terrain de toutes sortes de choses : sable, janjambes¹³, tout-venant... et finalement on gagne les terres basses¹⁴.

À ce moment-là le rôle de la Mairie de Césaire est assez flou, mais on peut deviner l'aide qu'elle procure à l'installation, déjà à l'œuvre dans d'autres quartiers de la Ville¹⁵. La Mairie ouvrira ainsi la voie qui descend jusqu'à la mer et qui devient l'axe central du quartier, puis elle rachètera deux ou trois enclaves privées afin de réduire les contestations locales. Le quartier des « coups de main » tient sa reconnaissance... Un point d'eau est installé en 1965, l'électricité arrivera en 1970...

Les maisons étaient de cases simples en bois de planches de caisses qui servaient au transport des marchandises à l'époque, dans un deuxième temps elles furent complétées ou remplacées par du fibrociment...

1969 : C'est alors que se déverse la deuxième vague d'occupations, souvent de nuit, de plus en plus d'arrivants se fixent dans les interstices. La lutte pour un morceau de terre devient violente, et c'est au couteau que se feront beaucoup de ces installations, car il s'agit, à chaque fois, de se serrer un peu plus.

À l'arrivée, la densification finit par atteindre les ravines, les zones instables et l'on finira même par construire sur l'eau...

La logique d'occupation rurale n'est plus possible¹⁶, la totalité de l'espace n'est plus que cases entassées les unes sur les autres et maigres sentiers de passage qui souvent se fauillent sous les pilotis des constructions...

Juste espaces privés et canaux de circulation à minima... Il n'y a plus un arbre ni un bout de terre où faire pousser ou élever quoi que ce soit, les stratégies de développement et de croissance deviennent impossibles, plus d'espace où projeter une extension hormis la hauteur alors que les terrains sont instables, malgré cela le quartier pousse en étages de plus en plus improbables, les maisons s'emmurent les unes les autres... l'insalubrité, la violence et la dépendance de l'extérieur sont maximales.

Baucoup des « anciens » - des premiers venus - préféreront alors

partir, vendront leur emplacement¹⁷ et s'inséreront dans des circuits plus formels de la ville... Les réseaux de solidarité forgés lors de la conquête vont alors s'affaiblir et les parcours deviendront individuels par la force des choses¹⁸. L'embryon de communauté cède au repli des « simulations de participation¹⁹ » encore à l'œuvre aujourd'hui...

Apparaissent ici deux pistes qu'il me semble intéressant d'explorer :

1.- D'une part, le phénomène des « bidonvilles » est pratiquement simultané partout dans le monde dans l'immédiate après-guerre²⁰, lors du triomphe mondial de « l'american way of life »... en tout cas, l'ampleur du phénomène est sans commune mesure avec ce qui existait auparavant. Et il est particulièrement remarquable de constater que l'espace urbain généré par cet exode rural planétaire est toujours le même.

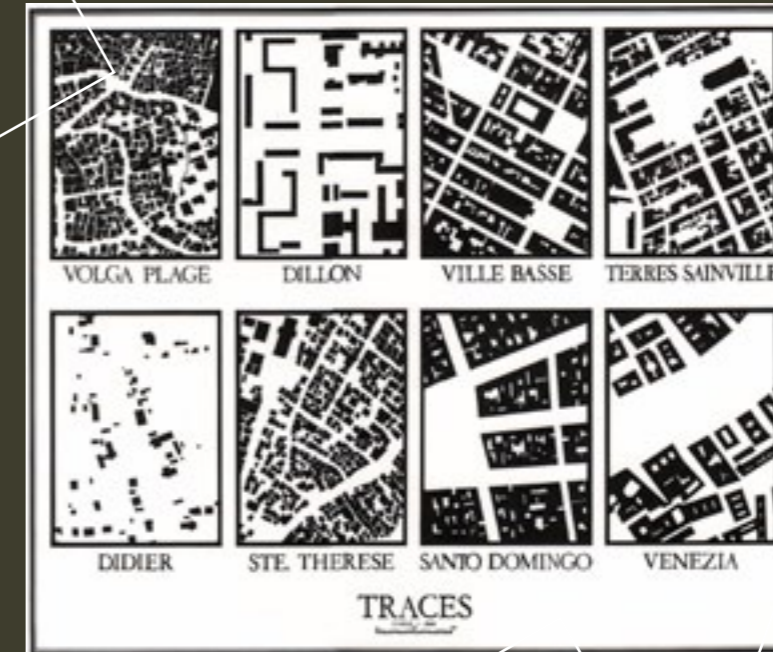
Sans doute les matériaux disponibles (début du commerce mondial) sont les mêmes partout (caisses en bois, palettes, fûts...) et les nouveaux matériaux industrialisés sont alors standardisés... mais le fait remarquable reste que la forme et figure des cases et des espaces urbains générés est fort similaire où qu'on se trouve.

2.- D'autre part, cette forme de la figure urbaine est sensiblement la même que celle produite lors de l'apparition des faubourgs dans l'Europe du Moyen-Âge, embryons de la ville bourgeoise moderne.

Et cette similitude est d'autant plus à remarquer que le parallèle n'est pas que formel mais relève d'un même processus social... En effet, au XIII^e siècle on assiste en Europe à une révolution industrielle générant des surplus alimentaires, des améliorations des conditions de vie et une forte croissance de la population ; à la pacification de la société et au développement des réseaux commerciaux ; à la fixation de noyaux urbains auprès des centres du pouvoir²¹...

Ces foris burgus étaient aussi des sociétés « informelles » et « marginales »...

Ainsi de Volga, où l'économie pour « informelle » n'est pas moins développée. On pourrait évoquer le **sou-sou**²², les coups-de-main qui articulent les logiques de l'échange avec celles du don que nos sociétés modernes ont



Crédit photo - William Rolle

oublié, les très nombreuses activités artisanales liées à la situation précaire du quartier ou la place centrale qu'occupe la « boutique », sas de décompression qui articule la vie du groupe en faisant du crédit et en veillant à la solvabilité de chacun...

Mais aussi, où le droit et la justice sont respectés selon des règles internes propres mais collectives, et où la religion traditionnelle des **gadé-zafé**²³ tient encore le choc devant la poussée des sectes adventistes...

Et il est tout aussi important de signaler que si beaucoup des habitants du quartier choisissent de « vivre ensemble », peu d'entre eux se marient. Il y a en revanche une forte tendance chez les hommes à chercher compagne à l'extérieur du quartier, témoignage tout caractéristique de l'échange humain primordial et quête de reconnaissance vis-à-vis de la ville.

2.- L'espace domestique La case au temps de la conquête²⁴ : l'appropriation

La case est une boîte sommaire de bois lorsqu'on arrive à la fermer, sur le modèle des cases de base, sorte de coffre dans lequel on protège ce qu'on possède et notamment sa famille la nuit. Dans ce premier temps où l'espace dehors est encore possible, l'on cuisine à l'extérieur et dès qu'on le peut on ajoute au fur et à mesure une véranda et une deuxième pièce.

La cellule de base est alors ce module standard déjà éprouvé à la campagne où l'espace public de la rue (ou du sentier) s'articule à la case par la véranda, lieu privilégié de l'échange social et de la vie diurne.

Suit le « salon » avec son « séjour » d'un côté et sa « salle à manger » de l'autre. Espace éminemment symbolique où l'on reçoit rarement et où se met en scène la cosmovision de la maisonnée²⁵.

Pour finir, derrière, la chambre à coucher, espace restrictivement privatif.

Ce temps durera entre 7 et 8 ans, jusqu'à la « grande invasion »...

La case au temps des hommes : la durcification²⁶

Suite à la densification et à la disparition du modèle rural, la case va se consolider en se fermant progressivement à l'extérieur. La densification allant jusqu'à pousser les cases les unes sur les autres, reste la hauteur - nous l'avons dit - pour

tenter d'échapper à l'étouffement.

Ceux qui le peuvent vont alors construire en dur²⁷ et profiter pour monter l'étage qui restera très souvent projet en attente... Et comme la maison sera montée sur pilotis pour échapper aux inondations (revenues depuis que les ravines ont été occupées) ce seront deux nouveaux espaces (le bas et la terrasse) qui ouvriront l'ensemble du quartier à la tridimensionnalité.

Ces espaces seront affectés à des usages multiples. Ici ce sera pour étendre le linge des lavandières, là pour retrouver un petit élevage, voir pour monter un atelier... souvent lieu de passage, ils ne sont pas de fait privatisés de manière formelle et ce sera l'usage qui, des années plus tard, fixera plus ou moins les droits.

Comme nous l'avons dit, le foncier à Volga Plage reste propriété de l'État et les occupations, si elles sont maintenant tolérées, ne donnent aucun droit officiel. De fait, les droits à Volga sont liés aux volumes occupés et non pas au sol²⁸. Cette réalité génère de la connaissance et exclue l'anonymat, tisse des réseaux entre les personnes, fait lien...

La case au temps des femmes : le retour du végétal

Si le schéma d'habitat rural s'articule traditionnellement sur la base d'une production vivrière domestique, en Martinique celle-ci est rarement attaché à la maison... sans doute pour des raisons de matrifocalité²⁹, le jardin créole, lieu de l'homme, est ailleurs ; itinérant pour la double raison d'une qualité du sol insuffisante et d'exigüité car les droits d'exploitation sont toujours minimaux (l'on est rarement propriétaire du foncier qu'on négocie au coup par coup...)

Aussi, le jardin autour des cases est davantage un jardin riméd razié³⁰ qui relève des femmes qu'un jardin vivrier³¹... Pour Volga, nous l'avons vu, les conditions d'entassement sont telles que le luxe d'un espace planté en est exclu et la végétation est pratiquement inexistante.

Curieusement lors de cette troisième étape d'évolution du quartier que nous appellerons le temps des femmes, la végétation va jouer un rôle particulièrement important de rupture justement d'avec le monde rural³².

Notamment par l'introduction des fleurs, signe que le jardin vivrier s'éloigne, et surtout par le fait de les conserver dans la maison la nuit, preuve de ce qu'on est

là dans un rapport bien différent de celui qu'on aurait entretenu avec des plantes vertes... Ici c'est le caractère festif, le raffinement, la beauté... qui sont mis en avant pour conjurer la ruralité, justement, et son utilitarisme.

À Volga, avec le temps des femmes, nous sommes dans l'intégration à la ville, c'est-à-dire : de plus en plus loin de l'autosuffisance paysanne et de plus en plus près de l'échange et de l'interdépendance citadine. *Nous l'interprétons comme un adieu au rural, un adieu à la mythologie de la fondation*³³.

Maintenant, les troisièmes générations et la surpopulation ont fait disparaître tout reste de communauté, les coups-de-mains sont devenus payants, l'épargne populaire a migré vers des établissements bancaires qui d'ailleurs ne réinvestissent pas dans le quartier³⁴, les habitants ne se connaissent plus après que les différentes interventions de l'État ont plus ou moins fini de déstructurer l'ensemble³⁵.

Aussi, faute d'alternative, les habitants du quartier se replient et voguent aujourd'hui comme ils le peuvent vers une sorte « d'embourgeoisement » forcé et en tout cas simulé.

Les propriétés se sont clôturées, ce qui a provoqué pas mal de drames³⁶, et les maisons font l'objet de toute sorte de spéculation. Beaucoup sont partis - souvent pour être relogés dans du logement social - et louent leur habitation à des tiers ; d'autres, pariant sur une régularisation du foncier promise depuis vingt ans et toujours pas à l'ordre du jour, occupent les maisons des quelques anciens espérant récupérer le bien...

Le béton s'est définitivement imposé et les maisons, de plus en plus imposantes au fur et à mesure que se consolident les regroupements par rachat et que les « faibles » sont expulsés, articulent un rapport de plus en plus « moderne » à l'espace public de la rue, maintenant bien différencié par les murs de clôture et la mise en place de jardins d'apparat à l'entrée...

Le « village dans la ville » est devenu juste un quartier pauvre de celle-ci....

Retrouvez les notes de cet article en pages 56 et 57

VOLGA PLAGE



Crédit photo - William Rolle

Le quartier Pelletier, et son CASE

Avec Madame Jacqueline BOUTANT, Directrice. Interviewer Mathieu Petit

Le quartier Pelletier est situé à environ 07 kms au Nord du territoire communal du Lamentin. Au début des années 90, il devient, dans le cadre d'une opération de DSQ/RHI (Développement Social des Quartiers et Résorption de l'Habitat Insalubre) confiée à l'OMASS*, un site de relogement des populations déplacées de Vieux-Pont et voit l'implantation d'une 50 aine de logements Evolutifs Sociaux (LES) d'abord, puis d'une résidence d'habitat collectif de 68 unités, gérée par la SMHLM.

Cette occupation urbaine a profondément marqué la morphologie et le fonctionnement de ce territoire rural.

Montéole, réputé alors « secteur sensible », est pendant longtemps le théâtre de tensions entre populations d'origine et populations relogées. Mais le travail de long terme d'accompagnement social fédérant l'énergie de tous les acteurs : décideurs, habitants, associations, institutions, paye et peu à peu, le climat s'apaise... C'est dans ce contexte, malgré tout fragilisé par des résistances aux changements, que le CASE de Pelletier (Centre d'Action Sociale et Educative) a été implanté en septembre 2007.

Née d'une volonté de la municipalité de créer un lieu de rencontres avec les habitants, un espace d'écoute, de repérage de leurs besoins sociaux, la création du CASE a été une opportunité pour relancer à Pelletier mais aussi à Plaisance, quartiers désignés comme prioritaires, une dynamique de proximité offrant de nouvelles perspectives en terme de pratiques partenariales de terrain et surtout de liens avec les habitants et leurs représentants associatifs.

Avec ses 03 employés (une Directrice, une secrétaire, un gardien) le CASE prend peu à peu sa place au sein du quartier en tant qu'équipement structurant de la vie locale, au service de toute la population. Sa vocation de point d'appui pour l'action des associations est déjà confirmée : moins d'une 10 aine avant l'ouverture du CASE, elles sont 17 aujourd'hui.

Plus de 3000 usagers ont fréquenté le CASE depuis son ouverture pour des motifs variés : rencontres avec les institutions des permanences emploi/ aide à la création d'activités, fréquentation de la cyber-base, participation aux nombreux ateliers proposés par les associations, demande d'orientation pour l'accès au logement, à la formation, aux droits sociaux, entretiens avec les élus du quartier, organisation des fêtes locales....

Le CASE affiche comme ambition de préparer la gestion de l'équipement par les associations, après une période de transition positionnant le GIP (Groupement d'Intérêt Public) à l'interface entre les différents acteurs impliqués. Pour cela, il dispose d'outils de démocratie participative : un comité opérationnel, de supports techniques et de compétences en ingénierie : une cyber-base, des espaces pour la domiciliation des associations et l'organisation de leurs activités, les ressources humaines du GIP et, bien sûr, des partenaires très impliqués : la CAF, la SMHLM, l'OMASS, l'Office de la culture, des Sports, la MILCEM, l'école, la crèche du quartier....

Sur le groupe HLM, la politique de gestion de proximité menée par le bailleur et relayée par l'association de locataires a permis de préserver la qualité des conditions de vie quotidienne des habitants.

L'année 2010 est celle de l'évaluation du CUCS. Le quartier Pelletier et son CASE figurent au rang des thématiques retenues pour apprécier la marche globale du projet.

Secteur emblématique de la politique menée depuis plus de 20 ans en faveur des quartiers prioritaires au Lamentin, Pelletier constitue un champs d'investigation particulièrement intéressant pour mesurer les effets de la territorialisation et tirer des enseignements pour le fonctionnement des autres quartiers.

*Office des Missions d'Action sociale et de Santé

Terres Sainville, je te vis

Par Simone Lagrand

Il y a un endroit ici où je me sens quelque part

Où Antilles veut dire quelque chose
Où les gens sont des quelqu'un même si
on leur crache dessus

Même si on cache qu'on y va le soir,
Tard, avec le siège bébé sur la banquette
arrière qui trahit

Même si ça clash parfois entre midi et
minuit

Même si on voudrait passer un coup
de karcher sur les « hola guapo » qui
sympathisent avec la rue

Même si faut pas q'ça s'sache
Même si ça flash aux excès de vitesse du
passage des désirs

Même si ça fâche ball au moindre éclat
de voix

Il y a un endroit ici où je me sens quelque part

Terres Sainville je te vis
Les femmes se dandinent et vendent leur
devant mais elles sont des quelqu'une
pas quelconque. Font pas semblant

Elles sont des « moun » à la faveur de la
lune qui bande les ardeurs

On les voit putes
On veut dire chut

D'ailleurs on chuchote quand ces
amazones d'ailleurs made in karibbean

Passent
Leurs culs renversant les révolutions des
têtes bien pensantes sur leurs axes

Elles plaisent
Djèz

Elles s'taient quand les fadaises anti ci
anti ça d'antillaises anti elles balisent les
préjugements et le mépris pas cher ma
chère

Elles disent « Bueno »
C'est bon

Elles disent « cabròn »
Ça sonne

Comme des hosanna pour ceux qui
courent à l'église demander pardon

C'est de bon ton

Il y a un endroit ici où je me sens quelque part

Par la fenêtre la bachata me fait la cour
Ça sent la comida, la movida

Ça crie,
Ça s'roule des pelles

Ça rit
Ça s'interpelle

Ça n'a pas de préjugés en cintre dans le
dos

Ça n'est pas enceinte de complexes-
vexations au fond du cœur

Ça n'est pas une sainte nitouche
Ça vit

D'ailleurs ça : c'est quelqu'un, qui dit sa
matrice

N'a pas la peau lisse et vibre d'aspérités
qui gêne la police

Quelqu'un qui sait ses origines, les tait
parfois

Mais sans renier là où son ombilic se terre
Ne pas oublier

Ne pas avoir honte même si les bien
pensants, grands pontes sont pourfendus
de gêne

N'oublie pas : on a les mêmes gènes
Terres Sainville, je te vis

Cacochyme chimère d'un foyal qui
s'égare

Qui s'perd dans les artères d'une culture
exsangue d'Être

Terres Sainville, je te vis

Et même si tes anonymes ne font pas
l'unanimité, et convoquent les inimitiés

Qu'ils vivent dans des studios miteux
loués par des mytho où tard les coups
durent disent dictent

La joie de vivre les rend addict
Ils, elles ont l'art de vivre inimitable

Ils elles sont une île dans l'île, un archipel
d'âmes en vrai

Hommes et femmes dans leur humanité
ancrés

Entends-tu leur hymne ?
Terres Sainville, je te vis

Terres Sainville, je te vis...

Les Terres Sainville et l'action de l'AADPAS



Madame CEBAREC est actuellement Directrice de l'Association pour l'Accompagnement et le Développement de l'Action Sociale (AADPAS). Elle est entre autre l'initiatrice de la création du service d'Aide à l'Intégration des Femmes Immigrées. Ce dernier qui œuvre depuis 2005 en pratique particulière d'accompagnement. Aujourd'hui cette association ainsi que Madame CEBAREC sont reconnues comme des acteurs sociaux efficaces du service social en Martinique. Madame CEBAREC est aussi une militante identifiée de la prise en compte du parcours de vie des bénéficiaires de l'action sociale. Son travail est marqué par la vocation d'accompagner ces femmes en tentant de créer les conditions du développement de leurs facultés à l'autonomie et l'intégration à la société martiniquaise.. Interviewer Malik Duranty

Bonjour Madame CEBAREC, pouvez-vous nous parler de votre parcours ?

Madame CEBAREC : Après 16 ans d'exercice de ma profession d'Éducatrice spécialisée auprès de populations de diverses origines sociales et ethniques en France et en Martinique. Il s'est imposé à moi des interrogations relatives aux logiques de l'action sociale et à mon rôle en tant que travailleur social que ce soit dans l'accompagnement administratif, judiciaire et social.

Cette réflexion m'a conduit au constat de la nécessité de poursuivre ma quête de savoirs et d'élargissement de mes compétences. Alors, en 2002, je décide de mener de front mon travail d'éducateur spécialisé et la reprise de mes études. Cela me mena donc à un parcours universitaire par lequel j'acquis une licence et une maîtrise en ingénierie sociale et urbaine option management des entreprises sanitaires et sociales contemporaines.

Ce cursus formateur me permit de construire un autre regard sur le service social, ses missions, son organisation et sur les territoires de son déploiement. Ainsi dans le cadre de l'écriture de mon mémoire, j'ai eu l'opportunité d'effectuer un travail de recherche sur le quartier Terres Sainville. Ce quartier où je travaille depuis 1996 et sur lequel j'avais déjà un regard, s'est révélé comme singulier.

Une singularité qui ne se résume pas uniquement à son histoire, son architecture et ses rues ; mais, également à sa population et aux difficultés auxquelles elle est confrontée.

C'est aussi par ce travail que je pus identifier la grande vulnérabilité des femmes confrontées elles-mêmes à tous les problèmes de la vie sociale.

Un constat qui à mon avis, n'était pas assez pris en compte, voir ne l'était pas du tout de façon objective et globale.

C'est ce cheminement qui m'a permis

de définir avec l'équipe la mission prioritaire du service d'aide à l'intégration des femmes immigrées.

Cette mission qui se définit par la mise en place de toutes actions visant à favoriser l'intégration, l'insertion sociale et professionnelle des femmes étrangères au terme d'un suivi individualisé et de groupe.

Qu'est ce qui, selon vous, caractérise le quartier Terres Sainville et la présence de l'AADPAS en son sein ?

Madame CEBAREC : Terres Sainville est un vieux quartier de Fort de France. C'est le premier lotis de la ville et il se distingue à première vue par son architecture. Cette dernière recèle à la fois une organisation en parallèle et perpendiculaire des rues, la pâte de l'urbanisme, et aussi par la présence d'anciennes maisons créoles. Ceci dit au-delà du cadre de vie, il est remarquable la grande proximité du quartier avec le centre ville. D'où, les Terres Sainville semble constituer le prolongement de la ville. Ce quartier porte l'identité de Terre d'accueil. En effet, le quartier connu sa première explosion démographique au début du 20^{ème} siècle, avec l'exode de population suite à l'éruption de la Montagne Pelée en 1902.

À cette époque de nombreuses personnes quittèrent les communes pour se rendre à Fort de France pour subsister. Parties avec presque rien, c'est essentiellement dans le quartier des TSV que ces personnes trouvèrent à se loger pour peu d'argent, et purent trouver à « se débrouiller » par de multitudes tâches temporaires ou petits métiers. On y trouvait aussi des étudiants originaires des communes rurales éloignées de la Capitale qui louaient des chambres pour se rapprocher du Lycée Schœlcher à l'époque. C'était en effet, une zone dynamique grâce à sa proximité de

l'époque avec la gare routière de la Croix Mission qui possédait une autre envergure que celle d'aujourd'hui. En tout état de cause, certaines préoccupations actuelles existaient déjà à l'époque.

Car au fil du temps, les choses n'ont pas changé. TSV demeure toujours comme une zone d'accueil puisque de nouvelles populations étrangères sont venues se rajouter à la population des TSV.

De nos jours, ce quartier est devenu une zone de concentration des problématiques sociales et urbaines de notre temps avec une identité fortement marquée par le multiculturalisme.

En effet, nous pouvons observer plusieurs pratiques de l'espace et du temps qui se développent dans le quartier. Ces pratiques sont liées aux particularités des cultures populaires telles que celle d'Haïti, de Sainte Lucie, du Venezuela, la République Dominicaine, d'Afrique, de Chine et de Cuba.

Cette réalité propre et unique des TSV en Martinique donne lieu à des modes différents avec des codes différents, des langues différentes, une diversité que l'on peut estimer comme une richesse culturelle qui amène inévitablement à une réflexion qui mérite que l'on s'y attarde.

Pouvez-vous nous dire ce sur quoi se base cette réflexion et qu'elle serait son impact sur le travail social dans le secteur ?

Madame CEBAREC : Cette réflexion dont je parle, se base sur le constat selon lequel le quartier des TSV est un quartier avec une population multiculturelle possédant donc non seulement des particularités culturelles mais aussi des modes de régulation sociale propre. Dès lors, cette problématique est à croiser avec le fait que le quartier soit aussi un lieu de diversité (par concentration) des

TERRES SAINVILLE



Crédit photo - Istockphoto

problématiques sociales de notre temps. Rapidement, nous pourrions citer les questions d'intégration, d'insertion, de statut de la femme mais aussi de l'homme, celle de la parentalité et de l'éducation, lien entre l'identité individuelle et collective. C'est tout cela qui nous a interpellé dans la recherche de réponses à la question quels sont les enjeux de notre action sociale sur ce territoire ? D'où, cette problématisation des parcours de vie des femmes et des familles que nous accompagnons, est pour le moins touchée en profondeur ou en surface par cet état de faits.

À l'image de la construction de la nation française en fonction de la diversité des origines de ceux qui composent sa population, le multiculturalisme résulte selon moi d'un regroupement sur un même territoire d'individus d'ethnies et de cultures différentes. Ces derniers sont amenés à vivre ensemble. D'où, l'espace public est ainsi transformé dans le but d'une reconnaissance d'une citoyenneté multiple et diverse. Le multiculturalisme permet donc la constitution d'une communauté de vie croisée sur les bases ethniques, linguistiques ou religieuses, aux valeurs et aux normes différentes incommensurables et incompatibles entre elles. Cependant, en observant plus en profondeur les attitudes et les comportements des habitants au quotidien, j'ai pu constater qu'il s'y développe plus une forme de communautarisme. Car à première vue, on pourrait dire qu'il n'y a pas de réels échanges entre les différents groupes pour lesquels les rapports demeurent courtois mais distant. En effet, en dehors de manifestations organisées, les différents groupes communautaires se referment sur eux-mêmes. Cela fait qu'en quelque part, nous tendons vers une organisation proche du communautarisme. Cependant, la société Martiniquaise est caractérisée comme étant multiculturelle. Étant donné que ce caractère soit à conserver.

Dans notre pratique, nous avons fait du relativisme culturel une manière de regarder et d'appréhender la relation d'accompagnement. En effet, nous utilisons la culture comme un outil et un vecteur d'intégration. C'est par elle que nous pouvons espérer travailler sur diverses dimensions avec nos bénéficiaires. Nous sommes donc en mesure d'aborder avec eux les dimensions du développement personnel et collectif, celles de la culture

locale et des usages, ainsi que celle de la culture nationale et de ses exigences administratives et judiciaires. Mais surtout, cela nous permet d'aborder très largement les dimensions de l'éducation et de la famille.

Justement en considération de ces dimensions de l'éducation et de la famille, pourriez-vous nous en dire plus sur le choix des femmes comme public de prédilection ?

Madame CEBAREC : Nous avons déjà parlé précédemment du contexte social qui a engendré la structuration du service d'Aide à l'Intégration des Femmes Immigrées et de l'AADPAS.

Ceci dit, il n'est pas vain de rappeler que le service s'adresse uniquement aux personnes immigrées et particulièrement aux femmes. Nous prenons en compte les hommes par rapport à notre convention avec l'OFII (l'Officié Français de l'Immigration et de l'Insertion) Dès lors, quand il y a des hommes qui veulent entrer s'installer sur le territoire, l'OFII a une plate forme mise en place tous les jeudis en Martinique. Ils y reçoivent les gens demandeurs d'une autorisation d'entrée sur le territoire.

Dès lors, les individus, se trouvant être en grande difficulté, sont orientés vers nous. Que ce soit des hommes ou des femmes, et quelques soit leur origine.

Cependant, dans notre service d'Aide à l'intégration des femmes immigrées, nous avons choisi d'accompagner les femmes. Pour la simple et unique raison que la femme est déjà plus en difficulté que l'homme en matière d'intégration et d'insertion. En effet, l'INSEE a sorti des chiffres dernièrement. Par ceux-là, nous constatons que les femmes immigrées sont plus touchées par le chômage que les femmes martiniquaises.

Et plus encore, il s'agit d'un choix stratégique concernant notre méthode d'intervention sociale et éducative. En effet, par rapport à nos objectifs d'intégration sociale et d'insertion professionnelle, les femmes offrent plus de garantie en terme de transmission de valeurs. Elles ont une présence forte dans toutes les sphères de la société. L'école, les services de santé, la culture par rapport aux enfants, tout cela c'est elles. Donc, le choix des femmes s'est pour nous la garantie de la pérennisation de notre action par rapport à l'éducation des enfants. Alors que l'homme est

surtout là pour le business. Les hommes sont avant tout à la recherche de job pour faire de l'argent. Ils sont prioritairement dans une recherche d'argent. Et, leur intégration se fera avec le temps.

Ainsi comme nous le disions précédemment, les femmes offrent plus de garantie. Et par elles, il est possible de dégager des similitudes entre les communautés. Ce sont ces similitudes qui permettent d'optimiser nos interventions par la porte de l'organisation relative aux besoins quotidiens des foyers.

Car, dans notre travail, nous prenons en compte la femme et sa construction. D'où, l'élaboration d'un programme spécifiquement adapté. Ce dernier qui dure entre 8 et 10 mois. Où, il est développé 3 axes :

Celui de l'apprentissage du français en langue étrangère. Les femmes y apprennent à lire et à écrire en français,

Celui du développement personnel avec un atelier d'expressions artistiques (peinture et théâtre) et un atelier d'activités physiques (apprentissage du corps et remise en forme),

Celui de la découverte de l'environnement juridique, administratif, social et culturel.

Les femmes ont donc la possibilité de travailler sur elle de façon concrète. Nous travaillons avec elle sur l'inculcation des possibles et des interdits ainsi que l'apprentissage de la compréhension pour les favoriser dans toutes les dimensions des rapports sociaux. Alors, sans aller jusqu'à l'acculturation de ces femmes, nous les accompagnons en créant les conditions de leur épanouissement par l'apprentissage de savoirs-être et savoirs-faire pour leur donner les outils de leur intégration et la mise en œuvre d'un parcours d'insertion. Tout cela, en leur ouvrant des champs professionnels et l'accès à des formations qualifiantes. Nous intervenons donc en préparation de leur entrée dans un parcours d'insertion.

Et, nous les accompagnons tout au long de ce parcours. Cette intervention sociale est pluridisciplinaire, avec entre autres l'accès à un suivi thérapeutique pour celles qui le souhaitent. En effet, la présence du psychologue contribue à renforcer et mieux soutenir les personnes dans leur projet personnel, avec la prise en compte de leur vécu souvent douloureux et semé d'embûches. Ce travail s'effectue en groupe mais également en individuel. A



Crédit photo - Istockphoto

cela s'ajoute l'implication d'une équipe pluridisciplinaire dans son ensemble composé de divers travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés, éducateurs sportifs, artistes pédagogues, assistante de service sociale, juriste...

Il s'agit en fait d'un accompagnement basé sur la proximité et l'apprentissage des codes symboliques, des valeurs et des normes du fonctionnement de la société martiniquaise.

Le territoire sur lequel vous intervenez est également connu par rapport au problème de prostitution, avez-vous parmi, les femmes que vous accompagnez des femmes en situation de prostitution?

Madame CEBAREC : Oui, nous travaillons avec des femmes en

situation de prostitution, des victimes de maltraitements diverses. Or, elles ne sont pas intégrées au programme pour des raisons de posture discriminatoire relative à leur activité et les mythes sociaux liés à cette catégorie. Avant tout, elles sont donc bénéficiaires du champ de notre intervention en tant que femme immigrée comme toutes les autres. Ceci dit, nous leur proposons en plus des autres femmes des actions à part organisées en fin de soirée. Par cela, nous tentons de les décrocher mentalement et territorialement. Car, la prostitution comme beaucoup d'addictions enferme et isole. Il s'agit donc d'un véritable processus de socialisation que nous mettons en œuvre avec ces femmes marginalisées par le statut d'étranger et les représentations négatives qu'elles doivent dépasser.

Pour conclure, je tiens à préciser

que le travail effectué par l'AADPAS demande que nous soyons dans une vision globale des choses avec un discours dépassionné qui exige du professionnalisme, mais également la projection d'une société plus juste dans laquelle certains concepts comme celui du lien social ne seront pas que des mots mais des actions. Alors nous sommes régulièrement obligés de questionner nos pratiques et dépasser nos préjugés comme la société martiniquaise doit les dépasser dans son ensemble.

Au final mon travail me passionne et j'y trouve un certain intérêt en tant que personne.

Observations sur deux quartiers populaires

Ce travail de terrain a été réalisé dans le cadre de la mise en place d'une série de trois ateliers par le Centre de Ressource Ville-Caraïbe. Ces ateliers de qualification régionale sont relatifs à l'évaluation des CUCS (de Fort-de-France et du Lamentin) et à la démarche d'élaboration de projets de cohésion sociale et urbaine.
Par Malik Duranty

Nom et type du quartier	Quartier Pelletier Quartier rural périurbain	Quartier Terres Sainville Quartier urbain
Site et situation	Limites du quartier incertaines Centre identifié : École et boutique Eloigné du centre ville. Fonctionnalité : zone d'accès à d'autres quartiers limitrophe. Aménagement de l'espace étalé. Lieu d'accès à d'autres quartiers	Limites du quartier incertaines Centre identifié : Place de l'Église et l'École limitrophe au centre ville. Fonctionnalité : extension de centre ville en journée lieu de stationnement et de commerce. Forte densité démographique de fréquentation externe.
Identité sociale	Mixte (avec processus de gentrification en cours)	Mixte (avec processus de gentrification en cours)
Type d'habitats	Habitat collectif/individuel Habitat populaire/résidentiel	Habitat collectif/individuel - Habitat populaire/résidentiel - Habitat vétuste/dents creuses (en pleine expansion)
Morphologie du quartier	Organisation spatiale spontanée Environnement rural (espace vert sauvage ou cultivé, espace urbanisé et construit) Géométrie mixte Disparité esthétique architecturale : <i>architecture spontanée des milieux populaires, architecture logement social collectif logement résidentiel en collectif ou individuel</i>	Organisation géométrique du type centre ville. Environnement urbain et dents creuses. Géométrie organisée exigüité des voies . Disparité esthétique entre artère principale et voie périphérique <i>Architecture traditionnelle (maison à persiennes et cours intérieure. Architecture urbaine, petit immeuble résidentiel (ancien et/ou moderne et immeuble modernisé). Architecture du logement social et logement de standing</i>
Pratique de l'espace public	Faible fréquentation des espaces publics Densité de mouvement interne au quartier faible : <i>Faible mouvement de déplacement interne (tranches horaires différenciable)</i> <i>Fort mouvement de déplacement de l'interne vers l'externe (heure de pointe au départ du matin et au retour du soir)</i> Faible fréquentation par l'extérieur.	Grande fréquentation des espaces publics. Densité de mouvement interne au quartier forte : <i>Fort déplacement interne (tranche horaire identifiable)</i> <i>Fort déplacement de l'interne vers l'externe (heure de pointe au départ du matin, au passage de midi et au retour du soir. Mouvement de permutation des fréquentations.</i> Forte fréquentation par l'extérieur.
Identification des acteurs associatifs du quartier	Intégrer le listing des associations du secteur et identification de leur rayon d'action.	

Identification des acteurs et des membres du quartier		
	Boutique de quartier Habitants Visiteurs fréquents possédant un réseau de connaissance de plusieurs familles. Acteurs associatifs (souvent constitué par des membres habitants du quartier et de ses environs et quelques membres extérieurs) Les membres de la communauté scolaire et municipale affectés à la territorialité du quartier. Travailleurs sociaux . Jeunes en situation de décrochage scolaire et/ou social Jeunes insérés en engagement local Anciens . Génération pivot en grande disponibilité ou en décrochage social	Boutiques de quartier Commerces de proximité Structures commerciales diverses et variées. Activité artisanale de service Acteurs associatifs (constitués par des membres habitants le quartier et des membres extérieurs) Les membres de la communauté scolaire et municipale affectés à la territorialité du quartier Travailleurs sociaux en grande diversité Jeunes en situation de décrochage scolaire et/ social Jeunes insérés en engagement local Anciens Génération pivot en grande indisponibilité ou en décrochage social

	Historiques	
	Quartier historique sur le territoire d'une ancienne habitation . Patrimoine culturel du quartier fondé sur l'activité agricole. Terre d'appropriation populaire suite à l'effondrement du système de plantation. Quartier d'accueil de populations déplacées. Quartier en gentrification (développement de l'offre de logement haut standing)	Quartier historique de l'occupation spontanée des terres de fort de France (premier lotis de la Ville de Fort de France). Terre d'appropriation populaire avec distinction communautaire Patrimoine du quartier fondé sur l'activité artisanale et l'activité de service Exemple en matière d'urbanisation dans l'aménagement et la gestion des espaces Quartier terre d'accueil de populations déplacées et de population étrangère Quartier en gentrification (développement de l'offre de logement haut standing et intermédiaire)
	Mutation de l'image du quartier : entre le quartier grenier et le quartier des problèmes sociaux agglomérés. Communauté de vie pratiquée (variation des degrés respectif de proximité et d'intimité) Déstructuration d'un mode de vie communautaire à une échelle de proximité fort (le quartier). Développement d'un sentiment familial fort dès l'origine (cloisonnement des cellules familiales) Instrumentalisation de l'identité de quartier dans les discours identitaires à vocations diverses (telle que celle de la recherche d'emploi). Mutation de l'identité du quartier par le conflit entre l'identité des mornes (rurale) et l'identité urbaine (centre de la Martinique)	Mutation de l'image du quartier : entre le quartier populaire animé et le quartier de désengorgement, de la périphérisation expansion du Centre Ville et de son désenclavement. Communauté de vie partagée (avec forte propension au communautarisme) Pratique d'un mode de vie régentée par le rapport entre le Centre Ville et le Quartier en terme d'espace et de temporalité (variation entre l'état de possession et de dépossession du lieu-dit relative à la densité de l'activité économique de la ville). Vestige des représentations des familles sainvilliennes et de leur encrage territorial (explosion des cellules familiales) Instrumentalisation de l'identité de quartier dans les discours identitaires à vocations diverses (telle que celle de la recherche d'emploi) Mutation de l'identité du quartier entre l'identité d'espace artisanal et l'identité de centre ville. Développement d'un sentiment communautaire plus ou moins flou
Eco	Échanges dans le quartier basés sur l'entraide Petite économie basée sur la production agricole de petite unité (jardin créole) Échanges conflictuels entre les originaires et les importés	Échanges dans le quartier basés sur le service. Petite économie basée sur desTPE Échange interne aux groupes constitués (espace identifiable). Échanges dans le cadre d'économie parallèle (zones identifiables territorialement et temporellement)

Note de méthode

« Ainsi la tâche n'est pas point de contempler ce que nul n'a encore contemplé mais de méditer comme personne n'a encore médité sur ce que tout le monde a devant les yeux. »

Schopenhauer

Écrit par Malik Duranty

La restitution de ce travail de terrain eut lieu lors du deuxième atelier. Lui qui avait pour thématique la proximité au sein d'un quartier.

À cette occasion, il s'est agi d'animer l'atelier par une approche duale en traitant à la fois de la dimension empirique et de la dimension théorique. L'approche choisit nous permettait d'aborder les éléments de compréhension du développement de la proximité dans les quartiers. C'est donc à partir d'une approche sociologique et d'une analyse des politiques publiques de la Ville.

La démarche de recherche et son élaboration sont passées par la récolte de données et d'informations relatives à la proximité. Cette démarche s'est révélée être un bon moyen de produire un diagnostic croisé et partagé de la réalité de la proximité dans le quartier.

Bien entendu, un tel exercice se devait de trouver une méthode d'observation efficace et transmissible aux acteurs de la politique de la ville. C'est donc à ces fins, qu'un travail d'observation et de recherche d'éléments empiriques fut entrepris. Il s'agissait en effet, d'observer et de comprendre les éléments de la dimension culturelle, ses pratiques et ses dispositifs en terme de proximité.

Dès lors, ce travail, du point de vue méthodologique, se devait de prendre en compte les éléments contextuels de la réalité de chaque quartier. D'où, l'engagement de la réflexion sur l'élaboration d'une stratégie méthodologique appropriée à l'exercice et à l'objet. Nous pûmes donc déterminer deux objectifs qualitatifs : d'une part, faire en sorte que les éléments d'observation et de compréhension soient appréhendables par tous, et d'autre part, faire en sorte que la démarche et les techniques du travail de terrain puissent être formulées en méthode transmissible aux acteurs et participants.

La méthode et le questionnement :

La méthode employée visait à identifier des éléments d'observation objectivés, ainsi qu'à déterminer des éléments de compréhension pertinents caractérisant la particularité du quartier. Ces caractéristiques du quartier devant permettre de produire une analyse autour de la réalité du quartier observé. L'objectif d'une telle démarche se trouvait donc être la perception, la représentation et l'interprétation des dynamiques et dysfonctionnements en terme de proximité dans les quartiers (Pelletier et Terres Sainville).

Par cette démarche, il était donc question de produire des éléments de caractérisation de deux quartiers. L'un situé sur le territoire de la Ville du Lamentin et l'autre sur le territoire de Fort-de-France. Cela dans le but de produire une comparaison des réalités de ces deux quartiers. Le choix de la méthode comparative s'est effectué dans le but d'apprécier convenablement les particularités de chacun. En effet, l'un des arguments majeurs du choix de la méthode comparative étant celui d'une garantie de l'objectivisation des interprétations et des représentations. Sachant que cette méthode est performante à partir du moment où les protocoles d'investigation et le choix du modèle d'analyse s'exerce uniquement à partir d'éléments d'observation objectivés.

Dès lors, pour une approche plus concrète de la réalité de terrain par la perception des formes, des structurations de l'espace et de leurs impacts en matière de proximité, il s'est agi de créer l'opportunité et les conditions d'une observation du vécu de ces deux

territoires géographiquement flou. Par conséquent, nous avons du formuler un questionnement. Ce dernier demandant :

Ce qui fait de ces espaces de vie des quartiers ? Ce qu'est un quartier dans l'entendement populaire ?

Quelles sont donc les logiques d'assignation territoriale des différents publics et acteurs du quartier ?

Par ce questionnement de départ, il nous est apparu la nécessité d'une attention particulière portée aux différentes territorialités (représentation du territoire), aux différentes catégories sociales identifiables au sein de l'ensemble des gens du quartier, ainsi qu'aux différents acteurs intervenant sur les quartiers. Il nous fallut pour ainsi dire appréhender le quartier et la proximité qui caractérisent sous toutes ses formes chacun des quartiers. Tout cela nous a permis alors de faire le constat de ce qu'est le quartier pour ses habitants et ses acteurs. Dès lors, nous fut-il possible de percevoir ce qui serait du caractère de la proximité ainsi que du caractère de la promiscuité. Dès lors, notre dimension d'approche de cette espace et thématique engrena la prise en compte des interactions que ce soit du point de vu de l'espace quartier, ou de celui de la thématique proximité. De toute évidence, ce questionnement interrogea la réalité des liens au sein du quartier à toutes les dimensions et les échelles. Dès lors, nous nous sommes posés les questions ci-après pour savoir :

Quel est le lien entre les gens du quartier entre eux ? Quel est le lien entre les gens du quartier et le territoire ? Quel est le lien de ces acteurs avec les gens du quartier ? Quel est le lien entre les acteurs formels et informels du quartier entre eux ? Quel est le lien des acteurs avec le quartier ?

Dès lors, même en retenant la définition de la proximité faisant du quartier un « espace vécu », il nous fallut encore comprendre dans quelle condition il est choisi et quand il est subi ? Ainsi que ce qui dirige à ce choix et donc au déterminisme des acteurs ?

Il devint à cela primordial à ce stade de poser le questionnement qui suit : Qu'est-ce que l'on observe ? Pourquoi l'on observe ? Comment l'observer au mieux ?

Car, c'est à travers un tel questionnement relatif à la condition du vécu de l'espace du quartier qu'il nous fut possible d'envisager justement la proximité. À partir de cela, nous pouvons envisager notre observation, sa démarche et son outillage. Notre objectif, dès lors, fut d'appréhender la condition qui dirige à l'explication plus qu'à la justification des représentations sociales, politiques, économiques et culturelles en exergue dans les quartiers.

L'observation et la définition de ses repères...

La phase d'observation est à différencier de la phase d'analyse. Car, c'est à partir et au sein de la phase d'observation que l'on procède à l'objectivisation. D'où, la nécessité de construire des repères qui permettent l'approche de l'objet de recherche sous différentes perspectives opportunes. Dès lors, retenons que ces repères doivent être créateurs de sens pour l'objet de recherche une fois replacé dans son contexte.

Une phase d'observation préliminaire qui nous a mené à la détermination de deux outils. Ces derniers qui ont pu trouver leur place dans la réalisation de la phase d'observation ainsi que dans celle de détermination des éléments de compréhension et de leurs articulations dans l'analyse. Point de repères pour l'observation et la compréhension : une manière d'appréhender la réalité du quartier. Dans la phase d'observation des dynamiques et dysfonctionnements, la source d'informations est le terrain ainsi que le discours des différents acteurs (formels et informels). Un triptyque permet la constitution d'un repère

d'observation. Il est important, car, c'est lui qui permet d'ordonner l'observation en prévision de la phase d'analyse à venir.

Le triptyque du repère s'articule autour de trois axes : L'espace (en terme de perception et représentation) Le temps (en terme de perception et représentation) Le droit (en terme de perception et représentation) C'est donc à partir de ces trois axes que la caractérisation des éléments observés a pu être formulés. Ces trois axes permirent d'appréhender la réalité du quartier relative à la proximité et à la promiscuité.

Dès lors, il fut convenable d'utiliser ces trois axes d'observation dans la phase de recherche des éléments de compréhension. Donc, il s'est agi d'utiliser un triptyque qui s'inspirait le plus simplement des axes propres à la démarche méthodologique de la sociologie. Trois axes permettant par leur utilisation la production d'une analyse dynamique de la réalité. Ces trois axes de compréhension sont : l'histoire, l'économie, la psychologie.

Opérationnalité de la démarche : distinguer la proximité en tant qu'objet et en tant que moyen.

Par notre démarche, il était un constat à postériori. Celui de la distinction de la proximité en tant qu'objet aussi bien qu'en tant que moyen.

Cette démarche, à travers son questionnement et son protocole d'observation et de choix d'éléments de compréhension, permet la détermination empirique d'un bon nombre des formes de proximité en exergue dans le quartier. Cela passant entre autre par l'appréhension des dynamiques et des dysfonctionnements du quartier à travers les interactions, l'occupation et l'utilité des espaces, ainsi que les temps de vie sociale du quartier ainsi que les normes régissant les interactions sociales et culturelles.

Dans l'estimation de l'utilité de ces constats relatifs à la proximité, il fut possible d'entrevoir une logique. Cette dernière qui définit la proximité tel qu'un objet ainsi qu'en tant que moyen. D'où, il nous fut possible d'envisager que les acteurs des politiques et/ou

des actions publiques y trouveraient une variable et/ou une constante de leurs algorithmes d'intervention.

De ce point de vue, il nous apparut que le profil de quartier est un outil clé. Et qu'il le devient en tant que corpus d'informations, de connaissances de base dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et actions publiques. Il devient donc un repère et un indicateur dans son état situationnel. Il devient un élément global qui prend tout son sens dans l'évaluation qualitative des impacts et effets des interventions dans le cadre des politiques de la Ville.

De ce fait, l'état situationnel et le profil de quartier furent nécessaires à l'appréhension de la dimension fonctionnelle et utilitaire du quartier dans l'élaboration, la mise en œuvre, la terminaison et l'évaluation de la Politique de la Ville.

Une évaluation qui se trouve être reconnue fondamentale dans la recherche progressive de performance des politiques publiques en générale.

NDA : Dans le sens où l'on se penche sur le passé pour mieux saisir le présent. L'objectif de cette quête du passé est de cerner les dynamiques de construction des identités sociales.

NDA : dans l'intérêt par rapport à la façon dont les individus et les groupes échangent des biens et des services matériels et symboliques. C'est une façon de s'intéresser aux relations sociales entre les individus par les mécanismes de production et de répartition.

NDA : Dans l'intérêt porté aux représentations individuelles et collectives. Ceci dit, il est important dans cet axe de replacer l'individu dans son contexte pour passer à une phase compréhensive.

UN INDICATEUR , UN CHIFFRE POUR DEBATTRE

Par Hervé GUERY, Directeur du COMPAS

Le revenu médian par unité de consommation des Martiniquais

Depuis Juillet 2010 l'INSEE et la Direction Générale des impôts mettent à la disposition des Martiniquais des données extrêmement précises et intéressantes concernant le niveau de vie des habitants de la Région. Ces données sont issues des feuilles d'impôts sur le revenu remplies par les habitants de l'île. La Martinique est le deuxième département d'Outre Mer à disposer de ces données après la Réunion (depuis 2009).

La base de données ainsi disponible permet de confronter l'ensemble des communes Martiniquaises en terme de revenus déclarés entre elles, mais surtout l'ensemble des quartiers. Il est dès lors très aisé de pouvoir analyser finement les territoires qui connaissent des situations favorables au regard de territoires en grande difficulté économique. De plus il est possible de comparer ces données à celles qui sont issues de la Réunion et bien évidemment celles qui proviennent de l'hexagone (où ces données sont disponible par quartier depuis plusieurs années).

Méthodologie et lexique

Comme pour toute information chiffrée, il est important d'en connaître le mode de collecte (1) ainsi que les modalités de construction (2) de l'information. Enfin, la création de l'indicateur (3) nécessite aussi quelques explications méthodologiques. Donc trois niveaux

d'explication pour permettre un bon usage de cette donnée et en connaître les limites.(1) Le mode de collecte : il s'agit de données provenant des feuilles d'impôts sur le revenu remplies en 2009 sur la base des revenus des Martiniquais en 2008. Dès lors, seuls les revenus déclarés sont pris en considération. Il s'agira donc des revenus liés aux activités salariées, aux rémunérations des dirigeants d'entreprises, des commerçants et artisans ainsi que des professions libérales ou indépendantes, des pensions et retraites ainsi que des revenus liés au patrimoine (revenus issus de placements, d'épargnes, liés aux loyers touchés, ...) et bien évidemment les revenus qui proviennent des dividendes. La base en matière de revenus est la base avant toute déduction fiscale (du type niche fiscale par exemple). Par contre, cette base de données, telle que disponible à un niveau aussi fin (par quartier et commune) ne comprend pas les données issues des revenus de solidarité tels que le RSA, les allocations familiales, les diverses prestations sociales non imposables.

(2) Les modalités de construction : Les données communiquées concernent les ménages fiscaux et non les foyers fiscaux. Donc toutes les données sont agrégées au logement (c'est à dire à la résidence principale du ménage). Ainsi, un couple vivant en concubinage remplira deux feuilles d'impôts. Ils formeront donc aux yeux du Ministère des Finances deux foyers fiscaux. Pour cette analyse, les deux feuilles d'impôts seront sommées. Il s'agit donc d'un

revenu par ménage et non d'un revenu par foyer fiscal. De même, si au sein d'un même ménage il y a une troisième feuille d'impôts (un grand enfant par exemple ou l'un des grands parents accueilli au sein du ménage) cette autre source de revenus sera agrégée aux revenus du ménage dans cette analyse. Il est donc considéré qu'il y a un partage des revenus entre les membres d'un même ménage.

(3) La construction de l'indicateur : L'analyse porte sur un revenu par unité de consommation. Le revenu par unité de consommation est en quelque sorte le pendant à l'analyse économique des revenus à ce qu'est le quotient familial pour la CAF ou le quotient fiscal (en fonction des parts fiscales) pour l'administration.

Ainsi, chaque individu au sein du ménage a un poids statistique particulier. Le premier adulte ou la personne de référence du ménage représente une unité de consommation. Tous les autres adultes ou personnes de 14 ans ou plus ont un poids de 0,5 unité de consommation. Les enfants de moins de 14 ans ont un poids de 0,3 unité de consommation.

Par exemple, un couple avec deux enfants dont l'un a plus de 14 ans comprendra 2,3 unités de consommation (soit 1 pour le premier adulte, 0,5 pour le deuxième adulte, 0,5 pour l'enfant de plus de 14 ans et 0,3 pour l'enfant de moins de 14 ans, soit 2,3 UC). Dès lors le revenu par unité de consommation sera constitué de la somme des feuilles d'impôts du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation.

Le revenu par unité de consommation des Martiniquais

Répartition par déciles des revenus fiscaux des ménages								
	Population fiscale en 2008	Revenus fiscaux des ménages par unité de consommation (mensuels en euros)					Ecart	
		1er décile	1er quartile	Médiane	3ème quartile	9ème décile	inter-quartiles	inter-déciles
Fort de France	84 115	73	504	1 062	1 826	2 816	1 322	2 743
La Martinique	365 858	130	533	1 060	1 794	2 731	1 261	2 601
France hexagonale	58 767 240	529	927	1 409	2 017	2 864	1 090	2 335

source: INSEE, DGI 2008

Le tableau ci-dessus reprend les niveaux de revenu des Martiniquais en donnant quelques informations sur la distribution de ces revenus. Le revenu médian correspond au niveau de revenu de la personne qui a autant de personnes moins riches qu'elle que de personnes plus riches qu'elle. Le niveau de revenu médian sépare donc l'ensemble des ménages fiscaux en deux blocs équivalents. Pour l'ensemble de la Martinique, le niveau de revenu médian est de 1060 €. Il est le même pour les ménages de Fort de France. Par contre, ce niveau de revenu est largement inférieur à celui observé en France Hexagonale.

L'écart est donc supérieur à 300 € par unité de consommation.

Le premier quartile permet de connaître le niveau de revenu de la personne qui est la plus riche des 25% les plus pauvres. Le troisième quartile donne le niveau de revenu de la personne qui est la plus riche des 75% les plus pauvres. De même, le premier décile indique le niveau de revenu de la personne la plus riche des 10% les plus pauvres et le neuvième décile, le niveau de revenu de

la personne la plus riche des 90% les plus pauvres.

Ainsi, ce tableau nous permet de constater que les premiers déciles et premiers quartiles sont en Martinique significativement plus faibles qu'en France Hexagonale. Par contre, l'écart est plus faible pour le 3ème quartile et presque équivalent pour le neuvième décile.

Dès lors, si les bas revenus sont plus faibles en Martinique et les hauts revenus équivalents, l'écart entre les riches et les pauvres est donc plus important qu'en France Hexagonale. Les inégalités sont donc plus marquées.

Une étude réalisée en 2009 par l'INSEE Antilles Guyane constatait une forte progression des inégalités au cours des années 2000. Cette situation est similaire à celle observée dans l'hexagone.

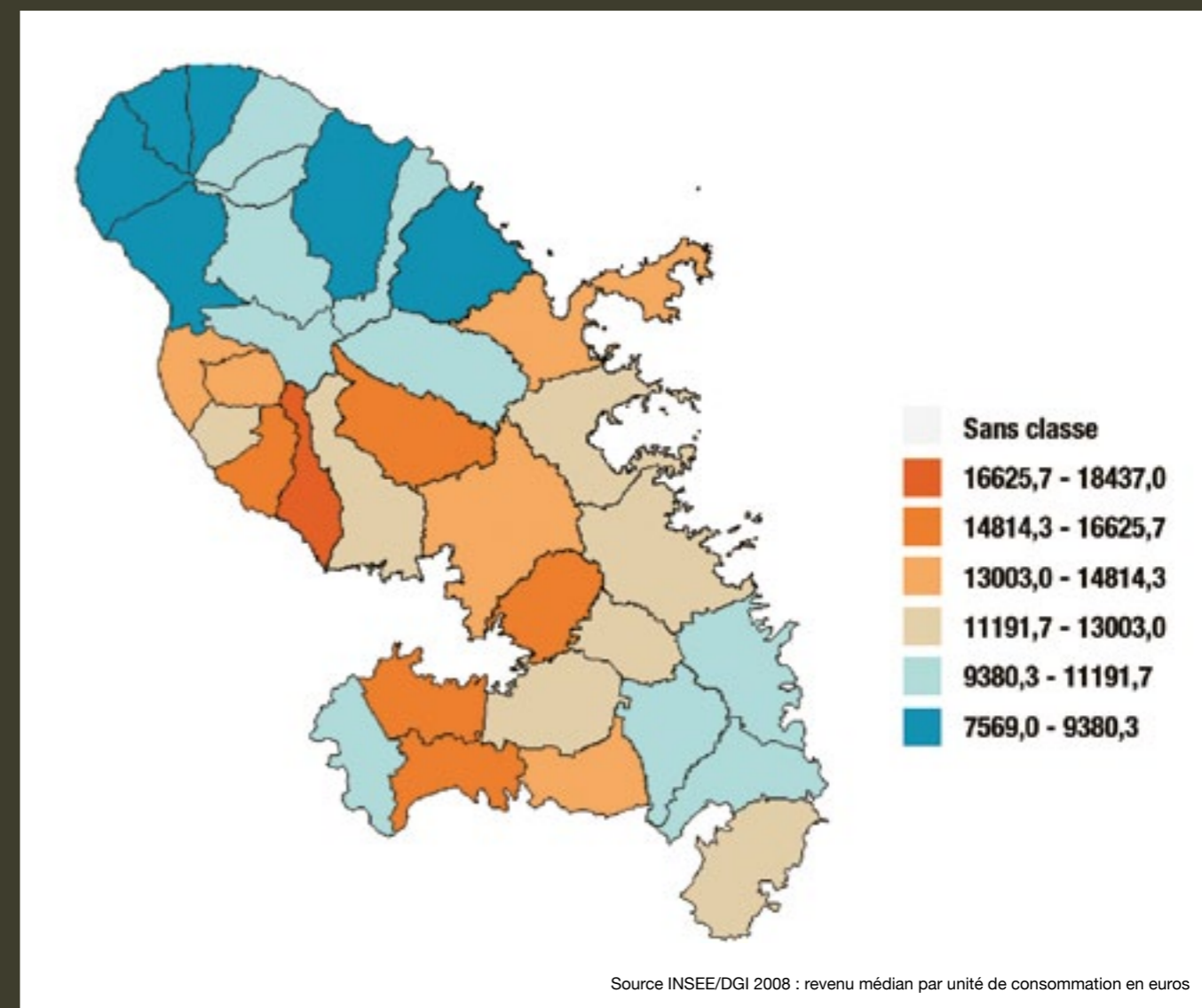
Ainsi, si les riches en Martinique sont aussi riches que dans l'hexagone, les pauvres y sont beaucoup plus pauvres.

En matière d'inégalités, il faut remarquer dans le tableau ci-dessus, que les niveaux de revenus des plus

pauvres et des plus riches sont différents entre Fort de France et la Martinique. La capitale concentre à la fois des ménages très pauvres (plus pauvres que pour l'ensemble de la Région) et des ménages aisés (plus riches que pour l'ensemble de la Région). Cette situation est semblable à celle observée dans toutes les grandes villes françaises. Le rôle d'une capitale ou d'un chef lieu de département est à la fois d'accueillir les ménages en grande situation de précarité (avec notamment une offre de logements sociaux souvent supérieure à la moyenne et de même une offre de logements privés anciens parfois en mauvais état importante).

De même, les grandes villes accueillent une population très aisée souvent importante, attirée par la proximité des services, du lieu de travail et l'existence de logements de haute qualité ou de quartiers un peu plus protégés. Nous retrouverons ainsi l'ouest Lyonnais, l'ouest Parisien, l'ouest Nantais ou Bordelais et aussi l'ouest Foyalais (le quartier de Didier à Fort de France, Terreville à Schoelcher).

L'analyse par territoire



Sans classe
16625,7 - 18437,0
14814,3 - 16625,7
13003,0 - 14814,3
11191,7 - 13003,0
9380,3 - 11191,7
7569,0 - 9380,3

La carte ci-dessus reprend par commune le niveau de revenu par unité de consommation. Ainsi, les communes ayant une couleur bleue sont les communes pour lesquelles le niveau de revenu médian par UC est faible. A l'opposé les communes ayant une couleur orange foncé ou rouge sont celles qui ont le niveau de revenu le plus fort. La commune où le niveau de revenu médian est le plus fort est la commune de Schoelcher. Parmi les communes où le niveau de revenu médian est très faible, il y a des communes de tailles différentes, telles que le Prêcheur, Macouba, Le Lorrain, Grand Rivière, Sainte Marie ou Saint Pierre. Ainsi, dans ces communes le niveau de revenu par unité de consommation (donc pour un équivalent personne seule) est compris entre 7500 et 10000 € annuel, soit entre 625€ et 830€ par mois. Si le centre de la Martinique (effet de la localisation de l'activité économique sans doute) paraît plus protégé, le nord de la Martinique est nettement plus défavorisé.

L'analyse plus fine de ces données permet de faire quelques constats supplémentaires. Ainsi, comme pour la Réunion ou pour l'Hexagone, l'âge de la personne de référence du ménage a un impact important sur le niveau de revenu. Ainsi, les jeunes de moins de 30 ans ont un niveau de revenu extrêmement faible (570€ par mois). Ce niveau de revenu par unité de consommation progresse avec l'âge pour atteindre 1265€ entre 50 et 59 ans, puis 1150 € entre 60 et 75 ans et 864 € au-delà.

La faiblesse du niveau de revenu des jeunes est très significative de la situation de la jeunesse en France en général et en Martinique en particulier. Il faut noter que pour la commune de Sainte Marie, le niveau de revenu médian des jeunes est nul. Cela signifie que la moitié des jeunes qui remplissent une feuille d'impôt n'ont aucune ressource à déclarer. Les jeunes de la commune de Schoelcher sont ceux où leurs ressources sont les plus fortes. Ils ne sont pourtant qu'à 655 € par mois.

Le lien au logement impacte aussi le niveau de revenu du ménage. Ainsi, les propriétaires ont un niveau de revenu médian plus important (1209 €) que les locataires du privé (929 €) et les locataires du logement social (741€). Revenus et patrimoine vont souvent ensemble.

Enfin, l'analyse des salaires via les déclarations annuelles de données sociales offre une analyse très originale. Ainsi, le salaire médian féminin est plus fort que le salaire médian masculin et cela tant sur l'ensemble de la Martinique que sur la ville de Fort de France. Cette situation est très atypique. Ainsi, en France Hexagonale, il y a 166 € supplémentaires pour les hommes concernant le salaire médian. En Martinique, les femmes ont 86€ en plus. Cette situation s'explique par la sur-représentation des femmes dans la fonction publique (hôpital, collectivités locales) avec l'effet de majoration des salaires (les 40% supplémentaires).

L'IRIS, signifie Ilots Regroupés pour l'Analyse Statistique. Il existe des IRIS dans l'ensemble des communes de plus de 10000 habitants. C'est pourquoi, la carte ci-dessus n'est alimentée en données que pour les communes de plus de 10000 habitants. Pour les autres communes, il convient de se rapprocher de la carte précédente.

Les codes couleurs sont les mêmes que ceux mis en œuvre précédemment.

Il apparaît nettement trois communes qui ont des territoires très marqués : Le Lorrain, Sainte Marie et Fort de France. A l'opposé, l'Ouest Foyalais apparaît plus favorisé, de même que Saint Joseph et un quartier du François.

Les quartiers les plus favorisés de la Martinique sont tout d'abord des quartiers de Fort de France et de Schoelcher : Cluny, Didier, fond Lada pour Fort de France, Terreville, plateau Fofu est, enclos fond Duclos (pour Schoelcher), et Sainte Catherine, la Clairière pour Fort de France à nouveau avec Ravine Vilaine, Balata et Moutte. Le petit quartier qui suit est le quartier de la Frégate au François (qui apparaît de manière très atypique sur

la côte Atlantique). Il existe également d'autres quartiers de Case Pilote, Carbet, Trois Ilets et le Diamant par exemple.

A l'opposé, les quartiers les plus en difficulté sont des quartiers de Fort de France, de Sainte Marie, du Vauclin et du Lorrain. Il s'agit notamment de Terres Sainville à Fort de France, puis du quartier de Reculée de Sainte Marie. Les autres quartiers plus en difficultés sont des quartiers de Fort de France, avec Volga, l'Ermitage, Sainte Thérèse et le centre ville.

Dans tous ces quartiers le niveau de revenu déclaré est très faible. Au regard de tous les quartiers situés en France Hexagonale, le quartier de Terres Sainville se situerait en 130ème position environ. Il faut noter qu'à la Réunion, près d'une quarantaine d'IRIS ont des niveaux de revenus par unité de consommation plus faibles que celui de Terres Sainville.

Conclusion

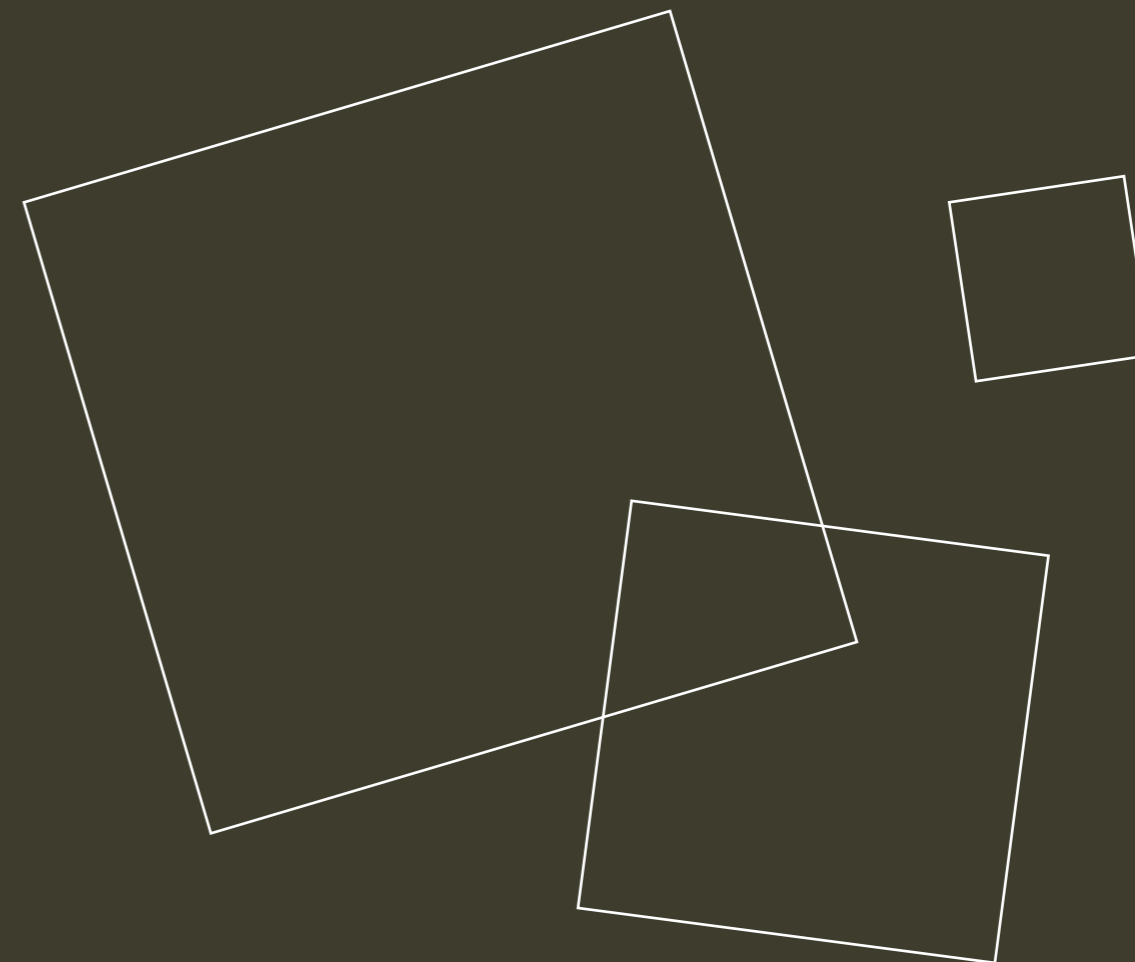
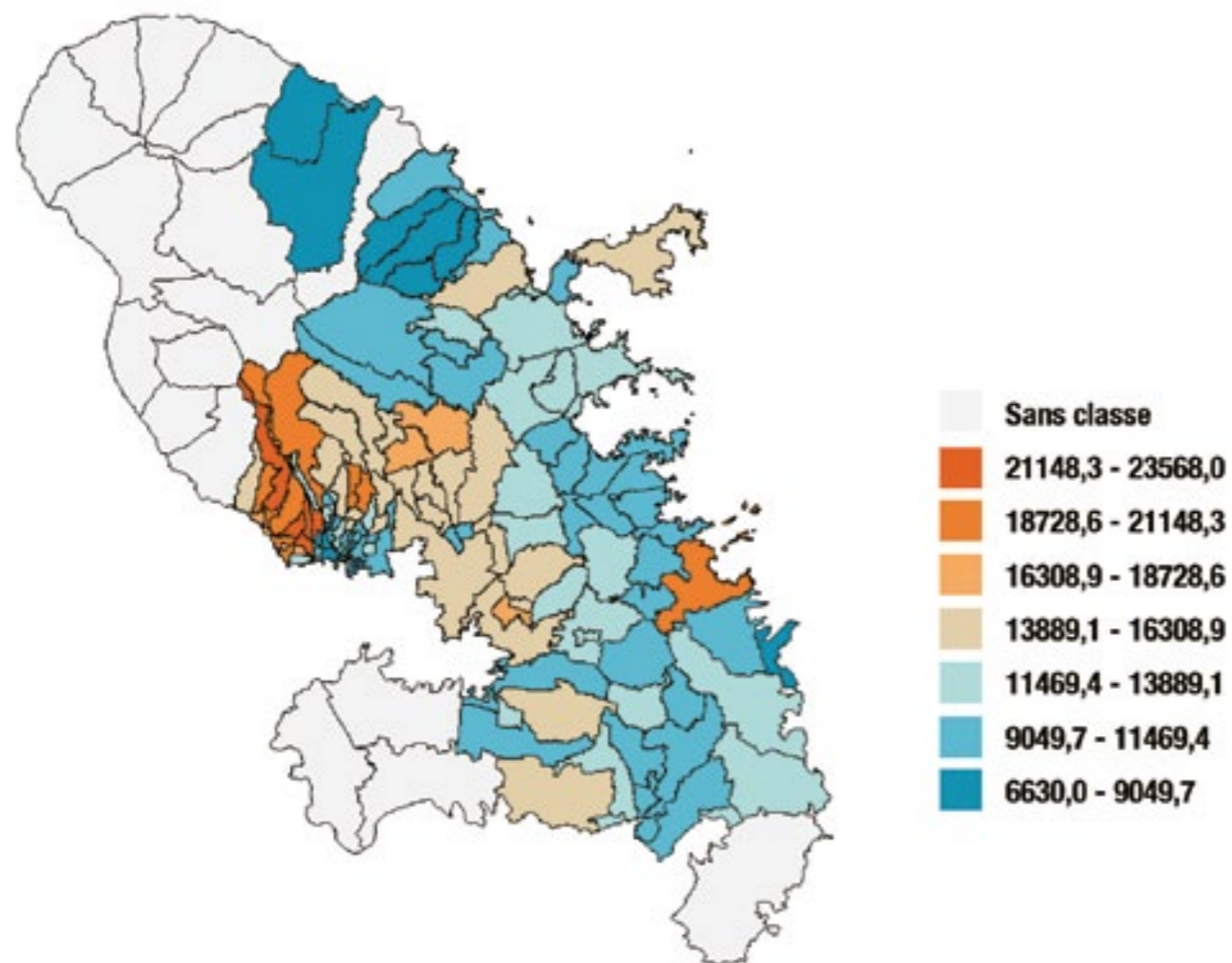
Cette analyse par commune et par quartier offre une lecture fine de la distribution des revenus par territoire. Il apparaît qu'il existe de grandes inégalités de revenus. La ville de Fort de France

concentre en son sein à la fois les quartiers où les ménages sont les plus pauvres et à la fois les quartiers où les ménages sont les plus riches. A l'opposé, la façade Atlantique connaît une situation plus précaire en terme de ressources.

Il sera important dans les années à venir de suivre cet indicateur qui est souvent cité comme un des indicateurs clés de compréhension de la réalité sociale des territoires et bien évidemment d'adapter les politiques publiques en fonction de cette réalité économique.

« les inégalités aux Antilles Guyane, 10 ans d'évolution », INSEE – CAF Guadeloupe, Guyane, Martinique

L'analyse par quartier



La communauté Haïtienne de Martinique

La composante haïtienne est importante dans les quartiers populaires de Fort de France. La question de l'intégration des haïtiens est souvent posée, le récent tremblement de terre a mis en exergue la réalité de cette composante socio-culturelle de la société martiniquaise et de la solidarité caribéenne. Dans le cadre du premier cahier de ville caraïbe il s'agit ici d'avoir un regard sur les quartiers populaires et notamment sur cette composante à travers l'expérience de l'ancien Président de l'Association des Haïtiens en Martinique.

Avec Alex DESIR, Ancien Président de l'Association des Haïtiens en Martinique..
Interviewer Mathieu Petit

Pouvez vous vous présenter ?

Alex Désir : Ancien Président de l'Association des Haïtiens de Martinique. L'Association est située dans ce quartier populaire qui est Sainte Thérèse. L'Association a vingt six ans, notre action est de promouvoir et de contribuer à l'épanouissement social, culturel et économique des Haïtiens vivant en Martinique.

Comment décrire les actions concrètes que vous mettez en place ?

Ce que nous faisons est de permettre aux Haïtiens de s'intégrer dans la société martiniquaise, par la voie du travail, par la voie administrative, sociale, politique et culturelle. On sait qu'en Haïti il y a des difficultés d'analphabétisation, donc on fait des cours de soutien scolaire, de remise à niveau. Surtout, on fait de l'accompagnement dans les démarches administratives et pour remplir les déclarations quelconques. **Il y a une problématique, que l'Haïtien ait des papiers ou non, il vit dans la société martiniquaise, donc il vit avec les contraintes et les avantages du pays. Notre idéologie est donc de bien faire comprendre les attendus du pays et de mettre les Haïtiens en position d'y répondre, ce qui est tout à fait normal.**

Comment décririez vous l'implantation des Haïtiens en Martinique ?

Elle a commencé dans les années 70, elle est essentiellement agricole et liée aux travaux du BTP. Aujourd'hui, il ya les chiffres officiels et officiels, officiellement 3000 et officieusement plus ou moins 8000 personnes. Dans cette seconde catégorie, il y a ceux qui sont arrivés sans rien, les « boat people » et ceux qui sont arrivés avec quelque chose mais qui n'ont pu renouveler leur titre à cause du durcissement des critères (nouvelles lois), n'ont pas pu renouvelé leur titre et sont donc dans la catégorie des sans papiers.

Les Haïtiens sont avant tout concentrés à Fort de France et notamment dans les quartiers populaires: Terres Sainville, Sainte Thérèse, Dillon, Trénelles, Bo Kannal, Ermitage. Les autres communes sont : le Lamentin, le Prêcheur, Saint Pierre, Carbet, le Lorrain, Macouba, Sainte Anne, Marin. On va dire les quartiers agricoles. Car, les Haïtiens sont avant tout constitutif d'une main d'œuvre agricole rigoureuse. On compte aussi parmi eux des exploitants agricoles importants.

On est passé d'une stratégie d'invisibilité à une valorisation progressive de l'identité Haïtienne dans la société martiniquaise : comment décririez vous cette évolution ?

Il est vrai que les Haïtiens en Martinique font tout pour être tranquille, pour ne pas être mal vu et, tout au moins, pour être comme tout un chacun. Se sont avant tout des travailleurs qui ont ici l'opportunité de faire un peu d'argent pour faire vivre leur famille en Haïti.

Il y a donc un très grand respect des coutumes du Pays et leur insertion passe par le travail. Il est vrai qu'il y a, par exemple, à Sainte Thérèse sur la Place croisé Manioc ou encore de la place de l'Eglise à Terre Sainville, des regroupements le soir. **Il s'agit juste d'une pratique qui donne l'opportunité d'évacuer la pression de la journée, de discuter du pays, de la famille, ou encore, de jouer à des jeux typiques d'Haïti. Il n'en demeure pas moins qu'il y a toujours un effort fait pour ne pas faire parler d'eux. Aussi, il n'y a ni tapage ni dérives. Il est très rare de voir un Haïtien de souche faire l'objet d'un fait divers.**

L'élan haïtien est arrivé après les 5 séismes où Haïti a malheureusement été sous les feux des projecteurs. Le séisme a considérablement alimenté le débat sur

la situation d'Haïti qui on peut dire, est depuis sortie de sa solitude internationale. Autre chose qu'il faut souligner, c'est que la Martinique a toujours été auprès d'Haïti. Notamment sous l'ère de Césaire qui, nous a toujours conforté dans notre fraternité. Une solidarité martiniquaise discrète, non officielle sans faire l'objet de publicité dessus. Progressivement et lors de ma présidence de cette Association, nous avons voulu par le biais de la fête du drapeau, partager avec la population martiniquaise les dates clés de notre histoire. Puisque, comment voulez vous qu'on puisse se comprendre si on ne connaît pas l'histoire de l'autre. C'est ce que nous tentons de faire, faire comprendre et partager l'histoire haïtienne. De la même manière nous fêtons les dates importantes de la société martiniquaise. Pour toutes les fêtes autour du 22 mai où nous sommes conviés en tant que communauté nous nous faisons un honneur d'y participer. Toutes ces dates importantes sont notre histoire partagée. **Car on partage une même histoire, nous sommes tous issus de l'Afrique et donc « étranger dans un Pays étrange ».**

Donc de l'autre côté, c'est tout à fait normal que le Pays Haïti, première République noire, puisse avec honneur, participer à la fête d'émancipation des autres, comme par exemple le 22 mai pour la Martinique.

Comment vous vivez les quartiers populaires ? Quelles sont les difficultés aujourd'hui au niveau de l'accès aux droits, au travail ou autre ?

Au niveau des quartiers, on peut dire qu'il y a une très bonne entente. Tout le monde sait que celui ci est haïtien, celui-ci dominiquais ou l'autre martiniquais et la vraie solidarité est qu'ils partagent tous et plus que ceux extérieurs, la réalité et les problématiques des quartiers populaires.



Crédit photo - Istockphoto



Crédit photo - Istockphoto



Ils sont donc solidaires même dans les difficultés. Un exemple, si un haïtien habite depuis un moment dans un quartier et il subit un contrôle un petit peu musclé, tout de suite les voisins prennent pour lui : « Kisa zot lé di boug-nou la. Saka fé an moman ke misyé ka viv'la y ka twavay épi y ka tjenbé larèl-la dwèt. Poutji zot paka alé wé sé zot boug-la ki ka fouté fè... » **Ils se font parfois l'avocat des haïtiens et c'est une preuve pour nous de la solidarité et du fait que la fraternité est là. Les vraies difficultés pour nous, se trouvent plus au niveau administratif. La solidarité et la fraternité sont révélées au quotidien.** L'exemple de nombreux martiniquais souligne le fait qu'ils se rendent compte que quand ils vont à Haïti, ils n'ont besoin que de leurs passeports. Alors qu'ici, nous devons avoir un visa et donc suivre de longues procédures. Il s'agit là d'un rapport de force administratif qui joue en notre défaveur bien évidemment.

Un exemple que j'aime à donner : c'est que les Haïtiens qui vivent en Martinique avec leur papier ou non : achètent dans la petite boutique, payent de l'eau, du pain (quand ils ne le font pas eux-mêmes !), louent des logements et travaillent dur pour des entreprises « martiniquaises ». Ils participent donc au développement économique et social martiniquais. **Cependant, dans ce contexte social, tous les jours, je me rends compte qu'il y a une solidarité.**

N'y a-t-il quand même pas de la stigmatisation des Haïtiens ?

Oui ! Il est vrai qu'il y en a eu. Surtout pour la « vague arrière » : Les anciens haïtiens. Ceux qui sont venus, et qui seraient d'une société dure, celle de l'« époque de Duvalier ». À cette époque, il n'y avait pas trop de libertés. Et donc, ils avaient peur de parler. Par ailleurs, ils étaient souvent analphabètes, ne parlaient pas français et ne comprenaient pas tous les rouages de la société martiniquaise.

Aujourd'hui, les choses ont changé. **De nombreux haïtiens, dont je fais partie, sont nés ou arrivés très tôt en Martinique. Ils ont fait l'école, l'Université parfois et travaillent en Martinique. Ils n'ont donc plus cette barrière de langue, de culture. Ces barrières ont tendance à sauter. Parce que, comment peux-tu me stigmatiser de ceci et de cela ? Alors que j'ai grandi dans la même**

école que toi, que nous avons connu les mêmes bancs et les mêmes codes. Si tu me traites d'Haïtiens de manière négative, c'est une partie de toi-même que tu ne reconnais pas.

Par ailleurs, de nombreux haïtiens sont entrepreneurs. Nous participons à de nombreuses initiatives citoyennes. Et non pas pour des haïtiens, mais pour l'ensemble des martiniquais et des gens vivants en Martinique. Par exemple, la fête de Sainte Thérèse a été l'occasion pour plusieurs membres de l'Association de participer, non pas en tant qu'Haïtiens, mais en tant qu'habitants du quartier ayant une connaissance et un usage. De la même manière nous sommes souvent sollicités pour des réflexions sur les problématiques liées à la situation des quartiers populaires et notre connaissance du terrain.

Quelles sont les difficultés en termes de représentativité ?

Au niveau social ça va bien. Sauf qu'au niveau administratif et politique, nous avons parfois des difficultés. En effet, l'intégration est là. Mais, elle n'est pas totale. Par exemple, lors d'une élection, on parle avec une communauté. Et, on n'intègre pas les problématiques de cette dernière dans le projet politique. Je n'ai pas encore vu, par exemple, un membre d'une communauté Haïtienne ou Sainte Lucienne sur une liste électorale en Martinique.

Est-ce qu'il existe une communauté haïtienne ?

Pour les besoins de certaines choses : oui ! Pour les problèmes de la vie courante : non ! Et c'est tant mieux. Pour certains problèmes, nous avons besoin de tous parler d'une voix. Il est vrai qu'il y a des haïtiens qui préfèrent travailler au niveau de leurs connaissances et familles, et d'autres, vont passer par la fédération. Lors des récents événements, nous avons tenté de parler d'une voix. Alors, l'Association a été la plus accréditée pour parler au nom des Haïtiens de Martinique.

Aujourd'hui, nous nous rendons compte qu'il est important de parler d'une voix. Et, nous faisons tout ce qui est possible pour que nous puissions aller au bout de cet objectif. Dans ce sens, il y aura bientôt l'élection du Président. Et, nous invitons tout le monde à s'inscrire, à adhérer et à présenter sa candidature également. **Quelle coopération possible entre les**

deux îles ?

Les deux îles ont tout intérêt à faire des rapprochements.

Pourquoi ? Parce que la Martinique c'est 1000 km² et Haïti 27 000 km². Il y a donc 27 fois plus de chance pour cette petite île d'investir en Haïti. Là où, il y a tout à faire. La Martinique, c'est 400 000 personnes et Haïti 10 millions. Donc, une entreprise ayant un savoir faire bien implanté en Martinique pourrait s'implanter là bas avec une plus grande échelle d'économie. D'ailleurs, l'Etat aide largement les investisseurs dans ce sens. Un autre exemple, c'est que 90% du sel et du riz en Haïti, sont fait en Haïti. Alors qu'ici on importe à plus de 90 %. Et, c'est la même chose pour les autres îles de la Caraïbe. Il y a des rizières sur un quart des 27 000km². On pourrait l'exporter vers la Caraïbe. Un autre exemple, on n'a pas le savoir faire pour augmenter la productivité. Alors qu'ici, il y a des savoirs faire. **Aide moi à monter en productivité et en échange, il y a une entreprise martiniquaise qui s'implante et qui fait de la plus value. Voilà de la coopération. Ne me donne pas de sous ou à manger.**

Qu'en est il de la Diaspora, est ce qu'il existe un réseau caribéen des haïtiens ?

Il existe des associations plus nombreuses en Guadeloupe et en Guyane. Il y a même des fédérations d'associations. Nous sommes justement en train d'organiser un Congrès des associations Antilles Guyane haïtienne. Il sera organisé par la Martinique et cela se passera en Guadeloupe. Par ailleurs, nous sommes en train de développer un partenariat avec l'Association des Haïtiens aux Etats Unis. Mais, nous ne communiquerons sur ces partenariats que lorsque l'on sera sûre des actions tangibles pour nos pays.

Vous voulez rajouter quelque chose ?

Dieu est grand. Haïti vivra!



Crédit photo - Istockphoto



Crédit photo - Istockphoto

HAÏTI

Va chercher le monde dans la zone

Synchroniquement Quartier à vie...

Par Malik Duranty, Pawòleur

- J'ai vu ma ville, mon quartier, se carrier comme une bouche menteuse. Avec l'haleine immonde des simonismes abandonnés des soins aux mots sans actions. Nous, on nous a injurié. On nous dit l'affaire de nous-mêmes perdue dans les regards furieux de peur. Les regards du possible de l'action gonflée en pression qui peut désarçonner untel et unetelle.

*Lontan ou ka maché an larya-a,
Lontan yô di ou sé an òw-lalwa,
Lontan ou di ou sé an géryé-larya-warya,
Lontan ou tann di tépé ni lanmou isi-a.*

Vas trouver le monde dans la zone !

Là, partout, où, tu trouveras les identifiés aux jugements qui précèdent le regard. Là, tu penses entendre les manifestations de la vie dans leurs mouvances. Tu reconnais les bruits de voitures. Tu les sais celles qui viennent et celles qui repartent. Celles qui arrivent pour rester occasionnellement ou/et définitivement.

On t'a tant parlé de toi. Alors que tu ne te questionnais qu'à peine. Qu'avec peine. On t'a proposé tellement de démenes. Que ceux-là même qui te parlent de perte de repères. Ils n'ont vu, qu'il y a longtemps. Longtemps que tu constates qu'eux-mêmes n'appliquent pas les leurs. Ils essayent de t'inculquer leurs fantasmes fatalistes. Alors que tu t'enivres d'espoirs et de vécus sur chaque fraction de seconde. Tu les sais. Et, tu les intériorises ces valeurs et ces codes et ces normes. Tu te demandes : comment tu y mettras tes empruntes ? Tes empruntes marquées dans cette glaise qui tourne en Monde.

Oui, la terre, tu l'aimes aussi. En territoire, en trottoir, en bitume, errements d'un Monde qui rit de toi. Il ne te sait pas. Il est sourd par une mentalité plus hermétique à la participation –du fait de son improvisation au gré des accessits des distorsions du système qui nous organise-, qu'à l'obéissance stérile.

Lui, qui nous stérilise. Lui, ce système de mentalité architecturé du cadastre de nos espaces et pas de nous-espaces, a été le contexte de l'effacement des distances.

L'effacement des distances !

L'effacement des distances !

Lontan ou ka maché an larya-a,

*Lontan yô di ou sé an òw-lalwa,
Lontan ou di ou sé an géryé-larya-warya,
Lontan ou tann di tépé ni lanmou isi-a.*

Vas trouver le monde dans la zone !

Et, elle (la distance) t'a inclus dans un temps qui rétrécit. En lui, voilà la promiscuité. L'espace vitale n'a plus de temps. Le temps n'est pas à nous. Le système l'aspire dans le grand sac des richesses. Celles de la différence dans l'accès aux outils de survie. Ceux inventés par les artisans. Tu ne comprends pas ? Le geste se normalise dans la loi de l'uniformité de l'offre. Pour être commune, elle doit être uniforme du besoin à sa satisfaction. C'est ça l'offre : la liberté dans le choix, et non pas de la liberté du choix.

Anlè wotè tan pani ayen, le dédain du système décale le temps et amalgame l'espace. Lancinant est ce besoin de liberté, de gestes dans l'étendu et de regards inattendus, d'écoutes et d'ententes parvenues au cœur de l'essentiel.

Alors, entres-tu dans le quartier. Tu te retires de l'arène. Là où, les symboles de la domination de type coloniale a laissé ses traces. Là où, nous sommes tous adversaires. Moderne dans la loi du plus fort, elle transforme les luttes de chairs en luttes de savoirs. Il n'y a là-bas qu'un seul rythme possible. Il nous marche dessus. Tu te retires...

Tu te retires...

Ou ka tiré tjouw'...

*Lontan ou ka maché an larya-a,
Lontan yô di ou sé an òw-lalwa,
Lontan ou di ou sé an géryé-larya-warya,
Lontan ou tann di tépé ni lanmou isi-a.*

Vas trouver le monde dans la zone !

Extrais à ce lieu où la relation germe dans la méfiance. Évitant ce possible délire de l'attitude de méfiance. Te voilà en lui, le quartier, là où, on sait l'autre, on le divine, on le fréquente, on le confronte aux témoignages d'ailleurs imaginaires ou réels. Il faut s'en évader. Toujours. Sans en partir, sang en pâtir, on y est, on n'y est pas. Pas-pas-là, c'est au quartier ! Tu y as oublié les murs depuis longtemps. Deyor, c'est en dehors d'un temps speed-menm. Combien de bagages quoi ! Arrivant ou partant !



Crédit photo - Istockphoto



Crédit photo - Istockphoto

De toutes les façons, ça a fait beaucoup. Quand, il n'y a pas, il n'y a pas besoin. Et si c'est là, nous sommes sur ça ! Quoi ? Nul ne le sait. Et, bon quoi ! ça viendra.

Alors, tu danseras tant qu'il faut. Et non, tu ne marcheras pas à la cadence de ce tumulte de négativité qui ruine la

relation. Car, tous nous pouvons avoir l'illusion d'être juge de notre propre justice. Car, chacun peut avoir la chance de croire en un jour pour imposer sa propre justice à lui. Alors, nous voilà, dialoguant nos justices dans la folie des moralités en vérité. Presqu'à en oublier

nos injustices vécues ou subies. Nous ne voyons pas que nous nous n'avons que le choix de la diversité des unités, mais pas celui des diverses unités.

Quelle ironie du sort ! Tu ne crois pas en la justice des hommes dont tu connais les vices cachés, la nébuleuse de la nuit dans les artères en baguenaudes du quartier. Ils passent, ne font que passer pour prendre où laisser leur petit crime pas grave pour les autres de l'autre monde qu'ils sont.

*Lontan ou ka maché an larya-a,
Lontan yô di ou sé an òw-lalwa,
Lontan ou di ou sé an géryé-larya-warya,
Lontan ou tann di tépé ni lanmou isi-a.*

Vas trouver le monde dans la zone !

Vas-y leur dire : le quartier c'est les gens. Ceux qui y sont, ceux qui y passent, ceux qui y font. Vas-y leur dire que la violence est la leur. Celle qu'ils n'avouent pas mais qu'ils transmettent implicitement à leur descendance par les gestes, les regards, les attitudes offensives, de défensive, incisives dans le vif des échanges, à la symbolique de la domination et, le refus des soumissions dans la drive de leurs égos.

Vas-y leur dire que la frustration est la leur. Qu'elle est dans la peur de la marge de l'exclusion, dans l'exploitation et la pwofitazyon aux maîtres sans visages qui les dévisagent.

Vas-y leur dire que le dénie et le mépris sont les leurs. Ceux d'eux-mêmes se déniaient et se méprisant. Telle est la crainte de la reproduction intensive et intensifiée de la bêtise dans l'oubli de nous-mêmes.

Vas-y leur dire que tu les aimes quand même. Et que du don et du contre-don de cette société à laquelle nous appartenons, nous refusons l'oubli de nos humanités individuelles et collectives et nous acceptons notre autonomie.

Nous proclamons la Martinique de la relation avant celle du matérialisme. Nous réclamons notre spiritualité que nous déclarons de la liberté.

Nous déclarons la liberté de nous aimer... Nous déclarons la liberté d'aimer l'humanité...

Avec elle, partager et ne pas être partagé pour nous émanciper... À la construction du Monde de la Ville réelle aux confessions de l'imaginaire universelle... Nous déclarons être fait simple... Simplement alors, faire l'essentiel... Vivre et nous enivrer de lumière...

Appel à contribution

Revue Lyann Karayib N° 2

(Les jeunes, acteurs de la Ville ?)



À l'heure actuelle, les situations de jeunesse en Martinique possèderaient un certain impact sur la cohésion sociale. Quel serait cet impact ? Quels en seraient ses effets sur les liens sociaux ? Qu'attendre d'une telle condition sociale de l'individu à sa communauté ?

Des parcours de vie et de son espace-temps jeunesse dans la Société Martiniquaise, quels sont les réalités ? En décrochage, scolaire ou social, plus de 62 % des jeunes de 16 à 25 ans sont en situation de chômage ; certains en situation d'exclusion ; d'autres inscrits dans un processus de déviance et cibles de bien des étiquetages ; des jeunes acteurs ou victimes de marginalisation ; et enfin, des jeunes en socialisation ou désocialisation dans une société que l'on pourrait dire en transition. Un état de fait qui s'illustre par les différentes dynamiques de mobilisation sociale et politique tentant de répondre à l'urgence d'agir collectivement. Des engagements qui se révèlent toujours plus légitimes de part le contexte. En effet, il est un certain nombre d'indicateurs qui témoignent de la nécessité de revoir les mécanismes de fonctionnement de la Société. Au même titre que pour tous, il est admis la nécessité de réformer l'organisation de la gouvernance des politiques de jeunesse.

Cependant, l'expertise du quotidien, des acteurs de terrain, de la question sociale et de la question jeune, est sans nul doute porteuse de ce que la proximité permet de penser l'action publique et l'action citoyenne. Dès lors, entend-on parler de la grande fragilité de la jeunesse, de la grande vulnérabilité au temps de la jeunesse, de la grande précarisation, de l'isolement, de la négation d'un temps d'existence frustré ? Comment pourrions-nous mieux appréhender cette période de la vie dans son utilité globale et sectorielle ? Comment pourrions-nous mieux comprendre le fonctionnement de la société à travers cet objet ? Comment pourrions-nous mieux construire des représentations d'une réalité qui semble avoir pris un nouveau visage ?

Ceci dit, le constat du fait que de nombreux territoires de Martinique sont encore plus impactés par la situation de leur jeunesse s'impose. Les jeunes de ces territoires sont tour à tour, appréhendés comme victime, sujet de crainte ou, comme ressources. Face à cet état de fait, il existe pléthores de situations, de cas sociaux particuliers ainsi que d'intervenants et d'initiatives que ce soit en milieu urbain, périurbain et rural. Se demande-t-on alors : Quelles sont les réalités de la jeunesse sur ces territoires ? Existe-t-il des disparités entre ces derniers et les phénomènes qu'ils connaissent ? Qu'en est-il de la situation des politiques de jeunesse ? Qui sont les jeunes ? Quels sont leurs modes de fonctionnements dans l'espace public ? Quel est leur rapport aux territoires ? Quels sont leurs rapports : à l'activité, au travail, à la santé, au logement, à la mobilité ? Quel rapport entretiennent-ils avec les aînés, les enfants, la famille ? Quels sont leur rapport

entre eux entre genre similaire et entre genre complémentaire ? Comment intervenir auprès d'eux ? Quelles sont leurs modes de participation à la chose publique ? Quelles sont les déviances existantes ? Quelles sont les différentes situations auxquelles ils sont confrontés ? Quels éléments de réponses ? Quelles innovations ? Quels acteurs ? Quels modèles ? Quels sont les enjeux renvoyés par la situation de la jeunesse martiniquaise ? Vous le voyez les questions sont multiples.

Dès lors, le Centre de Ressources Ville-Caraïbe, dans le cadre de la rédaction du deuxième numéro de sa revue « Lyann karayib », lance un appel à contribution notamment sous la forme :

- De rapports statistiques et analyses quantitatives traitant de cette question jeune ;
- Des analyses territoriales notamment à partir des réalités des quartiers populaires ;
- Des analyses de chercheurs (sociologue, politologue, anthropologue, psychologue, psychosociologue, ...) ;
- D'outils méthodologiques de mise en place d'une politique locale de jeunesse ;
- Des recueils d'expériences (sous forme d'entretien, de récit ou fiche action évaluée) d'élus, d'acteurs de terrains, de chefs de projets et responsables d'associations, de jeunes ;
- Des articles prospectifs sur la jeunesse ;
- Des témoignages, paroles et photos de jeunes.

Dimensions des contributions :

- Les contributions ne pourront pas excéder 4500 caractères pour les articles d'analyse.
- Les autres contributions sous forme d'entretien, de récit, parole, poésie, nouvelles ne pourront excéder les 5 pages au format de police 12.
- Les photos devront posséder une certaine qualité et les auteurs devront s'assurer des autorisations signées des individus reconnaissables sur les photos.
- Les dessins devront être scanner en qualité et format .jpg

Les contributions pour être sélectionnées par le Comité de Rédaction, sont à remettre avant le 11 septembre à l'adresse courriel : contact@villecaraibe.com. En précisant l'auteur, sa fonction, son adresse et coordonnées.

CENTRE DE RESSOURCES VILLE CARAÏBE

Le Centre de ressources Ville caraïbe, Association des professionnels de la Politique de la ville a 4 ans d'existence. Ses missions de qualification, mise en réseaux et d'accompagnement ont pour objectif d'aider à faire monter en expertise et en qualification les acteurs et projets de cohésion sociale et territoriale.

Ses plus values sont :

- Une approche territoriale qui permet la transversalité, et une approche multidimensionnelle des projets et acteurs de cohésion sociale et de politique de la ville.
- D'être un médiateur institutionnel, un lieu « ressources » et « tiers », où des acteurs qui ont des logiques institutionnelles diverses, peuvent être accompagnés collectivement ou individuellement en terme d'expertise et qualification en lien avec la recherche et la réalité des territoires les plus en difficulté.

Historique

Le Centre de ressources Politique de la ville en Martinique est issu d'un long processus marqué par deux étapes principales. En premier lieu, la mobilisation de l'Association Martiniquaise pour le Développement Social Urbain a fédéré un certain nombre d'acteurs qui ont contribué à sa création à partir des modèles existants dans l'Hexagone. Ensuite, le partenariat, la rencontre entre les besoins de la Communauté d'agglomération du Centre de Martinique regroupant différents territoires et les attentes de l'Etat (DIV local et national) ont favorisé une large adhésion au projet. Il convient d'ajouter que le Centre de ressources Politique de la ville de Guyane a eu également un rôle d'appui essentiel au démarrage.

Le Statut

Le Centre de ressources Ville caraïbe

est une association administrée par un Conseil d'administration composée de 3 collèges qui regroupent les professionnels de la Politique de la ville et les utilisateurs, les personnes qualifiées et les financeurs. Le Président actuel est également Professeur de Science Politique à la faculté de droit et d'économie de la Martinique, Université Antilles Guyane. Par ailleurs les autres membres du bureau sont des chefs de projets de collectivités, des chargés de mission des services de l'Etat et des responsables associatifs dans le Développement social urbain.

Le Centre de ressources Ville caraïbe est régi par ses statuts et notamment par le Cadre de référence nationale des Centres de ressources dans leur rapport avec l'Etat.

Les actions

Le Centre de ressources Ville caraïbe propose depuis sa mise en place des activités « ressources » en adéquation avec la programmation prévisionnelle annuelle arrêtée par le Conseil d'administration :

- De l'ingénierie de formation et des formations action, des cycles de qualifications, des échanges de pratiques, de la capitalisation d'expériences
- De la publication, de la documentation, de la diffusion d'information.
- La mise en réseau de compétences, par thématiques, territoire, projets.
- Des rencontres entre acteurs d'Institutions différentes avec des chercheurs, de l'animation de débats publics

Par ailleurs, le Centre de ressources propose également :

- De l'animation et participation à des groupes de travail et travaux collectifs.
- Des prestations d'accompagnement spécifique : tel que des diagnostics territoriaux, de l'aide et accompagnement à l'élaboration de politiques de cohésion sociale et territoriale.

Les productions

Le Centre de ressources publie une lettre d'information électronique « La cohésion se construit », des fiches d'expériences, des guides méthodologiques, des comptes rendus, des dossiers thématiques et un espace de partage sur Internet. Il est en train de développer progressivement la mise en place de publication et d'études traitant plus en profondeur les thématiques. Ainsi, il a publié une étude sur la médiation sociale et une revue trimestrielle d'articles de fond est en voie de finalisation : les Cahiers ville caraïbe (prévue en Mai 2011).

Budget

Le budget annuel du centre de ressources s'établit autour de 150 000 euros, il est constitué en recette par un financement SGCIV de 40 %, un financement Caisse des dépôts de 20 % et une part CACEM de 40%. En dépense, les frais de personnels constituent une charge d'environ 50 % et les services externes 30 %.

Ce budget peut-être complété par des financements dédiés à des actions particulières.

Publics

Le public prioritaire du centre est composé des professionnels de la politique de la ville (chefs de projet, chargés de mission, élus, responsables associatifs ...) En complément, le centre de ressources accueille également des professionnels relevant des thématiques traitées par la politique de la ville.

Contacts :

Centre de ressources Ville caraïbe
BP 7222- 97277 Schœlcher cedex
Tél/fax : 0596 686452/589628
villecaraibe.com
contact@villecaraibe.com



